

SÉNAT

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1966-1967

Annexe au procès-verbal de la séance du 30 mai 1967.

RAPPORT D'INFORMATION

FAIT

*au nom de la Commission des Affaires économiques et du Plan (1)
à la suite de la mission en Inde effectuée par une délégation
de cette Commission, du 18 janvier au 8 février 1967,*

Par MM. Jean BERTAUD, Paul MISTRAL, Raymond BRUN, Henri
CLAIREAUX, Marcel FORTIER, Marcel LEBRETON et
Georges MARRANE,

Sénateurs.

(1) Cette commission est composée de : MM. Jean Bertaud, président ; Paul Mistral, Etienne Restat, Joseph Yvon, Henri Cornat, vice-présidents ; René Blondelle, Auguste Pinton, Joseph Beaujannot, Jean-Marie Bouloux, secrétaires ; Louis André, Emile Aubert, André Barroux, Auguste Billiemaz, Georges Bonnet, Amédée Bouquerel, Robert Bouvard, Marcel Brégégère, Raymond Brun, Michel Chauty, Henri Claireaux, Maurice Coutrot, Léon David, Alfred Dehé, Roger Delagnes, Henri Desseigne, Hector Dubois, Jacques Duclos, André Dulin, Emile Durieux, Jean Errecart, Marcel Fortier, Victor Golvan, Léon-Jean Grégory, Roger du Halgouet, Yves Hamon, René Jager, Eugène Jamain, Michel Kauffmann, Henri Lafleur, Maurice Lalloy, Robert Laurens, Marcel Lebreton, Modeste Legouez, Marcel Legros, Henri Longchambon, Georges Marrane, François Monsarrat, Gaston Pams, Guy Pascaud, François Patenôtre, Marc Pautzet Paul Pelleray, Lucien Perdereau, André Picard, Jules Pinsard, Roger Poudonson, Henri Prêtre, Eugène Ritzenthaler, Maurice Sambron, Robert Schmitt, Abel Sempé, Charles Suran, René Toribio, Henri Tournan, Raoul Vadepiéd, Jacques Verneuil, Charles Zwickert, N...

SOMMAIRE

	Pages.
Remarques préliminaires.....	5
Voyage et programme de la mission.....	8
PREMIÈRE PARTIE. — L'Inde ou les Indes ?	13
I. — Présentation géographique.....	14
II. — Peuplement et sociologie.....	17
III. — Le facteur religieux.....	20
IV. — Quelques pages d'histoire.....	24
V. — La vie politique.....	29
Conclusion	32
SECONDE PARTIE. — L'économie de l'Inde	35
I. — Brève présentation.....	35
1° Agriculture et élevage.....	35
2° Mines et industries.....	37
3° Transports et commerce extérieur.....	39
II. — Difficultés du développement.....	41
1° Problèmes agricoles.....	42
2° Problèmes industriels.....	48
III. — La planification.....	51
1° Vue d'ensemble sur les Plans quinquennaux.....	52
2° Réalisations agricoles (« le Package Programme »).....	54
3° Réalisations industrielles.....	58
IV. — L'aide extérieure.....	61
L'Inde et la France.....	64
Conclusion générale. — Démographie planifiée ou perte de l'indépendance ?	67

ANNEXES

	Pages.
	—
1. — Carte politique de l'Inde	77
2. — Etats et Territoires de l'Union indienne.....	79
3. — Relief, précipitations pluvieuses et population (cartes schématiques)..	81
4. — Industries, irrigation et agriculture (cartes schématiques).....	83
5. — Visites effectuées par la délégation sénatoriale.....	85
6. — Résultats des élections de 1967 et composition du Gouvernement actuel.	103
7. — Données chiffrées concernant l'économie indienne.....	105
8. — « L'Inde à travers les chiffres ».....	109
9. — Les transports en Inde.....	111
10. — Note bibliographique.....	115
11. — Index alphabétique.....	117

« Aujourd'hui, le fait majeur est que la question sociale est devenue mondiale... Les peuples de la faim interpellent de façon dramatique les peuples de l'opulence... »

PAUL VI, Encyclique « *Popularum progressio* ».

Mesdames, Messieurs,

Le 19 décembre 1966, votre Assemblée autorisait sa Commission des Affaires économiques et du Plan à envoyer en Inde une mission d'information, composée de sept Sénateurs, pour étudier *la situation et les conditions de développement de l'économie indienne*, tout particulièrement dans les domaines :

- de l'industrie textile et métallurgique ;
- de l'agriculture, confrontée aux problèmes de la faim et de la démographie ;
- de la planification, poursuivie au travers de quatre Plans quinquennaux successifs (1951-1971).

Pour plusieurs raisons (la plus décisive étant peut-être le choix de la saison climatique), il apparut à votre Commission que la meilleure période pour accomplir cette mission se situait pendant les mois de janvier et février. Dès notre premier contact avec l'Ambassade de l'Inde à Paris, les autorités indiennes se sont montrées très sensibles au fait que nous ayons limité notre voyage à l'Inde elle-même, ce que nous n'eûmes d'ailleurs pas à regretter par la suite, trois semaines étant à peine suffisantes pour avoir une « vision » rapide de ce continent.

Est-il besoin de souligner l'intérêt que présente pour le Sénat l'envoi d'une mission d'information dans ce grand pays ? Avec ses 490 millions d'habitants, ses 3,2 millions de kilomètres carrés, sans même parler de la richesse de son histoire et de sa culture philosophique et religieuse, *l'Inde offre une matière de choix pour l'étude des problèmes économiques et sociaux de notre*

temps. Sa situation dans le monde, où — malgré deux conflits, avec le Pakistan, d'abord, et la Chine, ensuite — elle est l'incarnation même du « neutralisme » ; ses droits à se prévaloir du titre de « la plus grande démocratie moderne » ; cet appel enfin, venu sans doute du fond des âges (mais qui a pris une singulière résonance dans notre temps), celui de millions d'êtres pour lesquels « le développement est le nouveau nom de la Paix » (Paul VI) — tous ces éléments ont fait que notre Commission, lorsque nous lui avons soumis ce projet, l'a ratifié à l'unanimité ; le vote du Sénat a confirmé notre choix.

Il peut paraître inutile d'ajouter que, *partout, nous avons reçu le meilleur accueil*, que ce soit de la part des dirigeants du peuple indien, de ses élites politiques, économiques et sociales, ou encore de nos représentants à l'étranger. L'Ambassade de l'Inde à Paris, l'Office du tourisme indien, l'Ambassade de France à New-Delhi, nos Consulats de Bombay, de Calcutta et de Madras ont cependant droit à une mention spéciale pour la façon dont ils ont conçu et facilité notre voyage, qui s'est ainsi accompli dans les conditions les plus agréables et nous a permis d'en retirer, pour votre Assemblée et pour nous-mêmes, le maximum d'enseignements (1).

(1) A notre connaissance, seules deux « missions parlementaires » ont été envoyées en Inde depuis 1958 : une de l'Assemblée Nationale, par sa Commission des Affaires culturelles (rapport n° 851, année 1964) et l'autre par la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées du Sénat (rapport n° 21, session ordinaire 1964-1965). C'est pourquoi nous avons pensé qu'en introduction à des observations proprement techniques, il convenait de brosser ici un large tableau de l'Inde dans les différents domaines géographique, historique et culturel, tableau sans lequel les problèmes indiens — et la solution qui en a été donnée — ne se comprendraient pas. Ce sera donc l'objet de notre Première Partie.

COMPOSITION DE LA MISSION

MM. JEAN BERTAUD, Président de la Commission, Sénateur de la Seine.

PAUL MISTRAL, Vice-Président de la Commission, Sénateur de l'Isère.

RAYMOND BRUN, Sénateur de la Gironde.

HENRI CLAIREAUX, Sénateur de Saint-Pierre et Miquelon.

MARCEL FORTIER, Sénateur d'Indre-et-Loire.

MARCEL LEBRETON, Sénateur de la Seine-Maritime.

GEORGES MARRANE, Sénateur de la Seine.

La délégation était accompagnée de **M. Gaston VALLETTE**, Administrateur des services du Sénat et Secrétaire de la mission.

VOYAGE ET PROGRAMME DE LA MISSION *

Mercredi 18 janvier 1967 :

Départ de Paris (Orly) par « Air-India » pour Bombay (escales techniques à *Francfort* et au *Caire*).

Jeudi 19 janvier :

Arrivée à **Bombay** et accueil de la délégation par MM. Georges Meunier, Consul général de France, François Mouton, Conseiller commercial, et un représentant du Ministère des Affaires étrangères.

Logement au Taj-Mahal Hôtel.

Dans la matinée, visite de la ville.

Au cours de l'après-midi, visite du *Centre atomique de Trombay*.

Dans la soirée, réception offerte par M. Meunier, Consul général de France.

Vendredi 20 janvier :

8 heures 30 (1). — M. le Sénateur Claireaux visite *un petit port de pêche*.

10 heures. — Conférence avec les Directeurs des Finances et du Plan, des Industries et des Transports de l'Etat de Maharashtra.

12 heures. — Visite d'une clinique de « *planning familial* » par MM. Fortier, Claireaux et Marrane.

Dans l'après-midi, visite de l'*usine « Tata Merlin-Gérin »* (construction de matériels électriques).

Dîner offert par M. François Mouton, Conseiller commercial.

Samedi 21 janvier :

Le matin : départ pour **Aurangabad**.

Dans l'après-midi, visite des temples-grottes d'*Ellora*.

Dimanche 22 janvier :

Visite des temples-grottes d'*Ajanta* et de la ville d'Aurangabad.

* L'Annexe V (p. 85 et suivantes), donne le compte rendu des visites effectuées par la délégation sénatoriale au cours de son voyage.

(1) Nos indications sont en « heures locales » ; le décalage des fuseaux horaires est le suivant :

Bombay + 5 heures 30 par rapport à Paris ;
Calcutta + 6 heures 30 par rapport à Paris.

Lundi 23 janvier :

Retour à **Bombay**.

18 heures. — Arrivée à **Jaïpur**, capitale du Rajasthan (après des escales techniques à **Ahmedabad** et **Udaïpur**).

Logement au **Jai Mahal Palace**.

Mardi 24 janvier :

Dans la matinée : visite de la ville de **Jaïpur** et réception à l'Assemblée législative.

Visite de l'hôpital de **Jaïpur**.

15 heures. — Conférence avec les Directeurs de l'Agriculture, de l'Industrie et du Tourisme de l'Etat du Rajasthan.

16 heures 30. — Réception par le Gouverneur de cet Etat.

19 heures. — Arrivée à **Delhi** et logement à l'**Ashoka Hôtel**.

Mercredi 25 janvier :

Dans la matinée, premier entretien avec M. Jean Daridan, Ambassadeur de France.

11 heures 50. — Séance de travail avec MM. Jean Allègre, Conseiller économique et commercial, et Christian Ladonne, Attaché commercial.

Déjeuner offert par M. Jha, Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères (déjeuner auquel ont notamment participé : la Vice-Présidente de la Chambre Haute, M. Dayal, Ambassadeur de l'Inde à Paris alors en mission à New-Delhi, M. Daridan, notre Ambassadeur, et la Directrice du Département « Europe » à New-Delhi).

16 heures. — Conférence avec les Directeurs de la Commission nationale du Plan, notamment sur les « communautés de développement ».

Jeudi 26 janvier :

Le matin, participation aux fêtes nationales de la proclamation de la République (la délégation parlementaire eut l'honneur d'avoir un court entretien avec Mme Indira Gandhi, Président du Conseil).

L'après-midi, réception offerte par le Président de la République, le Docteur Sarvepalli Radhakrishnan.

18 heures 15. — Entretien avec M. D. Sanjivayya, Ministre de l'Industrie.

Vendredi 27 janvier :

Dans la matinée, visite de l'*usine de textiles* « Swatantra Bharat Mills » et déjeuner offert par la direction de l'usine.

Dans l'après-midi, visite de la vieille ville de Delhi.

Dîner à l'Ambassade de France.

Samedi 28 janvier :

8 heures 30. — Entretien avec M. Bahrat Ram, Président du Groupe « Dehli Cloth Mill » et ancien Président du Patronat indien.

Départ pour la visite d'un bloc de « développement communautaire » à Bahadurgarh (à 40 kilomètres de Delhi).

Dans l'après-midi, entretien au Ministère de l'Agriculture avec les fonctionnaires du Développement communautaire.

Le soir, réception chez M. Jean Allègre, Conseiller économique et commercial.

Dimanche 29 janvier :

Visite des temples de **Khajuraho**.

Lundi 30 janvier :

7 heures 30. — Départ en automobile pour **Chandigarh**, capitale des États du Punjab et de l'Haryana.

Déjeuner offert par M. M.-S. Randhawa, Chief Commissioner de la ville (auquel participa le Président de l'Assemblée législative du Punjab).

Visite de la ville de Chandigarh et réception à l'Assemblée législative et au Conseil législatif.

Entretien avec les hauts fonctionnaires des gouvernements du Punjab et de l'Haryana.

Réception par le Président de l'Assemblée législative.

Mardi 31 janvier :

Visite du barrage de *Bhakra* et des deux centrales hydro-électriques.

Visite du barrage de *Nangal*.

Dans l'après-midi, retour en automobile à **Delhi**.

Mercredi 1^{er} février :

Départ pour **Agra**.

Dans la matinée, visite de *Fatehpur Sikri*.

Au cours de l'après-midi, visite de la ville d'Agra.

Jeudi 2 février :

Arrivée à **Calcutta** (après une escale technique à *Bénarès*) et logement au Grand Hôtel.

Déjeuner offert par M. Michel Removille, Consul général de France.

Dans l'après-midi, série d'entretiens avec :

— M. K.-C. Basu, Président de l'Assemblée législative du Bengale occidental ;

— Mme Padmaja Naidu, Gouverneur de l'Etat ;

— le Docteur P.-K. Roy Chowdhury, Maire de Calcutta.

Spectacle de danses et chants indiens offert à la délégation par l'Office du tourisme indien.

Vendredi 3 février :

Départ pour **Jamshedpur** et visite très complète des installations de la « *Tata Steel and Iron Company* ».

Déjeuner offert par M. S.-K. Nanavati, Directeur local de la « *Tata Steel* ».

Visite de l'hôpital de la cité ouvrière de *Jamshepdur*.

Retour à **Calcutta** et rapide visite de la ville.

Réception offerte par MM. Michel Removille, Consul général de France, et Jean Bernard, Attaché commercial.

Samedi 4 février :

Dans la matinée, départ pour **Madras** et logement au *Connemara Hôtel*.

Dans l'après-midi, visite de *Mahabalipuram*.

Réception, suivie d'un dîner, offerts par M. René Gros, Consul général de France.

Dimanche 5 février :

Visite de *Kanchipuram*.

Dans l'après-midi, visite du « *Mercy Home* » de Madras, dirigé par des religieuses Salésiennes.

Lundi 6 février :

Dans la matinée, visite du *port de Madras*, suivie d'un entretien avec le Président du « Madras Port Trust ».

Déjeuner offert par le Consul général de France.

Visite de la ville de Madras.

Mardi 7 février :

Départ pour **Bombay** (à l'aéroport de Madras, M. Jean Bertaud, devait avoir un entretien avec M. Kamaraj, alors Président du « Parti du Congrès », chef de la majorité au Parlement fédéral).

Arrivée à Bombay où la délégation fut accueillie par M. Georges Meunier, Consul général de France, qui, le soir, offrit une nouvelle réception en son honneur.

Mercredi 8 février :

Le matin, envol pour **Paris** et arrivée à Orly, après des escales techniques à *Bahreïn, Le Caire et Francfort*.

PREMIERE PARTIE

L'INDE OU LES INDES ?

« ... Il voit le présent, l'avenir de son peuple sous le jour le plus découragé. Aucun lien entre ces multitudes divisées. L'impossibilité d'une pensée commune entre cette poussière de races, qui sont partout mêlées sans pouvoir se fondre... Son Inde, il (la) voit écrasée par l'énormité de la nature. L'homme ne peut s'y réaliser. L'esprit se sent perdu dans l'infini sans limites... »

ROMAIN ROLLAND, dans son « Journal », relatant une conversation avec RABINDRANATH TAGORE.

Qu'on ne se méprenne pas sur notre dessein ; il n'est pas — sous le couvert d'un « rapport d'information » — de présenter un tableau uniquement critique de l'Inde, ne mettant en relief que les aspects négatifs de la vie de cette grande nation, oubliant d'en souligner les lumières, comme le font généralement trop de touristes pressés qui n'en remarquent que les ombres. Mais la « présentation » que nous sommes amenés à en faire ne doit pas nous faire négliger les difficultés qu'elle connaît et les obstacles qu'elle a encore à surmonter. Ainsi pourrions-nous mieux comprendre *les efforts accomplis dans tous les domaines* et mesurer l'ampleur des réalisations opérées depuis vingt ans.

En esquissant ce tableau qui se veut *objectif*, parce que l'Inde et son peuple méritent la vérité, une première question surgit à l'esprit : l'Inde *ou* les Indes ?

A-t-on le droit, en 1967, de parler d'*une* Inde alors qu'on a très vite le sentiment d'avoir observé tout un monde, d'avoir rencontré plusieurs Indes, que ce soit sur le plan géographique, politique ou religieux ? L'Inde — depuis 1947 — se veut une, mais possède-t-elle vraiment cette unité que tant de nations pourtant moins complexes, plus « ramassées » à tous les sens du mot, ont eu un si grand mal à acquérir ?

La géographie et l'histoire vont nous répondre...

*
* *

I. — Présentation géographique de l'Inde (1).

Un continent, un fleuve, un climat, telle est l'Inde pour le moins averti des visiteurs et telle elle demeure encore pour celui qui — comme les membres de la délégation sénatoriale — a parcouru là-bas plus de 10.000 kilomètres.

UN CONTINENT. Occupant une position centrale entre l'Arabie et la presque île malaise, le subcontinent indien (politiquement divisé entre l'Union indienne — objet de notre mission — le Pakistan et Ceylan) est constitué d'une partie péninsulaire qui s'avance dans l'Océan indien et d'une partie continentale reliant cette péninsule aux plateaux et montagnes de la haute Asie.

La plus importante d'entre elles, l'Himalaya, s'étend sur 2.000 kilomètres de l'Est à l'Ouest et dresse vers le Thibet une muraille convexe, constituée de trois chaînes parallèles, dont les lignes de faite se maintiennent entre 7.000 et 8.000 mètres pour atteindre à l'Est, 8.603 mètres avec le Mont Kintchindjing et 8.886 mètres avec le Mont Everest.

Les « passages » y sont rares, la plupart à plus de 4.000 mètres d'altitude, faisant de *l'Inde un monde presque isolé du reste de l'Asie*.

La péninsule du Dekan (ou Décan) est, sans doute, le fragment d'un ancien continent qui, aux temps préhistoriques, s'étendait de l'Australie à Madagascar. Son altitude moyenne est de 400 à 600 mètres, mais il se relève sur ses bords en bourrelets montagneux : les Ghâtes orientales (800 m) et occidentales (1.500 m) qui complètent encore l'isolement du pays.

UN FLEUVE, *le Gange*, issu des pentes de l'Himalaya et qui se développe d'Ouest en Est sur 2.700 kilomètres avant de former, mêlé au Brahmapoutre, le delta le plus vaste du monde. A l'Ouest, l'Indus (2.900 km), né sur le plateau tibétain, prend la direction Nord-Sud pour arroser le Pakistan occidental.

Cette plaine indo-gangétique est le cœur du monde indo-aryen : du Pendjab (2) au Bengale, dans cette immense étendue monotone, toutes les cultures se succèdent, le riz, la canne à sucre et le coton remplaçant le seigle et le millet ; la population rurale y est extrêmement dense, les villes importantes et nombreuses : Delhi, Lucknow, Allahabad, Bénarès, Calcutta...

« Le Gange est le fleuve aimé du peuple indien qui a entrelacé autour de lui les fils de son histoire, de ses espoirs et de ses craintes... Il a été le symbole de la culture et de la civilisation de l'Inde. »

NEHRU.

(1) Cf. Annexe III, page 81 : Le monde indien.

(2) On écrit indifféremment Pendjab ou Punjab, Gujérat ou Gujarat, Bengale occidental ou West Bengal.

UN CLIMAT. Il est essentiellement réglé par *les moussons* : celle d'hiver (de novembre à mai), sèche et douce ; celle d'été, surtout, arrivant de la mer d'Oman et du golfe du Bengale, se dirigeant vers l'Asie centrale surchauffée et se heurtant à la barrière himalayenne. La durée et l'intensité des pluies varient avec la latitude : 2 à 3 mois au Nord, 7 à 8 au Sud ; dans l'Assam, Tcherrapoundji, avec 14 mètres d'eau par an, est le point le plus arrosé du globe, tandis qu'à la même latitude, l'intérieur du Dekan est à moitié aride !

C'est l'irrégularité de la mousson qui fait, au cours des années, la richesse ou la pauvreté de l'Inde ; selon qu'elle arrive (ou non) à la bonne époque, qu'elle est abondante (ou insuffisante), les récoltes seront bonnes ou ce sera la famine, surtout dans les régions qui reçoivent irrégulièrement ces pluies : centre du Dekan et vallée moyenne du Gange.

Après Louis Bromfield, la romancière Kamala Markandaya, dans son livre : « *Le riz et la mousson* », a su dépeindre à merveille cette terre indienne, une des plus cruelles du monde, hantée par le spectre de la famine et dominée par cette crainte d'une mousson qui n'arrive pas en temps opportun ou dont la surabondance détruit tout :

« Cette année-là, *la mousson ne vint pas...* Chaque jour, le niveau de l'eau baissait et la tête des plants de riz s'inclinait davantage. La rivière s'était amenuisée jusqu'à n'être plus qu'un filet d'eau, le puits était complètement à sec. Bientôt, la pointe des tiges de riz tourna au brun ; sous nos yeux, la métamorphose s'opéra comme s'étend une maladie contagieuse, effaçant le vert qui, pour nous, était la vie... »

« *Il se mit à pleuvoir* si fort, si longtemps et d'une manière si incessante qu'on ne pouvait imaginer une période de sécheresse. On aurait dit que rien n'avait jamais existé en dehors de la pluie et l'eau impitoyable pénétrait par chaque trou de notre toit de chaume, tombait goutte à goutte sur le sol déjà mouillé... »

« Dans le village, l'orage avait laissé plus de désolation qu'autour de nous ! Des arbres déracinés étendaient leurs branches sur les rues et sur les maisons qu'ils avaient écrasées avec les hommes et les femmes qui les habitaient. Des morceaux de bois et des pierres gisaient éparpillées... des autres (maisons), il ne subsistait qu'un tas de boue... les abris de tôle ondulée où vivaient cer-

« C'était la voix de la sève en mouvement, des racines qui poussaient et qui s'étendaient, la voix de tout un immense continent revenant à la vie sous la pluie... »

L. BROMFIELD.

tains hommes avaient disparu. Il y avait de l'eau partout... des cadavres de chiens, de rats et de chats encombraient la chaussée, ou flottaient, rigides, le ventre distendu, sur les eaux. »

*
* *

Même amputée depuis 1947 de ses provinces musulmanes à l'Est et à l'Ouest (devenues le Pakistan), L'INDE EST ENCORE UN MONDE (1) recouvrant 3.250.000 kilomètres carrés (sur les 4.275.000 kilomètres carrés du subcontinent), peuplé de 490 millions d'habitants, mais il faut dès maintenant souligner que *cette « partition » a eu pour elle des effets catastrophiques*, car les richesses du sol et du sous-sol étaient ici complémentaires : le Pakistan correspond aux meilleures terres agricoles (Bengale de l'Est où sont drainées les alluvions du Gange et vallée de l'Indus à l'Ouest) et, par contre, le plateau du Dekan a un sous-sol extrêmement riche, notamment en fer, en charbon, en bauxite, manganèse, mica, uranium et thorium... le Bihar et l'Orissa constituant sans aucun doute l'un des plus riches territoires minéralogiques du globe.

*
* *

Tout est donc déconcertant en Inde, et particulièrement la géographie : masse écrasante de la barrière himalayenne, immensité des fleuves, côtes inhospitalières, brousse impénétrable, chaleur moite et pluies diluviennes de la mousson... ce sont (comme l'écrivait Louis Bromfield) : *« les Indes indestructibles, éternelles, qui se perpétuaient, se reproduisaient, engloutissaient tout, ambition et foi humaines, villes et conquérants, gloire et renommée »*.

(1) Pour avoir une « idée » de l'importance démographique de l'Inde, indiquons que l'Afrique entière, à peu près 10 fois plus étendue qu'elle, est moitié moins peuplée (260 millions d'habitants); que les deux Amériques réunies (430 millions) ou l'Europe sans l'U. R. S. S. (434 millions) n'atteignent pas au chiffre de la population indienne; que, seule, la Chine la dépasse (700 millions), mais avec une densité inférieure.

II. — Peuplement et sociologie.

Grâce aux recherches anthropologiques les plus récentes, on peut penser que, *vers le milieu du II^e millénaire avant Jésus-Christ*, des tribus venant de l'Iran se sont répandues dans la vallée de l'Indus où elles auraient établi leur domination sur des populations plus anciennes. Les Aryens, dolichocéphales à la peau claire, auraient ainsi refoulé vers le Sud les Dravidiens, de taille plus petite et de teint plus sombre, substituant à la vieille civilisation des cultes de la fertilité le système des castes et la religion brahmanique.

Au cours de l'époque historique, l'Inde a subi bien d'autres invasions, ce qui rend particulièrement difficile la connaissance de la répartition des différents éléments ethniques. Disons que la rive droite de l'Indus est habitée par des populations turco-iraniennes ; que le type indo-aryen se rencontre surtout dans le Pendjab, le Rajasthan et le Cachemire ; le mongol dans le Bengale et l'Assam et, qu'enfin, le Dekan reste le domaine d'élection des populations dravidiennes.

Ce brassage des éléments ethniques explique *la multitude des langues* puisqu'on en dénombre jusqu'à 850, y compris naturellement les dialectes. Pratiquement, les deux cents plus importantes se répartissent en trois grandes familles :

— les langues *mounda*, non écrites, pratiquées par des populations encore primitives ;

— les langues *dravidiennes* (tamoul, télougou...), utilisées surtout dans la péninsule ;

— les langues *indo-aryennes* (hindi, ourdou, bengali, mahratte...), dérivées du sanscrit. L'hindi devait, en 1965 — avec 13 autres langues — devenir le mode d'expression « le plus officiel » de l'Union indienne ; en fait, l'élite cultivée, tous les fonctionnaires et les commerçants parlent l'anglais, qui restera longtemps encore la langue véhiculaire de cet immense pays.

Le village est resté la cellule de base de la vie indienne ; en effet, sur les 490 millions d'habitants que comptait l'Inde en 1966, 82,7 % demeuraient encore dans 550.000 villages ; 17 % des agglomérations seulement avaient plus de 5.000 habitants et, au recensement de 1961, on ne comptait que 5 villes de plus d'un million d'habitants (dans l'ordre d'importance : Calcutta, Bombay, Delhi, Madras et Hyderabad) et 100 de plus de 100.000 âmes.

Si la famille envisagée au sens large du mot (la *joint-family*), c'est-à-dire composée de plusieurs couples vivant sous le même toit sous la férule de l'ancêtre, a été la cellule-mère de la société, c'est le village indien qui a été, au cours de l'histoire, l'élément résistant aux différentes invasions, imperméable aux influences du dehors mais constituant à ce titre, aujourd'hui, un terrible handicap pour le progrès économique et social de la nation, enlisé qu'il demeure dans la pauvreté et l'indifférence aux « courants » venus de l'extérieur (contrôle des naissances, industrialisation, abolition des castes...) (1).

« Je voyais se lever devant moi comme une image de l'Inde : terre de nudité, de famine, d'oppression, d'inexprimable misère. »

NEHRU.

On a pu calculer qu'en 1961, le revenu annuel moyen de l'Indien était de 69 dollars U. S. A., mais le paysan lui-même ne l'atteignait pas, vivant d'une économie de troc, effectuant 43 % de ses paiements encore en nature. C'est *ce poids énorme du paysannat* qui explique la trop lente évolution de l'Inde dans le monde moderne, la difficile transformation du statut de la femme (2), le nombre impressionnant d'analphabètes (76 % en 1964) et **la survivance du système des castes...**

Car il faut bien en venir à une analyse, fût-elle sommaire, de ce qui est encore aujourd'hui une des caractéristiques essentielles de l'Inde. Etablies vraisemblablement pour défendre la pureté des envahisseurs aryens, cataloguées en 200 après J.-C. par le Code de Manou, les castes ont acquis peu à peu une rigidité qui leur a permis de survivre aux conquêtes (celle de l'Islam, notamment), aux réformes (celle de Bouddha) et à l'évolution des mœurs de la société moderne.

On connaît les quatre castes principales (ou *varna*) :

- les brahmanes, qui ont le monopole de la religion et de l'enseignement ;
- les kshatriya, sorte de noblesse militaire ;
- les vaishya, bourgeois et commerçants ;
- les shudra, artisans.

En dehors, sont les « *intouchables* », privés de tous les droits sociaux avant 1950 (l'article 17 de la Constitution a aboli l'intouchabilité) et pour lesquels subsiste une certaine ségrégation — surtout dans les villages où ils forment la masse des travailleurs

« Si je dois renaître, je voudrais que ce soit en Intouchable pour pouvoir partager les douleurs, les souffrances et les affronts que subissent les Intouchables »

GANDHI.

(1) Nous reviendrons sur cet aspect du problème lorsque nous examinerons les difficultés du développement économique de l'Inde. Cf. pages 41 et suivantes.

(2) A cet égard, l'émission télévisée du 29 mai 1967 (« Les femmes en Inde ») constituait une remarquable description de la condition féminine, empruntée à trois milieux différents : une paysanne, deux jeunes filles de New-Delhi et une femme médecin, à Bombay.

agricoles. On estime que, constituant encore 14 % de la population (environ 70 millions de personnes), on doit leur réserver des emplois dans les villes et des sièges à la Chambre fédérale (76 sur 506). Malgré les efforts incontestables des gouvernements actuels, l'intouchable demeure trop souvent ce que la société veut qu'il soit, un être abruti de misère et d'interdits, qui n'a pas le droit d'être et d'agir comme les autres, vivant dans des taudis et presque toujours sous-alimenté.

Ce qu'on ignore davantage, c'est *l'importance des sous-castes* (les « jati », au nombre d'environ 3.000) qui ont leurs rites et leurs lois, à l'intérieur desquelles on se marie et l'on exerce sa profession ; il n'est pas rare encore aujourd'hui de trouver dans *un village une vingtaine* de sous-castes, elles-mêmes très hiérarchisées.

Facteur incontestable de ralentissement économique (surtout par le mépris du travail de la terre qu'elles ont secrété), les castes sont devenues, au cours des siècles, la forme prise, dans la société hindoue, par la division du travail.

Lorsque nous aurons à examiner les problèmes économiques eux-mêmes (1), nous reviendrons sur « l'explosion démographique », dont la conséquence la plus évidente est de laisser l'Inde immobile, *malgré les très grands progrès qu'elle a réalisés depuis l'indépendance*. Disons seulement ici qu'avec un taux de croissance de 2,5 % par an, une espérance de vie passée en 10 ans de 32 à 47 ans pour les hommes et de 31 à 46 ans pour les femmes, *la population indienne croît chaque année de 12 millions d'individus* et qu'elle risque d'atteindre, en 1976, 625 millions d'habitants et, en 1990, 920 millions, dépassant la Chine qui connaît déjà un niveau de vie supérieur.

(1) Cf. pages 42 et suivantes.

III. — Le facteur religieux.

« Aucune religion n'est plus grande que la vérité. »

Proverbe hindou.

Ce serait ne rien comprendre à l'Inde que d'ignorer l'importance du phénomène religieux ; resté sous-jacent à l'existence de tous les jours, il fut, aux époques reculées, le moteur le plus puissant de la vie hindoue.

Il faut se rappeler, tout d'abord, que la civilisation aryenne avait succédé à celle dite « de l'Indus », caractérisée par l'adoration des forces de la nature et le culte de la fertilité auquel l'hindouisme a sans doute emprunté sa « coloration » érotique (1).

Le brahmanisme ou hindouisme a sa source dans les quatre livres des Védas, rédigés en sanscrit et complétés par des commentaires, les Upanishads. Il est assez difficile d'en synthétiser les données essentielles, car le pouvoir syncrétiste des Hindous est tel que, sans jamais combattre les mythes des autres religions, ils en ont, au contraire, « assimilé » les croyances et les dieux.

« Dans ma prime jeunesse, on m'enseignait que les Ecritures hindoues connaissent près d'un millier de noms de Dieu. Je crois que Dieu a autant de noms qu'il existe de vivants... Mais j'ai avancé d'un pas plus loin et j'ai dit que la Vérité est Dieu... » GANDHI, cité par R. ROLLAND (*Journal*, p. 329.)

Perpétuellement, donc, l'hindouisme oscillera entre sa forme la plus pure — pour laquelle il existe un principe tout-puissant, éternel et absolu (le *brahman*) (2), le monde étant un tout unique dont l'homme ne se distingue pas — et le polythéisme le plus extravagant, peuplant les bois et les grottes de dieux, multipliant les sectes, incitant aux superstitions les plus primitives...

Si Indra est appelé « le roi des dieux », si l'on honore des divinités aussi différentes qu'Agni, le dieu du feu, Kâli, la déesse de la mort, Sûrya, le soleil, Gânesh, le dieu à tête d'éléphant, la *trinité hindoue classique* est celle de Brahmâ (le dieu du clergé), de Shiva (représenté par le taureau ou le lion et dont le symbole phallique est adoré dans les temples) et de Vishnou surtout, dont les « avatars » (ou incarnations) les plus célèbres sont Krishna, le berger, et sa femme Râdhâ.

(1) Ce n'est pas ici le lieu de développer ce thème mais, incontestablement, la mythologie hindoue — comme celle de la Grèce — est influencée par la sexualité et il a bien fallu qu'elle ait une traduction dans la sculpture des temples. En exaltant les qualités primordiales de la femme, cette statuaire cherche moins à décrire la réalité exacte qu'à illustrer les innombrables manières dont l'âme peut s'unir au corps.

(2) Mot neutre, qu'il faut bien se garder de confondre avec le dieu Brahmâ ; on désigne aussi cet absolu sous le nom d'*atman*, « le Soi ».

L'homme traverse la vie comme la mort en un pèlerinage infini dont chaque existence est une étape, la réincarnation (dont il n'est pas sûr, d'ailleurs, qu'elle soit admise par tous), lui permettant de s'élever peu à peu dans l'échelle des êtres jusqu'au « nirvâna », état dans lequel il est à jamais délivré des « renaissances ».

L'homme doit pratiquer le détachement à l'égard des biens terrestres et, donc, accepter l'inégalité des conditions humaines ; cet ascétisme favorisera son accession à la connaissance totale de la divinité dont les choses d'ici-bas ne sont qu'un reflet (1).

Le bouddhisme, lui, est une conception philosophique, le Bouddha enseignant essentiellement à ses disciples, en réaction contre une religion selon lui trop centrée sur les rites, la recherche du salut et de la vérité. Son fondateur, le prince Gautama Siddharta (556-476 avant J.-C.), devenu le Bouddha (c'est-à-dire « l'Eveillé ») affirme dans le « sermon de Sarnath » que « ... toute existence est douleur et (qu') à l'origine de cette douleur universelle se trouve la soif d'exister ». L'homme ne se libérera donc de la souffrance que par l'extinction du désir, atteignant ainsi le « nirvâna », qu'il ne faut pas confondre avec le néant ou un « paradis » quelconque.

Le disciple du Bouddha doit pratiquer la tolérance et l'amour du prochain ; il lui faut être pur, pacifique, d'une grande égalité d'âme et d'un parfait détachement.

Et c'est ici que reparait *une notion essentielle à toute la conception de la vie indienne* : celle de la *non-violence* (la *satyâ-graha*), qu'il faut entendre comme un refus délibéré de l'intolérance en quelque domaine que ce soit — doctrine qui, sur le plan de la politique internationale, a conduit l'Inde à définir cinq principes majeurs : respect de l'intégrité territoriale des Etats ; non-agression ; non-intervention dans les affaires intérieures des autres nations ; coopération et coexistence pacifique.

*
* *

« Soyez donc, Ananda, vos propres lampes. Soyez votre propre refuge. Attachez-vous à la recherche de la vérité... » (Dernières paroles du BOUDDHA.)

(1) Cet ascétisme emprunte d'ailleurs deux formes : celle du renoncement (ou *sannyâsa*) et celle de l'union (ou *yoga*) dans laquelle l'individu ne fait plus qu'un avec le principe créateur. La *Bhagavad Gîtâ* donne une très belle description des pratiques suivies par le yogî : « Une lampe à l'abri du vent dresse sa flamme immobile ; c'est l'image consacrée du yogî qui, l'esprit maîtrisé, parvient à se concentrer sur lui-même... ».

« Au fond, pour l'Occident, Dieu est un problème... Est-ce que l'homme existe ? Voilà comment parle l'Oriental. Comment quelque chose peut-il exister en dehors de Dieu ? »

JEAN SULIVAN.

En dehors de ces deux grands courants (le bouddhisme — que ce soit celui du « grand » (1) ou du « petit » Véhicule (2) — devait peu à peu disparaître de l'Inde où il était né) et des deux religions monothéistes et prosélytistes que sont l'Islam et le Christianisme, l'Inde a sécrété un nombre considérable de mouvements religieux dont nous devons faire au moins l'énumération, car quelques-uns d'entre eux ont joué (et jouent encore) un rôle considérable dans la vie politique et sociale de cette nation.

La doctrine la plus proche du bouddhisme est incontestablement celle du **Jainisme**, car celui-ci est également une réforme dirigée contre le brahmanisme dont les aspects ritualiste et polythéiste effrayaient les meilleurs esprits. Pour son fondateur Mahavira (vivant comme Gautama Siddharta au VI^e siècle avant J.-C.), le monde est éternel et intangible et le salut de l'âme consiste en sa libération par rapport à la matière ; pour cela, il faut observer un certain nombre de prescriptions, dont la plus importante est l'interdiction de tuer quelque être vivant que ce soit (*l'ahimsa*).

Mouvement ascétique, le jainisme — dont l'importance en Inde est d'autant plus considérable que de nombreux commerçants sont jainistes — a aussi ses moines, religieux errants entretenus par la seule charité des fidèles. Un schisme devait avoir pour conséquence la scission de la communauté en deux sectes, les adeptes de l'une allant « vêtus de blanc », ceux de l'autre, entièrement nus, « vêtus d'espace »...

Les sectes bouddhiques ou brahmaniques ont pullulé, car — nous l'avons déjà dit — l'esprit hindou est essentiellement syncrétiste et rien de ce qui est religieux ne lui est étranger ! *Le tantrisme* est une série de « pratiques » qui doivent aider à la libération : sentences magiques (ou mantras), danses rituelles, méditation permettant de s'identifier à la divinité...

Le lamaïsme, forme tibétaine du bouddhisme, devait trouver sa terre d'élection sur ce plateau de près de 2 millions de kilomètres carrés, dominé alternativement par la neige et par la poussière. Nous n'en parlons ici que pour mémoire ; son cérémonial compliqué l'apparente au tantrisme et, comme lui, il a ses moines et une symbolique religieuse extrêmement compliquée.

Les « altérations » de l'hindouisme ont eu plus de résonance dans l'histoire même de l'Inde, que ce soit *le sikhisme*, fondé par Nanak à la fin du XV^e siècle et dont le sanctuaire est le fameux

« La religion ne consiste pas seulement en mots. Celui qui croit que tous les hommes sont égaux est un homme pieux. »

NANAK.

(1) Ou *Mahayana*, à tendance messianique : Thibet, Chine et Japon.

(2) Ou *Hinayana*, de caractère plus « aimable » : Ceylan, Birmanie, Thaïlande, Indochine et Indonésie.

« temple d'or » d'Amritsar, ville située au nord du Punjab — *la tentative syncrétiste du grand empereur moghol Akbar*, au xv^e siècle, qui tenta de découvrir les points communs de l'hindouisme, du christianisme et de l'islamisme — *la secte du Brahmo-Samâj*, fondée en 1828 par Ram Mohan Roy, surnommé « le père de l'Inde moderne », ou *la secte de l'Arya-Samâj*, fondée par Dayananda Sarasvati au xix^e siècle, la première d'entre elles essayant de concilier toutes les religions, la seconde mettant au contraire l'accent sur ce qu'il y a toujours d'actuel dans la doctrine des Védas.

On n'en finirait pas de citer les « réformateurs » religieux, ou encore les grands « gourous » (maîtres spirituels) qui donnent à la civilisation de l'Inde moderne son caractère si particulier, que ce soit Ramakrisna, Vivekananda (à la fin du xix^e siècle) ou Vinôba Bhave, à notre époque.

350 millions d'Hindouistes, 50 millions de Musulmans, 10 à 12 millions de Chrétiens, 7 à 8 millions de Sikhs, 2 millions de Jâïns, autant de Bouddhistes, 30 millions d'Animistes (1), ce ne sont que des ordres de grandeur recouvrant une réalité combien plus attachante !

Les lieux de pèlerinage ne se comptent plus du nord au sud de l'Inde (la piété collective étant plus active dans le sud) ; partout, sur les routes, les « saddhous » (les saints) cheminent, vivant de la charité publique et, dans les « ashrams », des hommes ou des femmes, entourés de disciples, vivent d'une existence spirituelle qui n'emprunte rien au monde moderne...

En Inde, tout est dieu : le fleuve, l'arbre, le feu, et, quelquefois l'animal lui-même. C'est sans doute l'explication la plus plausible du caractère sacré des vaches, même si l'on excepte le prétexte qu'elles ont fourni récemment aux politiciens du Jan Sangh pour déclencher des émeutes à Delhi.

Pour Gandhi, *la vache était le symbole même de l'Inde* : « Elle est pour moi — disait-il — le don de l'hindouisme au monde. Elle situe l'homme au-delà de lui-même... Elle est un poème de pitié. La protection de la vache signifie la protection de toutes les créatures muettes de la terre... ».

Peut-être, dans sa soif de pureté et de sacrifice, le Mahatma ne voyait-il pas que la vache mourait d'inanition dans le pays où elle était vénérée et qu'il faudrait bien accepter un jour de la tuer pour nourrir les hommes ?

« O banyan séculaire avec tes racines enchevêtrées à c c r o - chées à tes branches, Immobile, jour et nuit, tel un ascète faisant pénitence, Te souviens-tu de l'enfant dont l'imagination jouait avec les ombres ? »

RABINDRANATH
TAGORE.

(1) Sans oublier les Parsis, secte religieuse issue du mazdéisme qui professe le dualisme du bien et du mal. Persécutés au xv^e siècle par l'Islam, les Mazdéens émigrèrent de Perse en Inde et s'installèrent à Bombay où ils devinrent une élite qui a joué un grand rôle dans le mouvement d'indépendance et de progrès social, ils sont 120.000 environ.

IV. — Quelques pages d'histoire.

L'histoire de l'Inde, à laquelle on reconnaît volontiers un caractère cyclique, présente *six grandes périodes*.

1° LA PRÉHISTOIRE : c'est celle d'une civilisation relativement brillante, dite de Mohendjo-Daro, au Nord-Ouest de la vallée de l'Indus, au III^e millénaire avant Jésus-Christ, à l'époque de la grande Pyramide ;

2° Du III^e MILLÉNAIRE AU VII^e SIÈCLE avant Jésus-Christ, l'invasion aryenne (venue probablement de la Perse) refoule peu à peu les « indigènes » dans la péninsule, introduit le système des castes et pose les fondements de la religion hindouiste ;

3° Au VI^e SIÈCLE, se place la *réforme bouddhiste*, bientôt suivie des invasions perse et grecque (en 327 avant J.-C. Alexandre pénètre dans la région de l'Indus), de la fondation du royaume de Chandragoutpa (IV^e s.) et de *l'empire Maurya* dont Ashoka (273-232) est la figure la plus brillante ;

4° DU III^e SIÈCLE A LA FIN DU XVII^e SIÈCLE : c'est, tout d'abord, « l'âge d'or » des nouveaux Gouptas qui vont résister à l'invasion des Huns (528), puis les débuts de *l'invasion musulmane* au XII^e siècle (Delhi sera conquise et même ravagée à plusieurs reprises, notamment par Tamerlan, en 1398) jusqu'au moment où Baber inaugure *l'empire moghol* (1526) qui devait durer, en théorie, jusqu'en 1858 ; les petits royaumes hindous ou musulmans connurent souvent une splendeur et un bien-être incroyables (1) car, dans l'ensemble, l'Inde était un pays riche et travailleur, dont la population pouvait être évaluée à 100 millions d'habitants.

Entre-temps, les Portugais s'établissent sur les côtes (Calicut, 1498 ; Goa, 1510) et à Ceylan et, peu à peu, des « compagnies » coloniales vont essayer de fonder des comptoirs (1673, Pondichéry).

L'Inde connaît alors une série de souverains remarquables, les empereurs Akbar (1556-1605) — créateur d'une administration régulière, il opère une redistribution des terres et allège les impôts — Shâh Jahan (1627-1658), le constructeur du Taj-Mahal, et Aurengzeb (1658-1707), après lequel le pouvoir central des Moghols s'affaiblira au profit des compagnies commerciales anglaise et française.

(1) L'image du « royaume de Golconde » date de cette période, qui vit la découverte de diamants fabuleux : le Koh-i-noor, au XIV^e siècle, d'un poids de 186 carats, de l'Akbar Shah (116 carats) et, surtout, du Grand Moghol, en 1650, qui pesait 787 carats avant d'être taillé...

« Les Hindous croient qu'il n'y a pas d'autre pays que le leur, pas de rois comme les leurs, pas de religion comme la leur... » (Auteur musulman du XI^e siècle).

5° L'INDE BRITANNIQUE : Dupleix acquiert pour la Compagnie française des Indes un domaine assez étendu, du golfe du Bengale à la mer d'Oman, mais bientôt il se heurte aux agents de la Compagnie anglaise de l'East India, notamment à Robert Clive, qui remporte à Plassey (23 juin 1757) une victoire mettant le Bengale sous sa dépendance.

Après la capitulation de Lally-Tollendal à Pondichéry, la France abandonne par le Traité de Paris (1763) toute prétention sur l'Inde et ne conserve que cinq villes (Chandernagor, Yanaon, Pondichéry, Karikal et Mahé). Dans le même temps, Warren Hastings étend la domination britannique sur la plaine du Gange et dans le Dekan, conquêtes que complète lord Wellesley — puisqu'en 1818, seuls le Cachemire, le Sind et le Pendjab restent encore autonomes.

Une mutinerie de l'armée indigène (1857) met ces conquêtes en péril et oblige le gouvernement anglais à retirer ses privilèges à la Compagnie des Indes qui a commis trop d'erreurs et d'exactions. En fait, l'état d'esprit des « colonisateurs » a totalement changé et, au libéralisme des premiers gouverneurs, a succédé le mépris envers les usages locaux et la religion ; partout la langue anglaise est imposée, les impôts sont donnés en fermage aux « zamindars »... La « révolte des Cipayes » a donc bien d'autres causes que l'utilisation de graisse animale nécessaire à l'entretien des fusils : politique d'annexions systématiques, chômage de nombreux fonctionnaires indigènes, révision du Code de la propriété foncière, envoi d'unités indiennes outre-mer (1)...

Au lendemain de l'exil du dernier empereur moghol à Rangun, est créé un « Conseil de l'Inde », le pays étant désormais administré par un vice-roi. *Sur le plan économique*, à une situation relativement bonne succède la ruine totale de l'artisanat indigène du textile au profit des fabriques de Manchester. Et, en 1877, Disraëli couronne son œuvre coloniale en proclamant Victoria « Impératrice des Indes ».

L'âge d'or de l'époque victorienne dura de 1858 à 1899. Aux yeux du colonisateur, une administration modèle, l'Indian Civil Service, mit au point une importante œuvre législative rendue plus aisée par la facilité des communications avec Londres (invention

« Nous sommes presque les seuls étrangers qui aient pu habiter l'Inde sans tenter de s'en emparer. Rien qu'à titre de curiosité... »

FRANÇOIS MARTIN
(créateur de Pondichéry).

(1) La religion hindouiste interdit, en effet, à ses fidèles de traverser « l'eau noire » des océans et Gandhi lui-même, après son séjour en Afrique du Sud (1893-1915), dut se soumettre aux rites de la purification.

du télégraphe, 1870) et la nomination de « grands gouverneurs » : lord Canning (1856-1862), lord Mayo (1869-1872), lord Lytton (1876-1880), lord Ripon (1880-1884).

On construisit des routes, des voies ferrées, on créa des Universités, on assainit les finances, on fonda même — en 1884 — le « Congrès national indien » qui avait alors pour mission de signaler au vice-roi les réformes à adopter.

Mais les difficultés des Anglais aux frontières (où ils se heurtent à la politique russe d'expansion vers la mer Noire), la victoire du Japon sur la Russie (Port-Arthur, 1905) amènent peu à peu le Congrès — déçu également par le peu d'importance des « réformes » et animé par des leaders comme Tilak, Gokkale et Gandhi — à déclarer qu'il veut le « Svarâj », c'est-à-dire *l'indépendance totale de l'Inde*. C'est aussi l'époque de la fondation de la « Ligue musulmane » (avec Mohammed Ali Jinnah), car les musulmans sont inquiets des progrès de l'hindouisme et les Anglais vont exploiter ce sentiment.

*
* *

« La liberté vint à nous. Mais aussitôt après, il fallut nous frayer un chemin dans le sang et dans les larmes. Qu'étaient donc devenues nos valeurs et nos normes, notre vieille culture, notre humanisme et notre spiritualité et tout ce que l'Inde défendit dans le passé?... » NEHRU (discours à l'Université d'Allahabad, 13 décembre 1947).

6° LA LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE ET L'INDE DEPUIS LA « PARTITION » DE 1947 : la résurrection du nationalisme hindou a plusieurs origines : religieuse, avec la théosophe Annie Besant, qui va se livrer à une intense propagande aux Indes et aux U. S. A. à partir de 1893 ; sociale, car de nombreux étudiants ont été parfaire leur éducation et leur instruction en Occident (notamment en Grande-Bretagne) et veulent occuper dans leur pays des postes de responsabilité ; politique, enfin, car les leaders du Congrès estiment insuffisantes les réformes. Pourtant, en 1919, les Conseils provinciaux voient leurs pouvoirs renforcés et la constitution libérale de 1935 donne aux « provinces » une autonomie complète, rendant les ministres indiens responsables devant des Conseils élus, le suffrage censitaire devenant une réalité pour 35 millions d'Indiens.

Si les noms de Rabindranath Tagore, le plus grand poète de l'Inde contemporaine, de Sri Aurobindo et d'Ali Jinnah ne doivent pas être oubliés pour la part qu'ils ont prise — par leurs écrits ou leur action — dans l'accession au « Svarâj », ceux de Gandhi et de Nehru brillent d'une façon particulière.

Le Mahatma (« la grande âme ») devait concevoir, au cours de son séjour en Afrique du Sud (1893-1915) où il se fit l'avocat de ses coreligionnaires, une nouvelle idée de la justice sociale. Sous l'influence de Tolstoï, de Ruskin et de H.-D. Thoreau, il élaborait peu à peu la doctrine de la « satyâgraha » ou du rejet de la violence par « force d'âme ». Par ses campagnes à travers tout le pays (comme « la marche du sel », en avril 1930), son refus d'obéir aux lois qu'il considérait comme injustes, ses jeûnes consécutifs à certains événements (telle la fusillade d'Amritsar), il allait rendre le monde témoin de la plus étrange lutte de l'histoire, même si son attachement à une forme peut-être dépassée de vie sociale et l'appel au plus vieil idéal hindou pouvaient comporter ultérieurement des risques graves. Ainsi que devait l'affirmer son successeur, il avait montré aux Indiens « comment il fallait vivre et mourir ».

Quant à *Jawaharlal Nehru*, son origine aristocratique (son père, Motilal, descendait des brahmanes du Cachemire), son éducation anglaise, ses nombreux voyages en Europe (notamment en U. R. S. S.) allaient façonner sa personnalité de façon bien différente, encore qu'il restât toujours fidèlement attaché à Gandhi. Celui-ci, véritable prophète, exerçant un pouvoir sur les masses singulièrement profitable au parti du Congrès, était un apôtre ; celui-là — qui sut partager avec lui en prison les épreuves nées de la « désobéissance pacifique » — fut un esprit scientifique et rationaliste, épris de modernisation, cherchant à modifier les structures de son pays : « le socialisme, disait-il, est une croyance vitale à laquelle je souscris avec tout mon esprit et de tout mon cœur... ».

Le 15 juillet 1947, le Parlement britannique votait la loi accordant l'indépendance à l'empire des Indes et créant deux Etats : *l'Union indienne* et *le Pakistan*, auxquels les pouvoirs constitutionnels étaient transférés le 15 août. Quelques mois après, le 30 janvier 1948, le geste d'un fanatique mettait fin à l'existence de Gandhi. Le Pandit Nehru, devenu premier Ministre (lord Mounbatten, dernier vice-roi des Indes, acceptant d'en devenir le premier Gouverneur général), devait faire face à de nombreuses difficultés : absorption dans l'Union des 654 Etats princiers, problème du Cachemire — de population à très large majorité musulmane, mais dont l'Inde estimait la possession nécessaire à sa sécurité — début des hostilités entre les « frères ennemis » (qui devaient durer jusqu'au cessez-le-feu de janvier 1949), premiers

« La lumière a disparu de nos vies et il fait nuit partout... »
NEHRU, le soir de l'assassinat de GANDHI.

incidents de frontière avec la Chine (qui seront suivis, en 1959, de l'occupation du Thibet par les Chinois et du conflit armé de 1962) (1) — sans parler de la mise en valeur du territoire et de l'élévation du niveau de vie de ses habitants. Il ne suffisait pas d'avoir obtenu l'indépendance, mot magique pour les anciens peuples colonisés ; encore fallait-il prouver au monde qu'on était capable de s'avancer seul sur la route du progrès social et d'être, comme on le proclamait volontiers, « la première démocratie du monde »...

(1) Conflit avec la Chine qui sera lui-même suivi, en 1965, d'un autre avec le Pakistan : c'est en se rendant à Tachkent — sur l'invitation de l'U. R. S. S. — que le Premier Ministre indien de l'époque, L.-B. Shastri, devait trouver la mort. Mme Indira Gandhi lui succéda alors à la tête du gouvernement et elle a été réélue à ce poste après les élections générales de 1967.

V. — La vie politique.

La Constitution indienne issue, de façon plus ou moins directe, des lois britanniques de 1909, 1919 et 1935, a été orientée dans un sens résolument occidental par Nehru, aidé en cela par Ambedkar, le leader des « Intouchables ». Adoptée par l'Assemblée constituante le 26 novembre 1949, elle est entrée en vigueur le 26 janvier 1950, journée déclarée « fête nationale ».

L'Union est *une fédération d'Etats* au nombre de dix-sept (1). LE CHEF DE L'ÉTAT est un président élu pour cinq ans (il est renouvelable) par un collège de grands électeurs composé des membres des assemblées du Parlement fédéral et de celles des Etats. En dehors des pouvoirs attachés habituellement à cette fonction en régime parlementaire, il est aussi investi du pouvoir législatif dans l'intervalle des sessions (ses ordonnances doivent alors être ultérieurement déposées devant les Chambres) ; mais, surtout, *en cas d'urgence* et s'il estime que le pays est en danger par suite d'un conflit armé, d'un désastre financier ou d'agitation politique intérieure, il peut directement intervenir dans le gouvernement des Etats (2).

Le vice-président, également élu pour cinq ans par les deux assemblées fédérales, est de droit président du Conseil des Etats.

Jusqu'au mois de mai 1967, le Président de l'Union indienne (avec lequel votre délégation a eu l'honneur de s'entretenir) était le *Docteur Sarvepalli Radhakrishnan*, défenseur de la philosophie de l'hindouisme dont il avait marqué les ressemblances avec la pensée religieuse de l'Occident ; son successeur, le *Docteur Zakir Hussein* (vice-président depuis 1962), est également un éminent philosophe, « résistant » de la première heure aux côtés de Gandhi et ancien gouverneur de l'Etat de Bihar. Fait symptomatique du climat actuel de l'Inde, il l'a emporté sur le candidat des partis de droite (3), malgré son appartenance à la religion musulmane ; son succès constitue donc une belle revanche pour le Parti du Congrès et pour Mme Indira Gandhi — qui, en présen-

(1) Le dernier en date (17 septembre 1966), l'Haryana a été constitué avec sept districts du Punjab et il a conservé la même capitale que lui, Chandigarh.

(2) Ce fut notamment le cas, en juillet 1959, à propos d'une crise politique au Kerala, en octobre 1962, lors du conflit sino-indien et, en mars 1967, au Rajasthan.

(3) Il a été élu avec 471.244 voix, soit plus de 100.000 voix que le « candidat d'union hindoue », M. Subbarao.

tant cette candidature, avaient tenu à réaffirmer le caractère laïc et tolérant de l'Etat indien et à promouvoir une véritable révolution dans les esprits.

*
* *

« L'Inde, hélas ! n'est qu'un nom — un nom idole. Elle n'est pas une réalité. Elle n'existe pas. Aucune partie de l'Inde ne participe à la vie de la partie voisine. Le Bengale ne s'intéresse pas au Pendjab. Ce n'est que dans les discours des politiciens qu'existe l'unité... »

ROMAIN ROLLAND.
(*Journal*, p. 132).

LES PARTIS INDIENS sont aussi nombreux que les croyances et cinq au moins d'entre eux s'affirment fondés sur des « intérêts » religieux ! Seize sont officiellement reconnus ; bornons-nous ici à citer les principaux à l'échelon national :

— le *Congrès national indien*, majoritaire (à 60 % depuis 1947), a connu un sérieux recul aux élections générales de 1967, puisque, non seulement plusieurs de ses leaders ont été battus, mais il a perdu la majorité dans sept Etats (1). Fondé en 1884 dans le but d'éveiller la conscience nationale indienne, il devint — sous l'influence de Gandhi, puis de Nehru — une organisation de masse luttant pour l'indépendance ; de 3 millions de cotisants en 1939 (date à laquelle il avait accédé au pouvoir dans six provinces), il est passé à 8 millions en 1966. Mais l'unité forgée dans la lutte a fait place à des rivalités de tendances qui expliquent — avec l'usure du pouvoir — la relative défaite de 1967 ;

— le *parti socialiste Praja*, créé seulement en 1952 sur une base religieuse, obtient environ 7 % des voix (16,4 % lors de sa création) ;

— le *parti communiste indien*, principal parti d'opposition, s'est montré longtemps trop intellectuel pour obtenir des résultats auprès des paysans, encadrés dans le système social traditionnel, et même des ouvriers des villes, sauf dans des Etats comme le Kérala, le Bengale (surtout à Calcutta) et l'Andhar Pradesh (27 % des voix en 1957). Divisé sur l'attitude à prendre en face de la Chine, il renferme deux « factions » (2) : les pro-soviétiques et les pro-chinois et cela a beaucoup nui à son succès (10 % des voix en 1962) ;

— le *parti de la liberté* ou « *Swatantra* » fit surtout son apparition en 1962 avec 7 % des voix ; il attaque le « Congrès » sur sa droite, car il est l'ennemi du socialisme d'Etat défendu par celui-ci ; fondé par M. Rajagopalachari, gouverneur général de l'Inde après lord Mountbatten, il a pour lui les brahmanes du Sud-encore influents, les maharajahs dont la popularité est restée forte

(1) Cf. Annexe VI, p. 103.

(2) C. P. I. et C. P. I. M. ; en 1967, sur les 220 sièges de l'assemblée locale du Bengale le « Congrès » en a emporté 127, les deux partis communistes 59.

dans leurs Etats, une partie du gros capital et — dit-on — nombre d'officiers de l'armée active, celle-ci apparaissant encore davantage comme l'élément stable de la nation au lendemain d'élections qui causent bien des inquiétudes aux véritables amis de l'Inde.

— *le Jan Sangh*, de tendance très nationaliste, créé en 1951, cherche la solution des problèmes indiens dans la réaffirmation des valeurs de l'hindouisme ; c'est lui qui, en 1967, a déclenché à Delhi de violentes émeutes en essayant de faire promouvoir une loi pour la protection *nationale* de la vache ; son pourcentage de voix n'a pas cessé d'augmenter (de 3,1 % en 1952, il est passé à 6,5 % en 1962 et à 8,5 % en 1967).

— *les partis minoritaires*, en ce sens qu'ils représentent des « minorités » religieuses ou ethniques : Ligue musulmane (avant la partition, c'était le deuxième parti indien) ; D. M. K., à Madras (qui a emporté la majorité des sièges dans cet Etat en 1967) ; Akhali Dal ou « parti de Sikhs »...

On voit que *la vie politique indienne est extrêmement animée*, les élections connaissant une forte participation, les journaux (lus en commun dans les villages) étant fort nombreux (481 quotidiens) et les slogans électoraux recouvrant littéralement *tous* les espaces libres, comme la délégation a pu s'en rendre compte au cours de son périple.

*
* *

LE PARLEMENT DE L'UNION comprend deux assemblées :

— *la Chambre du Peuple* (ou Lok Sabha), devant laquelle les ministres (nommés par le Président) sont collectivement responsables (1), est composée de 506 membres élus pour 5 ans au suffrage universel et au scrutin majoritaire à un tour ; elle peut être dissoute par le Président de la République qui, personnellement, nomme sept de ses membres ;

— *le Conseil des Etats* (Rajya Sabha), composé de 250 membres (dont 12 choisis par le Président parmi de hautes personnalités) est désigné par les Assemblées législatives des Etats selon le système proportionnel à un seul tour de scrutin ; élus ou nommés pour 6 ans, les Conseillers sont renouvelables par tiers.

— *le Gouvernement des Etats* est calqué sur celui de l'Union ; à sa tête, chaque Etat a un Gouverneur nommé pour 5 ans par le

(1) Cf. Annexe VI, p. 104 : composition de l'actuel ministère de Mme Indira Gandhi.

Président ; il est chargé du pouvoir exécutif et, conjointement avec l'Assemblée législative (ou, dans 10 des 17 Etats, avec les deux assemblées) du pouvoir législatif ; il est assisté d'un Conseil des Ministres dont il a nommé le « Chief minister » et les membres, Conseil solidairement responsable devant l'Assemblée ; celle-ci est élue pour 5 ans au suffrage universel ; quant au Conseil législatif de l'Etat, il est moitié nommé par le Gouverneur, moitié élu selon diverses modalités.

On voit donc que, dans chacun des Etats, le pouvoir central — par l'intermédiaire du gouverneur — joue un rôle fort important, d'autant plus qu'il détient l'utilisation des crédits budgétaires fédéraux et qu'il a « le dernier mot » en matière de planification.

— enfin, *la Cour suprême* (emprunt fait, cette fois, au système américain), chargée d'interpréter la Constitution, se compose d'un « juge suprême » et de sept juges, nommés par le Président de l'Union. Notons une fois de plus au passage le rôle primordial joué par celui-ci, surtout lorsque le Premier Ministre n'a pas toute l'autorité qu'il faudrait pour gouverner cet immense Etat, au poids démographique et aux problèmes écrasants.

*
* *

Ainsi avons-nous essayé — en sollicitant successivement la géographie, la sociologie, l'histoire des civilisations et la vie politique de l'Inde — d'esquisser la physionomie de cette grande nation.

Nous savons fort bien que ce « portrait » est incomplet et il ne pouvait en être autrement parce que nous l'avons voulu schématique, fait seulement pour éclairer l'objet propre de notre mission qui était d'étudier *la situation et le développement de l'industrie et de l'agriculture indiennes*, de « situer » les problèmes auxquels elles sont aujourd'hui confrontées, de porter un jugement sur le rôle et la valeur de la planification entreprise à l'échelon fédéral.

En appliquant toutes les « touches » de notre peinture, nous avons constamment à l'esprit l'interrogation qui sert de titre à cette première partie du rapport : L'INDE OU LES INDES ?

Nous pensons que l'Inde n'a pas encore trouvé sa véritable unité nationale, malgré une lutte pour l'indépendance qui a duré environ quarante ans et l'existence de « leaders » prestigieux qui se sont consacrés totalement à cette tâche. Mais celle-ci n'est-elle

« Nous avons affaire ici à un monde immense où rien n'apparaît à quelque moment d'une façon tout à fait neuve, où rien qu'on croirait dépassé ne s'abolit. Chaos de groupes humains, jungle inextricable de religions disparates, pullulement de doctrines... » PAUL MASON-OURSEL.

pas surhumaine ? L'Inde reste une fourmilière de peuplades, de races, de langues et de religions ; ce continent, grand comme six fois la France et dix fois plus peuplé qu'elle, présente une telle diversité de coutumes, offre tant de particularités accentuées encore par le climat qu'il est bien difficile à l'observateur impartial de parler d'une Inde !

Politiquement même, des tendances autonomistes se font jour, que ce soit au Cachemire (proche du Pakistan et dont la population est presque entièrement musulmane), au Bengale Occidental (coupé arbitrairement du Pakistan Oriental, alors que leurs économies étaient autrefois étroitement complémentaires) et, surtout, dans le Sud, non islamisé et de race dravidienne, hostile de tout temps aux Aryens conquérants, venus du Nord-Ouest...

Sous ces pressions contradictoires, la Fédération ne risque-t-elle pas d'éclater au moment même ou le grand parti du Congrès, qui avait été le « ciment » de toutes les luttes politiques depuis de longues années, voit la majorité lui échapper dans sept Etats et même se restreindre au sein du Parlement, à l'échelon fédéral ?

Mais il y a aussi cette misère de l'Inde dont nous n'avons pas encore parlé, parce que nous voulons le faire objectivement, à l'aide de chiffres et non d'instantanés photographiques, en montrant *tout ce qui a été accompli depuis 1947 et dont ce pays a lieu d'être fier*, parce que cet effort gigantesque, il l'a opéré en sauvegardant les formes du régime démocratique.

Nous croyons que, malgré le particularisme très accentué des Etats (le Parsi de Bombay n'est pas le Sikh de Chandigarh, ni le Bengali de Calcutta, ou encore le Dravidien de Madras), cette volonté de faire de l'Inde « la plus grande démocratie du monde » lui permettra un jour très prochain d'être « une » politiquement. Mais *une autre question vient se substituer dès lors à la première* : l'Inde peut-elle précisément — engluée dans un système de pensée qui accorde la primauté à la contemplation sur l'action, alourdie chaque année de 12 millions de bouches supplémentaires à nourrir, trop ignorante encore des techniques qui ont permis ailleurs de dominer le fatalisme géographique — élever le niveau de vie de sa population misérable et atteindre un développement économique qui en fasse une nation véritablement « indépendante » ?

C'est à cette seconde interrogation, sans doute encore plus grave que la première, qu'il nous appartient maintenant de répondre.

« Chacun a sa religion et a le droit d'y rester attaché. Mais introduire la religion dans la politique et diviser le pays, c'est faire quelque chose qui a eu lieu en Europe 400 ans plus tôt. Chacun doit se poser la question suivante : Que vais-je faire de l'Inde ? Une nation ou dix nations ? »
NEHRU (19 juillet 1961).

SECONDE PARTIE

L'ÉCONOMIE DE L'INDE

« Nous parlons de liberté, mais la liberté politique ne signifie pas grand-chose sans la liberté économique. Notre problème est de relever le niveau des masses misérables... Notre génération est, pour ainsi dire, condamnée aux travaux forcés. »

NEHRU, 28 janvier 1949.

I. — Brève présentation économique de l'Inde.

Il nous a semblé nécessaire, avant même d'étudier *les difficultés* que rencontre l'Inde pour son développement économique (II) et *les réalisations* qu'elle a opérées, tant dans le secteur agricole qu'industriel (III, 2° et 3°), grâce à *la mise en œuvre* d'une planification dont les débuts remontent à 1951 (III, 1°), de dresser un tableau rapide du potentiel économique indien à l'heure actuelle (1).

1° AGRICULTURE ET ÉLEVAGE (2)

Nous avons déjà montré que l'Inde était essentiellement rurale : 82,7 % des Indiens demeurent dans les villages, ce qui explique aisément que 70 % des habitants de ce pays vivent de la terre et que 15 % d'entre eux s'occupent encore de l'agriculture comme d'un second métier.

Quelle est l'utilisation des sols ? forêts : 17,5 % ; pâturages : 13,5 % ; terres ensemencées : 44 % ; friches et jachères : 9 % ; terres non cultivables : 16 %. Généralement, le climat permet deux récoltes par an, quelquefois trois, celle d'automne — après la mousson — étant la moins aléatoire.

Condition sociale du paysannat, réforme agraire, endettement, difficultés des progrès techniques — tout cela fera l'objet de notre second chapitre. Disons un mot ici de *l'irrigation* : elle est fort ancienne, puisqu'en 1950 déjà 28 % des terres étaient irriguées, ce qui est à mettre à l'actif de la colonisation britannique, et que,

(1) Cf. Annexe VII, p. 105 et suiv. : précisions chiffrées concernant l'économie indienne.

(2) Cf. Annexe IV, p. 83 : cartes schématiques de l'irrigation et de l'agriculture.

depuis, de vastes projets ont été établis et mis en œuvre : « Damodar Valley », intéressant le Bengale occidental et le Bihar ; « Hirakud Dam » en Orissa ; « Bhakra-Nangal » au Pendjab (que la délégation sénatoriale a visité) (1) ; « Bombay River Valley ».

A côté de ces réalisations commencées dès le 1^{er} Plan (1951-1956) mais dont le potentiel est perdu en grande partie par suite de l'évaporation et de l'utilisation impropre qu'en font les paysans, il faut faire une place importante à *la multiplication des puits et des réservoirs* qui permettrait la mise en valeur de terres nouvelles, éloignées des grands barrages et des canaux d'irrigation. Malheureusement, l'agriculture indienne ne dispose pas en quantité suffisante de ciment, d'électricité et de moteurs Diesel, et l'aide étrangère — à laquelle nous consacrerons un chapitre de ce rapport (2) — devrait être beaucoup plus efficace en ce domaine. Quoi qu'il en soit, la surface irriguée est passée de 11,7 millions d'acres en 1960-1961 à 18 millions en 1965-1966, son utilisation passant de 8,3 à 13,8 millions d'acres (3).

La grande culture, occupant 94 % de la population agricole, est celle des *céréales* (essentiellement le riz et le blé) (4), dont la production est passée de 55 millions de tonnes en 1950-1951, à 72,3 millions de tonnes en 1965-1966. Viennent ensuite *les oléagineux* (de 5,1 millions de tonnes à 6,1 pendant la même période) et *la canne à sucre* (12,1 millions de tonnes), *le jute* (4,5 millions de balles) et *le coton* (4,7) et, enfin, *le thé* (376.000 tonnes).

Ainsi l'Inde occupe-t-elle le premier rang mondial pour les arachides, le colza, le sésame, le jute et le thé — le second rang pour le riz, le coton, le chanvre et la production de sucre brut — le troisième rang pour le tabac. En ce qui concerne l'élevage, donnons simplement ici les chiffres ayant trait au *bétail*, à propos duquel nous aurons d'ailleurs d'autres considérations à développer (chap. II, p. 43) :

	1951		1956		1961	
Bovins	155,3 millions.		158,7 millions.		175,7 millions.	
Buffles	43,4	—	44,9	—	51,1	—
Ovins	39	—	39,2	—	40,3	—
Caprins	47,7	—	55,4	—	60,8	—
Volailles	73,5	—	94,7	—	116,9	—

(1) Cf. Annexe V, p. 96.

(2) Cf. p. 61 et suivantes.

(3) L'acre = 0,405 hectare.

(4) 58.098.000 tonnes de riz et 9.706.000 tonnes de blé en 1964-1965.

Quant à la *pêche*, active sur les côtes du Bengale, elle pourrait être considérablement développée et donner un supplément très appréciable de nourriture aux hommes et aux animaux, puisque la production ne dépasse guère un million de tonnes par an. Or, les océans recèlent une flore et une faune variées et très riches en protéines : les farines de poissons, relativement peu coûteuses, composées à 65 % de protéines contenant des acides aminés, du calcium et du phosphore, pourraient donc composer un aliment de choix (1).

*
* *

2° MINES ET INDUSTRIES (2)

En 1947, l'Inde disposait d'une avance assez sensible sur les autres pays sous-développés en matière d'équipement industriel. Certes, elle avait bien été victime du libre-échangeisme anglais au cours de la deuxième moitié du XVIII^e siècle, mais, en 1947, elle n'en disposait pas moins d'atouts majeurs : le réseau ferroviaire le plus long d'Asie (plus de 55.000 kilomètres), des installations portuaires importantes, un potentiel d'énergie hydro-électrique déjà énorme et de nombreux cadres techniques et administratifs, rompus aux méthodes capitalistes.

Là encore, nous examinerons séparément les problèmes posés par l'industrialisation (chap. II, 2°), mais il nous faut faire rapidement « le point » de ce potentiel :

— l'Inde possède les gisements de *fer* les plus importants du monde (évalués à 8 milliards de tonnes), mais la production en reste faible (23 millions de tonnes de minerai en 1965-1966). Ses réserves de *charbon* sont considérables (Bihar, Bengale et provinces centrales), estimées à 77 milliards de tonnes dont 70 millions produites annuellement, de qualité assez médiocre. Troisième producteur mondial de *manganèse*, ayant de la bauxite en abondance (réserves estimées à 250 millions de tonnes), du magnésium, du mica (75 % de la production mondiale), de nombreux autres métaux non ferreux, ainsi que du marbre, du grès, du sel gemme et du sel marin, l'Inde est malheureusement pauvre en pétrole : 100 millions de

(1) Actuellement, la consommation annuelle de poisson n'est que de 1,5 kg pour chaque Indien. Ce sont trois pays en voie de développement — Pérou, Chili et Chine — qui tiennent la première place pour le taux de croissance de leurs pêches en mer. Il faudrait donc accomplir un effort particulier en faveur des coopératives de pêcheurs, mais — là encore — ne se heurte-t-on pas à des interdits, puisque les pêcheurs sont des « intouchables » ?..

(2) Cf. Annexe IV, p. 83 : carte schématique des industries.

tonnes de réserves en Assam et au Gujérat, dont 5 millions seulement sont extraites annuellement ;

— *l'industrie*, nous l'avons déjà dit, a subi les conséquences malheureuses de la « partition » (surtout en ce qui concerne le jute), et le retour à l'équilibre est gêné par le manque de travailleurs industriels : de 4 à 5 millions en 1965 ; encore une partie d'entre eux reviennent-ils travailler aux champs au moment de la récolte (1).

L'industrie textile (2) est, par son ancienneté et son dynamisme, la branche la plus importante : c'est essentiellement celle du coton (4,43 milliards de mètres de tissus en 1965 ; deuxième rang mondial), du jute (60 % de la production mondiale) et de la laine. « Le vêtement » est donc, en Inde, une activité particulièrement florissante, à laquelle il faut ajouter celle des cuirs et peaux. On doit souligner que le secteur artisanal est de loin, dans ce domaine, le plus important.

Les industries alimentaires, elles aussi, ont conservé un caractère artisanal ; quant aux *industries mécaniques ou chimiques*, elles sont encore peu développées à l'exception de celles concernant les engrais (1,2 million de tonnes en 1965) et le ciment (10,8 millions de tonnes).

Il a fallu attendre l'effet des premiers plans quinquennaux pour que *l'industrie sidérurgique* ne reste pas uniquement entre les mains des grandes sociétés capitalistes, telles que le groupe « Tata », avec Tatanagar et Jamshedpur, la Ruhr indienne (3), la « Steel Corporation of Bengal » (à Damodar) et la « Mysore Iron and Steel Works » ; depuis, des « complexes » ont été construits, notamment à Rourkela (avec l'aide allemande) et à Bhilai (avec l'aide soviétique).

Dressons le tableau des progrès accomplis :

	1950-1951	1960-1961	1965-1966
Acier fini	1 million de tonnes.	2,3	4,6
Fonte (disponible)	0,3	1,1	1,2
Aluminium	4.000 tonnes.	54.000	65.000
Locomotives	7 unités.	272	276

(1) En dehors de cités-modèles (comme celle de Jamshedpur), ils vivent dans des conditions épouvantables, mais ils sont encore des êtres privilégiés par leur niveau de vie très supérieur à celui de la campagne. Quatre confédérations se partagent la clientèle ouvrière dont le nombre de « syndiqués » ne dépasse pas 2 millions.

(2) Cf. la visite d'une usine de textiles, à Dehli, par la délégation, p. 92.

(3) Cf. la visite de cette ville par la mission, p. 99.

Un mot, enfin, d'une industrie particulièrement prospère, celle du *cinéma*, pour laquelle l'Inde occupe le deuxième rang mondial : 60 studios (groupés essentiellement à Bombay), près de 300 sociétés de production, plus de 50.000 salles et des millions de mètres de pellicule, la difficulté la plus considérable étant d'adapter les scénarios aux différentes langues locales, car le cinéma indien est surtout réservé à la « consommation » interne.

*
* *

3° TRANSPORTS ET COMMERCE EXTÉRIEUR

Le réseau ferré indien est le quatrième du monde avec 57.000 kilomètres (1) et, pour le construire, de très nombreux obstacles naturels ont dû être surmontés ; c'est aujourd'hui la plus grande industrie nationalisée du pays, employant plus de 1.200.000 personnes, regroupée en six zones géographiques, ayant transporté en 1965, 96 milliards de passagers/kilomètres et 205 millions de tonnes/kilomètres.

Le kilométrage des routes goudronnées s'élève (en 1965) à 285.000 et l'on peut ajouter à ce chiffre environ 500.000 kilomètres de routes non empierrées. Mais, à part le « grand quadrilatère » (Calcutta, Madras, Bombay, Delhi, Calcutta), il faut dire que les routes d'importance secondaire sont négligées et hors d'usage à la saison des pluies, isolant ainsi des milliers de villages. La circulation automobile est encore assez faible, puisqu'on estime le nombre des véhicules de tourisme à 390.000 et celui des véhicules commerciaux à 320.000 (2).

Malgré 6.440 kilomètres de côtes, la flotte indienne est encore de médiocre importance : 1.540.000 tonneaux et 360 navires (390.000 tonnes seulement en 1950), dont 50 % pour le cabotage. Le total du trafic portuaire s'élève à 50 millions de tonnes en 1965 et s'effectue par quatre grands ports : Bombay (importation et trafic voyageurs), Calcutta (exportation de charbon et de fer), Madras (transport des personnes) (3) et Cochin. Quant aux fleuves, à l'exception du Brahmapoutre, ils sont rarement navigables sur une grande partie de leur cours.

(1) Dont 27.000 kilomètres à voie large (1,676 m), 30.000 kilomètres à voie étroite ; 1.600 kilomètres étaient électrifiés au 31 mars 1963.

(2) Le nombre des bicyclettes produites annuellement est de 1.700.000 (1965).

(3) Cf. Annexe V, p. 100 : visite du port de Madras par la délégation.

Les transports aériens sont effectués sur le plan international par la Compagnie Air-India (avec des Boeing) et, sur le plan intérieur, par les « Indian Air Lines » qui desservent toutes les villes d'importance — mais la délégation a pu constater que le matériel utilisé par les « I. A. L. » était plutôt vétuste : la plupart des DC 3 sont « à bout de course » — l'Inde n'ayant acheté à la France que huit « Caravelle » dont deux ont été accidentées. En 1964, Air-India a transporté 1.083.000 de passagers/kilomètres.

COMMERCE EXTÉRIEUR. — Les possibilités d'*exportation* de l'Inde restent malheureusement limitées, en ce sens que la demande de thé, de jute et de cotonnades n'a qu'une très faible élasticité. La *dévaluation de la roupie*, opérée en juin 1966 (auparavant 1 R. = 1 F, actuellement 1 R. = 0,66 F) n'a pu que sanctionner un état de fait sans éviter la spéculation, notamment sur l'or, vendu en Inde à près du double du cours mondial.

Indiquons seulement ici :

— *la direction et l'importance des exportations*, en 1960-1961 et 1965-1966 (en millions de roupies) :

	1960-1961	1965-1966
Grande-Bretagne	1.725	1.464
Marché Commun.....	518	553
Europe de l'Est.....	496	1.566
Amérique du Nord.....	1.382	1.802
Océanie	1.657	1.876
Afrique	490	619

— *la valeur des importations et des exportations et la balance des paiements courants* (en millions de roupies) :

	1958-1959	1961-1962	1964-1965	1965-1966
Importations	9.040	10.920	13.140	13.500
Exportations	5.730	6.610	8.160	8.050
Balance des paiements courants	— 3.270	— 3.064	— 4.367	— 3.198

II. — Les difficultés du développement économique.

A la veille des élections générales de 1967, le Président de la République indienne, le docteur Radhakrishnan, lançait un cri d'alarme : « L'année 1966 — disait-il (1) — a été la pire que nous ayons connue depuis l'indépendance, et pas seulement en calamités naturelles, mais aussi en faillites humaines... Dans un pays où l'on manque de nourriture d'une façon chronique, un tiers de la production annuelle est détruit par des animaux déprédateurs ou gaspillé... Nos leaders politiques doivent avoir une vision claire de l'avenir de notre pays... ».

« Ailleurs, dans le monde, des hommes mourraient à la guerre... Mais ici la mort n'avait pas de raison, pas de logique, pas de nécessité ; c'était un produit de l'homme, une chose horrible qui s'avancait sourdement sans que rien ne puisse l'arrêter. »

NEHRU
(Discovery of India.)

C'est assez dire que le spectre de la famine hantait les meilleurs esprits. Après plusieurs mauvaises récoltes dues au retard de la mousson, une fois encore, l'Inde, malgré ses réticences, a dû faire appel à l'aide étrangère. La mousson de 1965, en effet, avait déjà été catastrophique, mais l'aide américaine fut généreuse : 10 millions de tonnes de blé, soit l'équivalent de la production indienne (9.708.000 tonnes).

En 1966, les mêmes phénomènes se sont renouvelés, causant les mêmes effets. *La ration alimentaire*, qui était de 1.970 calories aux Indes avant-guerre, est tombée à 1.620 calories (2) ; certes, l'Inde a connu d'autres famines : c'est ainsi qu'on estime qu'au cours du XIX^e siècle, près de 25 millions d'Indiens sont morts de faim et, qu'en 1943 encore, au Bengale, 3 à 4 millions de personnes ont péri...

Mais l'Inde, pays autrefois colonisé devenu indépendant depuis vingt ans, engagée dans la voie de la coopération avec les pays capitalistes et désireuse de sauvegarder chez elle la démocratie parlementaire, soucieuse de réaliser les objectifs de ses

(1) Cf. « The Statesman » du 26 janvier 1967.

(2) La F. A. O. estime que le minimum devrait être de 2.250 calories. Elle a dressé, en 1960, le tableau suivant d'une première « Géographie de la faim » :

DISPONIBILITÉS par tête et par jour.	EXTRÊME- ORIENT (Chine comprise).	PROCHE- ORIENT	AFRIQUE	AMÉRIQUE latine.	EUROPE (dont U. R. S. S.).	AMÉRIQUE du Nord.	Océanie
En calories définitives	2.050	2.450	2.350	2.500	3.050	3.100	3.250
En grammes de protéines animales	8	14	11	24	36	66	62

quatre Plans quinquennaux successifs (depuis 1951) — sans pour autant que cette planification devienne contraignante — l'Inde donc se doit à tout prix, si elle veut survivre en conservant dans le monde la position privilégiée qu'elle y occupe, de surmonter cette crise qui met son existence en péril. N'est-ce pas aussi la tâche la plus urgente des pays occidentaux ?

« Nous parlons de progrès économique, d'industrialisation, de liberté politique... Mais le véritable progrès est le progrès social. » NEHRU (Discours au Lok Sabha, le 5 mai 1955.)

Commençons donc par examiner, à la lueur des renseignements que nous avons recueillis sur place et des entretiens que nous avons eus avec ses dirigeants, les difficultés que l'Inde a eues à vaincre, en soulignant qu'ici l'économique est étroitement lié au social.

1° LES PROBLÈMES AGRICOLES

Plus de 70 % de sa population vit de l'agriculture, soit 350 millions d'habitants (1).

Or, la moitié seulement de la superficie de l'Inde est cultivable, ce qui ne laisse qu'un demi-hectare à chaque personne vivant de la terre. Théoriquement suffisante (le paysan chinois, lui, ne dispose que d'un cinquième d'hectare), cette superficie n'a que *des rendements très faibles*, ce qui explique la faim chronique de la population : 7 à 10 quintaux à l'hectare pour le riz (15 en Chine, 50 en Egypte et au Japon) et 7 à 9 quintaux à l'hectare pour le blé (9 en Chine, 18 en Egypte et au Japon) (2).

Démographie et production jouant en raison inversement proportionnelle, l'Inde qui disposait, vers 1880, de 270 kilogrammes de graines alimentaires par tête d'habitant, n'en offre plus que 180 kilogrammes en 1947 et, après la très mauvaise année 1965-1966, 134 kilogrammes seulement...

Quelles sont **les causes** de cet état de chose alarmant ?

Tout d'abord, *l'insuffisance et l'irrégularité des disponibilités en eau* ; nous savons déjà que la pluviosité est très différente suivant les régions (3), mais encore faudrait-il que cette eau soit judicieusement conservée et répartie. A cet égard, la reconstitution de la forêt indienne jouerait un grand rôle en limitant l'érosion, en permettant la formation d'humus et la fourniture de combustible familial.

(1) 8 % sont employés dans la petite industrie artisanale, 3 % dans l'industrie moderne, 3 % dans l'administration, 8 % dans le commerce et les moyens de communication, 8 % dans les autres services et divers.

(2) Cf. l'Annexe VII, p. 108 ; l'Inde agricole — où des comparaisons sont également faites avec les pays européens.

(3) Cf. p. 15 : les effets de la mousson.

L'irrigation (1), elle, pourtant fort ancienne, n'atteignait que 20 % des terres cultivées en 1947 ; dès le 1^{er} Plan, de très importants barrages ont été mis en chantier, mais — nous y insistons pour en avoir parlé avec les responsables locaux — le paysan indien manque surtout de puits « tubés » (2) et de réservoirs (ou « tanks ») ; il utilise mal ce facteur de production qu'est l'irrigation, alors que celle-ci permettrait d'augmenter de 50 % (et dans certains endroits de 300 %) le rendement des terres.

Seconde cause : *le manque d'engrais*. L'Indien utilise le fumier animal comme combustible (et même pour l'édification de sa hutte dans les villages les plus deshérités) et il est trop pauvre pour acheter des engrais artificiels. La consommation de ceux-ci est cependant en augmentation et des sociétés américaines envisagent de construire en Inde des usines d'engrais azotés (3).

Consommation d'éléments nutritifs.

(En milliers de tonnes.)

	1960-1961	1964-1965	1966-1967 (estimation).
Engrais azotés	200	590	1.200
Engrais phosphatés	70	200	300

Comparaison en livres anglaises (= 0,45 kg) et par acre (0,405 ha).

	AZOTE	P2 O5	P2 O	TOTAL
Europe	15,83	16,61	16,88	49,32
U. S. A.....	5,54	5,06	4,12	14,72
Japon	95,74	62,50	73,37	234,61
Inde	1,93	0,26	0,14	2,33

(1) Cf. p. 35. En 1948, 49 millions d'acres (1 acre = 0,405 hectare) étaient irriguées ; en 1965, 67 millions d'acres.

(2) L'eau existe très souvent à une profondeur variant entre 10 et 100 mètres, mais le nombre de foreuses (qui peuvent creuser chacune 100 puits par an) n'est que de 24 pour toute l'Inde ! Quant à celui des puits, il est passé de 3.500 en 1950 à 32.000 en 1965.

(3) Ce fut le projet de la « Betchel and Company », en juillet 1965, que le gouvernement indien refusa. Il s'agissait de construire cinq usines d'engrais azotés d'une capacité d'un million de tonnes.

« L'esprit indien n'hésite jamais à reconnaître sa parenté avec la nature. Pour cette raison, un peuple entier, qui jadis se nourrissait de viande, renonça à toute nourriture animale afin de cultiver un sentiment de sympathie universelle pour tout ce qui vit, événement unique dans l'histoire de l'humanité. » TAGORE.

Troisième cause : *la surabondance du troupeau*. — Nous avons déjà indiqué l'importance de celui-ci (1), mais elle n'est excessive qu'en raison de l'absence de vrais pâturages ; en effet, *le respect de l'hindou pour la vache se justifie par des motifs économiques autant que religieux* et il fut probablement une époque où l'élevage, l'agriculture et l'artisanat s'équilibraient, le chiffre de la population n'ayant pas encore un caractère alarmant (2).

Le cheptel est aujourd'hui sous-alimenté parce qu'il est trop nombreux, mais c'est ce nombre qui permet à l'Indien d'avoir à sa disposition le seul moyen de traction dont dispose l'économie rurale, du combustible naturel et un peu de lait (3).

Nous sommes donc en présence d'une sorte de « cercle vicieux » dont l'Inde n'arrive pas à sortir : l'eau, assez abondante, mais mal utilisée ; l'engrais naturel qu'on n'emploie pas pour les sols ou l'engrais chimique trop cher ; la bête de trait trop nombreuse pour être bien soignée et que les « tabous » religieux empêchent d'abattre (4).

Le dernier facteur du sous-développement agricole est *l'absence d'aptitudes techniques du paysan*.

Le niveau de connaissances de celui-ci est si bas qu'il ne tire guère profit des travaux de recherches, trop orientés d'ailleurs vers des sujets sans intérêt pratique. Ce bas niveau technique est la conséquence de *l'analphabétisme* dont le pourcentage s'élève à 85 % dans les campagnes (5) ; un diplômé sur cent sort d'écoles agricoles et parmi les enfants qui vont en classe, à la campagne, à peine le quart reste-t-il les quatre ou cinq années qui seraient nécessaires pour savoir lire et écrire une des multiples langues officielles qui, en 1965, devaient remplacer l'anglais, parlé seulement par 1,5 % de la population.

Certes l'habileté, le courage, une immense capacité de résignation font du paysan indien un être étroitement apparenté à l'agriculteur français ; mais, à la différence de celui-ci, il ne lui est guère possible de se libérer du poids des dettes qu'il a contractées,

(1) Cf. p. 36. — Un rapide calcul montre qu'un bovidé dispose d'un hectare et demi (France : 1 pour 2 hectares et demi).

(2) Les estimations sont les suivantes : 100 millions d'habitants au xvi^e siècle ; 250 en 1881 ; 280 en 1891 ; 389 en 1941 ; 439 en 1961 et 490 en 1966.

(3) On estime à 30 millions le nombre d'animaux laitiers, donnant en moyenne 1 litre et demi de lait par jour.

(4) *Ce bétail indispensable au paysan est cher* : une paire de bœufs de bonne qualité coûte 100 à 150 dollars et une vache laitière 50 dollars. Quelques abattoirs existent, mais ils sont rares : dans le Mahrasthra, en 1958-1959, 132.000 bovins seulement sont passés par les abattoirs de Bombay ; cependant les Musulmans, les Chrétiens et les Hindous intouchables consomment de la viande de bœuf.

(5) 76 % pour l'ensemble du pays (1965).

moins d'ailleurs pour améliorer une terre qu'il ne possède pas toujours que pour des dépenses de caractère somptuaire : mariages ou funérailles, pour lesquels il s'endettera toute sa vie plutôt que d'y renoncer : c'est ainsi qu'on a avancé le chiffre incroyable de 4 milliards de dollars pour évaluer la dette paysanne ! Rien n'a été fait en ce qui concerne ce problème et 80 % des prêts sont encore fournis par les usuriers ; en étudiant ultérieurement le « package programme » (1), nous aurons à parler de l'expérience du crédit coopératif.

« Le mariage en Inde, tant chez les pauvres que chez les riches, a fait l'objet d'innombrables condamnations... mais on oublie trop souvent que la vie des pauvres n'est que grise et terrible monotone et qu'un mariage leur apparaît comme une oasis au milieu d'un désert de labeur sans âme. » NEHRU. (*Autobiographie.*)

*
* *

Facteurs techniques, d'abord. Mais DES FACTEURS SOCIAUX ET ÉCONOMIQUES permettent également d'expliquer le sous-développement des campagnes indiennes.

Avant la conquête britannique, la structure sociale de celles-ci était assez simple, le village versant — après la moisson — au rajah hindou (ou au « nabab » musulman) entre le sixième et le tiers de la récolte — et vivant, par ailleurs, en circuit fermé, le paysan s'adressant à l'artisan pour ses besoins non alimentaires et lui accordant une part de sa récolte.

Les Anglais, désireux d'augmenter les ressources locales et de créer une classe intermédiaire entre eux et le paysannat, vont instaurer deux régimes fonciers principaux qui deviendront très vite la plaie de l'Inde, une plaie dont on nous a affirmé qu'elle n'était pas encore refermée.

Dans le premier, *le zamindâri*, les princes locaux, propriétaires des terres, prélèvent les impôts, à charge pour eux d'en reverser une forte partie à l'Etat britannique. Avant eux, c'était d'ailleurs la Compagnie des Indes qui, au XVIII^e siècle, était chargée de l'opération. En fait, elle revendit ses droits (et donc la tâche de collecter l'impôt) à des marchands habiles et spéculateurs — les zamindars — qui, quelquefois, s'en déchargeaient eux-mêmes sur de nouveaux intermédiaires, lesquels pressuraient le paysan, l'obligeant à verser jusqu'à 40 % de sa récolte.

Dans l'autre système, *le ryotvari* (ou *ryatwari*), l'Etat traite directement avec les paysans qui restent propriétaires de la terre,

(1) Cf. p. 57 et suivantes.

mais à condition que le travailleur paie annuellement la rente foncière ; dans le cas contraire, il voit saisir son bétail, sa maison et il est évincé de la terre, l'eût-il cultivée pendant des années (1).

Ainsi, là encore, le cycle infernal réapparaît-il : trop pauvre pour s'acquitter des dettes qu'il contracte pour payer la rente d'une terre dont la production est insuffisante, le paysan voit sa condition se transformer peu à peu de celle de petit propriétaire en fermier, puis en ouvrier agricole !

Cette dernière catégorie ne recevant que 8,3 à 9 % du revenu national de l'Inde, est de loin la plus misérable, alors qu'elle compose le tiers de la population et 38 % des agriculteurs ; de plus, l'ouvrier agricole ne trouve du travail que 190 jours par an pour les hommes et 120 jours pour les femmes. Le rendement du petit paysan (2) n'est guère meilleur ; son exploitation est trop exiguë, 52 % des petites exploitations n'occupant que 6 % des terres cultivées, alors que 10 % des grands domaines en occupent 40 %.

Le morcellement des parcelles entraîne un gaspillage de temps et pour l'homme, et pour l'animal de trait, et il ne favorise guère l'utilisation d'un matériel par ailleurs trop coûteux. De plus, la plupart des petits paysans sont, en fait, des locataires ou métayers auxquels on n'attribue pas toujours les mêmes terres durant plusieurs années et qui n'ont donc aucun intérêt à les améliorer par l'apport d'engrais ou une irrigation mieux conçue. L'endettement — dans cette catégorie — est excessif, les intérêts s'élevant de 20 % à 75 % et atteignant même quelquefois 150 % (3).

La dernière catégorie — celle des paysans aisés — pourrait amender le sol et donc augmenter son rendement mais, trop souvent, ceux-ci consacrent leurs revenus à l'achat de nouvelles terres ou à l'accumulation d'un capital commercial ou bancaire.

Enfin, il faut souligner que le manque d'informations objectives et l'analphabétisme du paysan indien rendent encore plus difficiles le développement de productions rentables qui mettraient celui-ci à l'abri du besoin. En effet, l'extrême variation des prix d'une année sur l'autre l'incite à des opérations dont l'insuccès le

(1) Cf. Kamala Markandaya : *Le riz et la mousson*, p. 173 et suiv. « (La terre) ne nous avait jamais appartenu, elle ne nous avait jamais assez rapporté pour que nous puissions envisager de l'acheter... Dans notre vie, il n'y a pas de marge de sécurité. Cependant, tant que nous avons la terre, nous pouvions espérer ; maintenant, nous n'avons plus rien, absolument plus rien... C'est une chose cruelle, pensai-je. Ils ne savent pas le mal qu'ils nous font ! »

En principe, ces deux régimes ont été abolis par la réforme agraire de 1950.

(2) Soit 45 % de la population agricole ; les riches propriétaires : 17 %.

(3) Les prêteurs professionnels fournissent 70 % du total de l'argent emprunté, la famille 14 % et l'Etat 4 % (divers 12 %).

décourage ; c'est ainsi que, si une année le jute atteint un cours intéressant, le paysan lui consacrera de grandes superficies l'année suivante ; mais — cet exemple ayant été suivi — la récolte sera surabondante entraînant un effondrement des prix ; la troisième année, il abandonnera donc le jute pour le riz ou le blé ! Il faudrait que ces produits (comme la canne à sucre l'est déjà) fassent l'objet de prix minima garantis...

*
* *

Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons déjà dit du monde rural (1), qui comprend non seulement les agriculteurs mais encore les artisans.

Rappelons cependant que, dans l'Inde traditionnelle, les deux catégories vivaient en circuit fermé, la première assurant la rémunération en nature de la seconde, ainsi que la subsistance du maître d'école, du comptable, du répartiteur d'eau... et même de l'astrologue ! (2).

Le système des castes (groupes endogames) a déterminé l'insertion de chaque individu dans une hiérarchie très compliquée qui, certes, assure à tous leur « gagne-pain », mais qui *aura d'assez graves conséquences* sur le développement économique du pays : en effet, il favorise l'immobilisme des métiers, car — si l'on n'est pas satisfait d'un artisan — il n'est guère facile de s'adresser à un autre ; de plus, les membres des différentes castes « s'accrochent » à leurs privilèges, comme autrefois — sous l'Ancien Régime — nos corporations enfermaient leurs adhérents dans des règles fort étroites. Chaque caste a son puits, les repas sont pris soigneusement à part, les mariages se font à l'intérieur de la caste sous peine d'une exclusion qui priverait le violateur de ces règles de toute identité et en ferait un véritable paria !

Enfin, le prestige dont jouissent les sous-castes les plus élevées tend à *déconsidérer le travail manuel*, et tout particulièrement celui de la terre qui, pratiquement, est le fait de l'ouvrier agricole intouchable.

Certes, *depuis l'indépendance, la cellule villageoise a quelque peu évolué*, grâce à la monétisation de l'économie, aux nouveaux

« J'avais toujours pressenti que la tannerie finirait par être notre perte... Elle avait rendu méconnaissable le visage de notre village et transformé la vie de ses habitants d'une multitude de façons. Certains en avaient bénéficié ; la plupart des autres — perdus dans les griffes du monstre — en avaient souffert... »

KAMALA MARKANDAYA.

(1) Cf. p. 17 : Peuplement et sociologie.

(2) C'est ainsi qu'on donne, après la moisson, 4 kg de blé ou de riz au charron, 3 kg au forgeron, 5 kg au blanchisseur, 3 kg au barbier dans un petit village du plateau du Dekan ; des distributions supplémentaires ont lieu à l'occasion des fêtes ou des cérémonies familiales. Quant à l'astrologue, c'est un personnage important de la « comédie humaine » indienne et l'on ne fixe jamais une date importante de l'existence sans l'avoir consulté.

besoins (bicyclette, pétrole lampant, poste de radio...), à l'effort d'instruction accompli en faveur des enfants, au brassage des catégories sociales dans les moyens de transport. Si les cadres traditionnels demeurent encore solides (le chef de village, le surveillant des récoltes, l'agent de police), d'autres élites se constituent peu à peu : l'instituteur et, surtout, le moniteur de village appelé à répartir le crédit, les engrais et les semences.

La caste résiste encore — et peut-être même est-il nécessaire qu'elle le fasse pour atténuer les bouleversements du développement technique — mais il est souhaitable aussi qu'elle évolue assez rapidement pour s'adapter aux nouvelles structures économiques.

*
* *

2° LES PROBLÈMES INDUSTRIELS

Dans ce domaine, on ne peut pas dire qu'*historiquement* l'Inde ait eu un retard par rapport à l'Europe ; elle était même en avance sur elle en ce qui concerne *l'industrie textile* et, vers les années 1680-1685, la Grande-Bretagne importait des Indes 8,5 millions de pièces de tissus.

C'est à la fin du XVIII^e seulement que, la « révolution industrielle » anglaise va ruiner — sous le poids de droits indirects très élevés — les manufactures de cotonnades indiennes : en 1701, 826.000 pièces de tissus seulement sont exportées ; en 1781, 430.000 et, phénomène encore plus incroyable, *les produits anglais sont importés en Inde*, faisant reculer les exportations textiles de celle-ci de 92 % entre 1815 et 1832 !

Heureusement, le mouvement va se renverser légèrement dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, et les principaux centres ferroviaires (dont le développement remonte à 1853 avec les efforts de lord Dalhousie) deviennent le noyau des activités industrielles.

De plus en plus, l'industrie britannique est concurrencée par celle de l'Allemagne, des Etats-Unis et du Japon et la guerre de 1914-1918, en isolant relativement l'Inde, va donner un essor certain à son industrie, comme celle de 1939-1945 va lui permettre de retrouver son « second souffle » en élargissant ses bases et en diversifiant sa production. En 1939, l'Inde se suffisait déjà à elle-même

« Dans le fond de mon esprit et de mon cœur, je ne trouve aucune colère contre l'Angleterre ou contre son peuple. Je déteste l'impérialisme britannique et je suis indigné par la domination de l'Inde ; je déteste le système capitaliste, mais je ne considère pas toute l'Angleterre ou le peuple anglais responsable de cet état de choses... » NEHRU (1935).

pour le ciment, le sucre, les cotonnades, le charbon et la fonte — et elle exportait du jute et du thé.

Malheureusement, *cette expansion* — liée au capitalisme étranger — *va se faire aux dépens du secteur artisanal*. Aussi deux tendances se font-elles jour en face des problèmes que soulève le développement économique : *il y a celle de Gandhi et de ses disciples*, qui mettent leur foi dans l'expansion de ce qu'on a appelé les « cottage industries » et qui vont faire du rouet, le symbole de la libération économique vis-à-vis de la Grande-Bretagne — et celle de ceux qui demeurent persuadés que, sans une puissante industrie lourde, l'Inde n'aura pas sa place dans le monde moderne.

Cette dernière catégorie elle-même comprend deux familles : les partisans de l'industrie privée et les tenants du « capitalisme d'Etat », baptisé par eux « socialisme » sous l'influence d'Harold Laski et de la réussite de l'U. R. S. S. (où Nehru s'était lui-même rendu). Dès 1948, dans l'« Industrial Policy Resolution », le gouvernement issu du « Congrès » réservait au secteur public un certain nombre de domaines industriels : énergie atomique et industrie aéronautique, arsenaux et chantiers navals, transports ferroviaires et télécommunications, aciéries et mines de charbon.

De son côté, *le capitalisme indien aura un caractère commercial et usuraire prononcé* à cause du maintien d'une structure économique et sociale du type semi-féodal ; les capitalistes, d'ailleurs, pour recevoir des aides bancaires vont s'appuyer sur la caste ou la communauté dont ils font partie (ce sera le cas des Parsis, notamment). A Bombay, au milieu du XIX^e siècle, ceux-ci ont déjà créé une industrie cotonnière rivale de l'Angleterre ; au début du XX^e siècle, c'est Jamshed Tata (encore un Parsi) qui mettra en exploitation les gisements de fer du Bihar et ses successeurs — après l'indépendance — contrôleront des dizaines de sociétés industrielles et commerciales (1). En 1947, le « groupe Tata » disposait d'un capital de près de 100 milliards d'anciens francs et d'autres « trusts » créaient, comme lui, des villes industrielles, tel le « groupe Dalmia » : Dalmianagar, Dalmiapuram, Dalmiadadri...

On peut donc dire que la portée des vues gouvernementales (2) sera atténuée par le réalisme des ministres intéressés qui, très

(1) Leur énumération dans le « Desk diary » de 1967 est éloquente : elle ne nécessite pas moins d'une trentaine de pages.

(2) « Une simple redistribution des richesses ne servira pas les buts de l'Inde, son besoin fondamental étant l'expansion de la production. A cette fin, l'Etat doit jouer un rôle de plus en plus actif dans le développement de l'industrie... Le capital étranger est le bienvenu, mais le contrôle effectif de tous les projets doit être entre des mains indiennes... ». (Industrial Policy Resolution.)

souvent, appartiendront aux castes les plus élevées et serviront les intérêts des groupes financiers dont ils sont quelquefois issus.

Dans un autre ordre d'idées (car, comme pour le secteur agricole, c'est dans un chapitre ultérieur que nous traiterons de *la planification et de ses résultats* [1]), il faut souligner que les richesses naturelles ne manquent pas, celles du sol (thé et coton) et du sous-sol (fer, charbon, manganèse, bauxite, magnésium) (2) ; que l'infrastructure, tant technique qu'intellectuelle (46 Universités et l'utilisation de l'anglais, langue de plus en plus prépondérante dans le secteur scientifique) ne faisait pas défaut et, qu'enfin, l'industrie établie autour des trois villes principales de l'Inde (si l'on excepte la capitale New-Delhi) disposait d'un nombre assez considérable d'ouvriers : 800.000 à Bombay, ville de 4,5 millions d'habitants, 700.000 à Calcutta (sur 5 millions), 400.000 à 500.000 à Madras (sur 2 millions).

Cela n'a d'ailleurs pas empêché *le chômage*, car — là encore — la démographie vient tout compliquer et une statistique récente (portant, il est vrai, sur l'emploi dans l'agriculture et l'industrie) fait état de 7 millions de chômeurs en 1960 et de 12 millions en 1966, la plupart des projets industriels ne créant que peu d'emplois.

Problèmes humains du développement industriel donc, compliqués du fait que les achats massifs de biens d'équipement financés par la création de monnaie ont entraîné une poussée inflationniste et une hausse des prix, accentuée par une certaine pénurie alimentaire ; *problèmes politiques* aussi, car l'épargne intérieure n'étant pas suffisante pour réaliser ces investissements, il a fallu faire appel à l'aide étrangère qui est devenue un élément nécessaire et permanent de la planification indienne. Nous allons voir maintenant comment, au cours des plans quinquennaux successifs, l'Inde a essayé de résoudre ces problèmes (chap. III) et le rôle essentiel qu'a joué et joue encore l'aide extérieure (chap. IV).

(1) Cf. pp. 54 et suivantes.

(2) Cf. notre « brève présentation économique de l'Inde », 2^e Mines et industries, pp. 37 et suivantes.

III. — La planification, instrument du développement économique indien.

En 1950, pour industrialiser le pays et élever le niveau de vie de la population, le Gouvernement décida de créer *une Commission du Plan* qui, en juillet 1951, avait réalisé un premier schéma destiné à « couvrir » les cinq années suivantes (1951-1956) ; l'Inde est aujourd'hui entrée dans la phase du IV^e Plan quinquennal (1966-1971) et il n'est plus question pour elle de revenir en arrière ; seuls, les conflits avec la Chine (1962) et le Pakistan (1965) l'ont obligée à consacrer à sa défense des sommes importantes qu'elle espérait affecter à l'économie de la nation.

On imagine sans peine — en songeant au seul Plan français — *les difficultés qu'on peut rencontrer à élaborer (et surtout à appliquer) un plan qui convienne à 490 millions d'individus et à un pays grand comme six fois le nôtre !* Sur la base d'études préliminaires des administrations d'Etats (ils sont 17, rappelons-le) et de celle de l'Union, le personnel de la Commission fédérale rédige une ébauche de projet à propos de laquelle les gouvernements des Etats font connaître leurs observations. En effet, constitutionnellement, ils sont souverains dans trois domaines décisifs : l'agriculture, l'enseignement et la santé publique ; seul, le pouvoir d'accorder (ou de restreindre) les subsides fédéraux est donc à leur égard un instrument de persuasion !

Dirigeants de la Commission fédérale et fonctionnaires supérieurs des Etats une fois d'accord, les ministres de l'Union se réunissent, sensibles eux-mêmes à l'intérêt national et aux pressions politiques. Puis le projet est rendu public ; il est étudié au sein du Parlement de New-Delhi par la Commission dite « du Développement national », discuté et voté enfin par le Parlement.

Inutile d'ajouter qu'ayant surmonté autant d'obstacles, le Plan indien n'a pas la netteté, ni la cohérence des plans occidentaux, lesquels ne sont d'ailleurs souvent eux-mêmes qu'un catalogue de grandes « options » dont les effets concrets ne correspondent pas toujours à la pensée initiale de ceux qui ont préparé ou voté cet instrument capital du développement économique...

« Même dans cet ancien pays, si longtemps gouverné par les traditions, le vent du changement souffle et affecte non seulement les citadins mais aussi le paysan dans son champ... Cette face changeante de l'Inde est très émouvante lorsqu'on voit se dérouler sous les yeux les plans de développement. » NEHRU (à propos du III^e Plan quinquennal.)

1° VUE D'ENSEMBLE SUR LES QUATRE PLANS QUINQUENNAUX

Le I^{er} Plan (1951-1956) visait surtout à maintenir la capacité de production créée pour les besoins de la guerre de 1939-1945. Priorité était donnée à l'agriculture en raison du déficit alimentaire du pays, puisque 44 % des ressources lui étaient consacrées (y compris l'énergie hydro-électrique), tandis que 8,4 % seulement étaient alloués au développement industriel (centre de fabrication d'engrais et usine de locomotives et de wagons).

L'accent fut donc mis sur les travaux d'irrigation — pour rendre l'Inde moins dépendante de la mousson — et sur la nécessité d'accroître la puissance de son équipement électrique (en 1950, elle ne produisait que 559.000 kW).

Les résultats furent d'autant plus encourageants que la mousson fut « bonne » trois années de suite : en 1956, le revenu national avait augmenté de 18 % (au lieu des 11 % prévus) et les investissements avaient dépassé ce revenu de 7 %.

Le II^e Plan (1956-1961) jetait déjà les bases d'un secteur public puissant en voulant multiplier par 10 les dépenses de l'Etat dans l'industrie ; en fait, le secteur privé y tint encore une très large part (46 % des investissements) et la priorité fut surtout donnée aux transports, à l'agriculture et aux services sociaux. Ce plan devait décevoir les partisans de la planification : on avait voulu accroître le revenu national de 25 % et il le fut seulement de 16 à 18 % ; or, la population ayant augmenté de 14 % dans le même temps, l'augmentation réelle fut de 4 % au maximum pendant 5 ans, soit moins de 1 % par an !

Le III^e Plan (1961-1966) était plus ambitieux ; prévoyant toujours une augmentation de 25 % du revenu national (soit 5 % par an), il devait recevoir des investissements beaucoup plus importants (près du double par rapport au Plan précédent). Très vite — et toujours à cause de la démographie « galopante » (1) — le taux de croissance ne dépassa pas 2 à 2,5 % et donc, compte tenu de la population, l'augmentation du revenu par habitant fut de l'ordre de 0,1 %. De plus, l'agression chinoise d'abord (1962), la guerre

(1) Ce problème maintes fois évoqué fera l'objet d'un chapitre particulier, qui servira en quelque sorte de *conclusion* à notre rapport (cf. p. 69 et suivantes).

indo-pakistanaise ensuite (1965) obligèrent le Gouvernement à consacrer d'importants crédits à l'armée (1). Enfin, succédant à une année de récolte exceptionnelle (1964-1965), une sécheresse très grave (1965-1966), répétée en 1966-1967, a remis en question tous les espoirs dans le domaine alimentaire ! Et c'est ainsi qu'en 1965-1966, le revenu national a décliné de 4,2 % par rapport à 1964-1965...

Le IV^e Plan (1966-1971) prévoit des crédits doublés par rapport à la période précédente, crédits dont presque les deux tiers seront attribués au secteur public. Est-il raisonnable quand on connaît les échecs déjà essuyés ? L'avenir le dira... mais nos interlocuteurs indiens ont précisé qu'en fait c'est un « plan de dix ans » (1966-1976) qui avait été élaboré pour rattraper le retard, plan décennal dont le plan actuel constituerait la première étape.

Ce qu'on peut souligner — avant d'indiquer *le chiffre des investissements prévus par ces quatre plans* — c'est la résistance des intérêts privés au développement prévu : alors que les dépenses publiques ont du mal à être financées à partir des ressources nationales, le secteur privé, lui, arrive à gonfler les dépenses qui lui sont favorables. De plus, *jamais l'économie indienne n'arrivera à « décoller » si le secteur agricole n'atteint pas un minimum de croissance* qui permettra la constitution d'une épargne dont l'Inde a le plus grand besoin ; c'est en ce sens que semble s'orienter le « plan d'urgence » adopté pour l'année 1966-1967, qui consacre près de la moitié de ses investissements à l'agriculture, aux « communautés de développement » et à l'irrigation.

Investissements des Plans quinquennaux.

(En millions de dollars.)

	SECTEUR PUBLIC	SECTEUR PRIVE	TOTAL
1951-1956	3.276	3.780	7.056
1956-1961	7.665	6.510	14.175
1961-1966	13.230	8.610	21.840
1966-1971	27.000	14.650	41.650

(1) La croissance du budget militaire fut la suivante (en 10 millions de roupies) : 1961-1962 : 289,54 ; 1962-1963 : 425,30 ; 1963-1964 : 704,15 ; 1964-1965 : 692,85 ; 1965-1966 : 769,06 ; 1966-1967 (budget estimatif) : 797,67.

Répartition des dépenses publiques dans les trois premiers Plans.

(En milliards de roupies.)

	I ^{er} PLAN		II ^e PLAN		III ^e PLAN	
	Montant.	Pourcentage.	Montant.	Pourcentage.	Montant.	Pourcentage.
Agriculture, développement communautaire et irrigation	7,2	35,8	9,8	21	16,75	23
Energie	1,5	7,4	4,1	9	9,25	13
Petites industries artisanales	1	5	1,8	4	2,5	3
Industrie et mines.....			8,8	10	15	21
Transports	5,8	26,4	12,9	28	14,5	20
Services sociaux (santé, éducation)	5,1	25,4	8,6	19	12,5	17
Divers				9	2	3
Soit, au total.....	20,1	100	46	100	72,5	100

2° LES RÉALISATIONS DANS L'AGRICULTURE

Incontestablement, la production agricole a progressé, comme en témoignent les chiffres suivants :

	1950-1951	1965-1966
Graines alimentaires (en millions de tonnes)	54,9	72,3
Graines oléagineuses (en millions de tonnes)	5,1	6,1
Canne à sucre (en millions de tonnes)..	6,9	12,1
Coton (en millions de balles).....	2,6	4,7
Jute (en millions de balles).....	3,5	4,5
Thé (en milliers de tonnes).....	273	376

Mais en raison, d'une part, de l'augmentation de la population et, d'autre part, de l'absence de modernisation rapide de ce secteur, la productivité n'a pas progressé (base 100 : année 1949-1950) :

	PRODUCTION	SURFACES cultivées.	PRODUCTIVITE
1960-1961	139,7	118,5	117,9
1964-1965	153,9	127,7	120,5

Les surfaces irriguées ont augmenté : c'est ainsi que le III^e Plan a permis de les porter à 18,6 millions d'acres (7,5 millions d'hectares) et que le IV^e Plan a l'ambition d'en réaliser 26 millions ; la production d'*engrais chimiques* — pour les mêmes périodes — doit augmenter respectivement de 840.000 et 3.300.000 tonnes, et les *surfacesensemencées* de 120 à 240 millions d'acres (soit 60 et 120 millions d'hectares).

Mais, à l'échelon du village, c'est-à-dire de l'utilisation ingénieuse des eaux d'irrigation par des canaux subsidiaires, de la réfection des puits ou des « tanks », de la construction de silos à grains et de l'achat de machines agricoles, *il semble bien que ces progrès aient surtout profité aux couches les plus aisées de la paysannerie*, les cultivateurs les plus pauvres voyant au contraire leurs puits se détériorer, la bouse de vache continuant à leur servir de combustible (et non pas d'engrais), l'araire de bois à gratter leur sol, alors qu'il leur faudrait des instruments permettant de le retourner à une plus grande profondeur.

Dès 1959, le Pandit Nehru déclarait : « Où l'argent a-t-il disparu ? Je ne veux pas dire qu'il ait été accaparé par certains, mais il n'y a pas eu d'utilisation convenable de l'argent... ». *L'Inde a donc dû continuer à importer des produits alimentaires* en quantités toujours plus importantes, notamment des Etats-Unis, la sous-production agricole alliée à l'augmentation de la demande ayant pour conséquence une hausse des prix ; c'est ainsi que *l'indice des prix de gros* — sur la base 100 en 1952-1953 — est passé de 105,1 en 1956-1957 à 122,9 en 1961-1962, pour atteindre 173,9 en 1965-1966 et 189,1 en juillet 1966.

On doit noter ici *deux phénomènes* qui ont frappé la délégation sénatoriale lors de son séjour en Inde et qui contribuent certainement à aggraver la situation alimentaire :

- tout d'abord, un quart des districts indiens récolte les trois quarts de la production et les progrès ont surtout été réalisés dans ces districts, leur permettant ainsi d'augmenter leur propre consommation ; dans ces conditions, les surplus exportables vers les villes ou les districts les plus pauvres ont tendance à diminuer ;
- par ailleurs, *l'absence de solidarité* entre Etats riches et pauvres et *les entraves apportées à la libre circulation des grains à travers toute l'Inde* (la France a connu le même problème au temps de Turgot) aggravent encore les difficultés de la répartition (1).

Aussi les livraisons gratuites de blé à l'Inde lui ont-elles peut-être fait plus de mal que de bien en dissimulant aux responsables la gravité du problème ; devant les attaques dont ils ont été l'objet par les partis dits « de gauche », les Américains eux-mêmes, réprouvant d'ailleurs la continuation d'une certaine stratégie économique malthusienne, ont déclaré que ces livraisons seraient désormais moins importantes et qu'elles seraient payables en dollars (2).

*
* *

(1) Le *Bulletin on Food Statistics* de février 1966 a publié le tableau suivant :

ÉTATS	POPULATION (en pourcentage de la population totale).	PRODUCTION (en pourcentage de la production totale).
<i>Andhra Pradesh</i>	7,9	8,3
<i>Assam</i>	2,7	2,2
<i>Bihar</i>	10	8,5
<i>Gujerat</i>	4,7	3,2
<i>Jammu et Kashmir</i>	0,7	0,7
<i>Kerala</i>	3,8	1,3
<i>Madhya Pradesh</i>	7,3	11,5
<i>Madras</i>	7,3	6,6
<i>Maharashtra</i>	9	7,7
<i>Mysore</i>	5,3	5,2
<i>Orissa</i>	3,9	5,7
<i>Punjab-Haryana</i>	4,7	8
<i>Rajasthan</i>	4,6	6
<i>Uttar Pradesh</i>	16,4	17
<i>West Bengal</i>	8	7

(Les Etats en italique sont exportateurs de céréales.)

(2) Nous reviendrons sur ce point dans notre chapitre consacré à l'aide étrangère, pages 61 et suivantes, et, surtout, page 63.

Il faut bien en venir maintenant à ce que nous croyons être « la grande pensée » des planificateurs indiens en matière agricole : le projet communautaire ou le « Package programme » mis en œuvre dans 7 districts et qui a été peu à peu étendu, mais qu'il ne faut pas confondre avec une autre expérience, celle que font actuellement, au titre de l'aide étrangère, les Allemands dans le district montagnard de Mandi (1).

En vue de son développement, un groupe de 5 villages est mis sous la responsabilité d'un moniteur (le « Village Lever Worker » ou V. L. W.) ; 20 groupes forment un « bloc » de 100 villages d'une population d'environ 70.000 habitants ; le « secteur communautaire » comporte trois blocs, donc 300 villages, 200.000 habitants et une surface cultivée de l'ordre de 60.000 hectares (ce sont des ordres de grandeur).

A la fin du I^{er} Plan (1956), 1.000 « blocs » étaient créés et, à la fin du second (1961), 1.000 autres encore ; actuellement, ces « blocs communautaires » sont au nombre de 5.200. Ils sont administrés par un Conseil, composé à la fois d'élus des « groupes » et de fonctionnaires ; quant aux « moniteurs », ils sont formés dans des écoles d'agriculture où ils entrent au niveau du brevet et où ils restent trois ans ; les meilleurs d'entre eux poursuivent leurs études à l'Université pendant deux à trois ans.

Avant tout, le V. L. W. (qui a reçu une formation spécialisée à l'Institut national des Centres communautaires) doit exprimer les besoins du village, susciter les dévouements, faire accomplir volontairement les travaux collectifs nécessaires ; il donne moins des ordres ou des conseils qu'il n'est au service des villageois. C'est donc une tâche difficile — ingrate — et, dès à présent, on estime qu'un quart du personnel est inefficace et doit être éliminé, et qu'il faut à la fois comprimer les dépenses de fonctionnement et décharger le V. L. W. des tâches administratives. Trop souvent, en effet, l'action du « moniteur » n'a pas suscité d'initiatives de la part des villageois ; parfois étranger au monde rural par ses origines, il est surtout apparu comme un « distributeur » de bienfaits et, là encore, ce sont les paysans les plus aisés qui ont été accessibles à ses suggestions, lui faisant perdre alors la confiance des plus pauvres !

Des progrès ont été cependant réalisés, notamment dans le domaine de l'irrigation et dans celui de l'utilisation des engrais

(1) Cf. la « Note et étude documentaire », n° 3370, sur l'Economie indienne, pages 34 et suivantes : « L'Espoir vient de Mandi ». La délégation a visité un village de développement communautaire : cf. p. 94.

et les promoteurs du « Package programme » ont prévu une série de mesures destinées à *mettre des crédits à la disposition des cultivateurs* afin qu'ils puissent acheter des machines, des engrais et des semences sélectionnées sans passer par les prêteurs professionnels dont les taux sont plus qu'usuraires ! Le montant des crédits a été estimé en fonction de la capacité de remboursement et les coopératives de crédit agricole ont été encouragées à acheter les produits des emprunteurs, afin de permettre un recouvrement plus aisé des prêts. Pour ne citer que deux chiffres : en 1950-1951, le nombre de ces coopératives était de 115.462 ayant 5,1 millions d'adhérents ; en 1961-1962, elles étaient 215.081 avec 19,5 millions d'adhérents. De cette expérience (dont la délégation s'est longuement entretenue à New-Delhi, avec les responsables fédéraux) on peut conclure qu'il est nécessaire que d'autres sources de crédit soient mises à la disposition des agriculteurs (notamment d'origine gouvernementale) ; que ce crédit puisse être accordé en nature ; qu'il soit distribué, enfin, sur la base de la superficie du sol cultivé.

Peut-être au départ le plan des dirigeants indiens était-il trop ambitieux ? En effet, ceux-ci escomptaient assurer la totalité des besoins alimentaires du pays en 1970 ; du moins a-t-il eu le mérite de secouer l'apathie des structures traditionnelles des villages, d'utiliser des techniques résolument modernes, de faire appel au désintéressement d'une élite dont nous ne doutons pas qu'elle saura répondre à ce qu'on attend d'elle.

*
* *

3° LES PROGRÈS DE L'INDUSTRIE

Cette fois, les chiffres sont là pour le prouver : de 1950 à 1960 notamment, *la production industrielle a connu une progression qui est la plus élevée que l'Inde ait jamais atteinte* ; alors que le taux de progression avait été de 1,2 % par an entre l'indépendance et la mise en œuvre du I^{er} Plan (1947-1951), il a été de 5,6 % par an au cours des deux premiers Plans (1951-1961) et de 7,5 % au cours du troisième.

Tableau de la production de quelques industries-clés.

	UNITE	1951	1956	1961	1966	1971 (Estimation.)
<i>Energie électrique.</i>						
Puissance installée..	Millions de kilowatts.	2,3	3,4	5,6	10,2	20
Production	Milliards de kilowattheures.	6,6	10,8	24,2	36,4	80
<i>Mines et industries.</i>						
Fer	Millions de tonnes.	3	4,3	11	23	54
Charbon	Millions de tonnes.	32,8	39	55,7	70	106,4
Fonte	Millions de tonnes.	0,36	0,39	1,1	1,2	3
Aluminium	Milliers de tonnes.	7,1	7,6	8,9	9,8	37,5
Lingots d'acier.....	Millions de tonnes.	1,47	1,74	3,4	6,2	11,7
Locomotives	Unités.	7	179	272	276	417
Machines-outils	Valeur en milliers de roupies.	30	80	700	2.300	10.500
Tracteurs	Milliers.				5,6	35
Ciment	Millions de tonnes.	2,73	4,67	7,97	10,8	20
Tissage artisanal....	Millions de mètres.	917	1.643	2.072	3.146	4.572

L'expansion de la *métallurgie* a été très nette, tant dans le secteur privé (combinats de Jamshedpur et de Tatanagar) que public : implantation de centres sidérurgiques à Durgapur, au Bengale (collaboration britannique), à Rourkela, en Orissa (Allemands), à Bihlaï, en Madhya Pradesh (U. R. S. S.). Une quatrième aciérie sera montée, au cours du IV^e Plan, à Bokaro.

Par contre, les *industries électrique et charbonnière* n'ont pas progressé aussi vite qu'on le souhaitait, puisque la « puissance installée », qui aurait dû atteindre 12,6 millions de kilowatts, en 1966, n'a été que de 10,2 millions de kilowatts, malgré les grandes réalisations auxquelles nous avons déjà fait allusion (Damodar Valley, Bhakra-Nangal...). La vétusté de l'équipement charbonnier et l'archaïsme de son exploitation ralentissent, là encore, la production (on espérait 97 millions de tonnes en 1966) de façon d'autant plus regrettable que l'Inde n'est qu'un producteur secondaire de *pétrole* : 5 millions de tonnes en 1965-1966 et 9,8 millions de tonnes de « raffiné ».

Dans le domaine atomique (1), le Commissariat indien a montré un grand dynamisme, puisque trois réacteurs ont déjà été construits ; la première centrale de Tarapur devrait fournir, en 1968, 380.000 kilowatts et les travaux d'une deuxième centrale à Rana Pratap Sagar ont commencé en 1965-1966.

Les transports ferroviaires, disposant d'un nombre de gares et de wagons longtemps insuffisant, ont entrepris un large programme de modernisation, notamment en électrifiant — avec l'assistance technique française — la région de l'Est où sont situés les bassins miniers et les aciéries.

Enfin, dans le domaine de *l'artisanat*, l'Inde a fait de sérieux progrès, celui-ci étant encouragé par fidélité aux principes de Gandhi et permettant également de multiplier les emplois, avantage appréciable dans un pays où sévit le chômage partiel généralisé.

Ajoutons que *la décentralisation industrielle* n'est pas restée un vain mot : industries aéronautique et électronique dans le Sud (Bangalore), industrie lourde dans la région du Bihar-Bengale (la Ruhr indienne), industries textile, chimique et mécanique à Bombay... Reste inquiétante l'inégalité du rythme de développement à cause de la diversité géographique, des qualités différentes et du degré d'adaptation des populations, ainsi que de l'efficacité des gouvernements locaux qui, nous le savons, ont leur mot à dire en matière de planification.

(1) Cf. le compte rendu de notre visite au Centre atomique de Trombay, p. 87 et suivantes.

IV. — L'aide extérieure.

Avant d'aborder les considérations qui ont déterminé l'accord et les modalités de cette aide à l'Inde (et que nous pressentons pour avoir examiné antérieurement les problèmes économiques), donnons des précisions chiffrées sur son importance au cours des années qui ont précédé 1966 (en 10 millions de roupies ou « crores »):

« Il n'y aura pas de « béni-oui-oui » en Asie ou en Afrique. Nous attachons de l'importance à l'amitié des grands pays, mais nous ne pouvons nous asseoir à côté d'eux que comme des frères... » NEHRU (Conférence de Bandung, 24 avril 1955.)

	MONTANT des sommes accordées.	VALEUR des commandes passées.	MONTANT des sommes déboursées.
Autriche	8,49	7,19	4,70
Belgique	11,42	7,24	4,89
Grande-Bretagne	364,6	352,08	292,27
Canada	46,68	45,47	27,25
Tchécoslovaquie	63,10	26,15	12,61
Danemark	2,41	1,50	0,6
Allemagne fédérale	447,37	398,90	344,81
France	57,13	38,22	20,98
Italie	81,32	33,24	11,65
Japon	173,5	152,09	112,88
Pays-Bas	21,9	18,38	9,51
Pologne	41,3	13,7	11,34
Suède	2,21	1,4	>
Suisse	24,5	14,26	6,04
U. R. S. S.	484,31	313,68	282,08
U. S. A. (autre que celle de la Public Law 480).....	1.284,16	1.187,73	1.042,43
Yougoslavie	21,43	17,98	9,71
B. I. R. D.	462,93	396,41	380,06
I. A. D. *.....	278,55	247,08	201,49
Total	3.877,37	3.272,7	2.775,3

* International Aid Development.

L'énoncé du problème de l'aide extérieure à l'Inde tient en peu de mots : en dépit de l'amélioration de la production due à l'œuvre de planification, entreprise depuis 1951, l'Inde doit faire appel, en particulier pour ses besoins alimentaires, à l'aide extérieure avec tous les risques que peut comporter une telle dépendance.

En effet, si — étant donné la diversité des pays donateurs d'aide (cf. tableau précédent) — l'assistance est globalement « apolitique », il est incontestable que la philosophie politique du « donneur » influe sur la destination des crédits : c'est ainsi que les pays de l'Est destinent les leurs à la construction d'industries de base, alors que les U. S. A., par exemple, favorisent surtout les travaux d'infrastructure et refusent d'accorder une aide susceptible de pénaliser la libre-entreprise ; la Banque Mondiale a, de son côté, les mêmes préoccupations.

L'action des autres « donateurs » répond à différents objectifs :

— présence commerciale, aide à une industrie en difficulté (Grande-Bretagne) ;

— pénétration économique, développement des matières premières (Japon, Allemagne) ;

— les motivations sont généralement d'ordre purement commercial pour les petits « donateurs ».

Si les prêts consentis sont la plupart du temps de longue durée (40 ans pour les U. S. A. et l'U. R. S. S.) et à très faible taux d'intérêt (0,75 % pour les U. S. A., 1 % pour l'U. R. S. S. et 3 % pour la Grande-Bretagne) — témoignant d'un désintéressement relatif — c'est parce que *l'Inde est apparue comme un débiteur irréprochable et de bonne foi* : les capitalistes étrangers ne se sont donc pas interrogés sur le libre-rapatriement des capitaux et des bénéfices, d'une part — et, d'autre part — l'Inde en demandant l'allongement des crédits et la réduction du taux d'intérêt a voulu prouver que l'échéancier de sa dette restait compatible avec ses possibilités de paiement.

Cependant, bien que remboursable en roupies, *le service de la dette devient très lourd pour l'Inde* dont les capacités d'exportation — nous l'avons vu — ne sont pas illimitées ; de plus, après la phase très libérale du début de l'aide, les crédits consentis par les « donateurs » dans le cadre d'accords bilatéraux doivent avoir pour contrepartie des achats dans le pays prêteur. Ainsi, en définitive, l'aide se trouve-t-elle doublement « liée » à un projet déterminé (surtout pour les pays de l'Est) et à l'achat de marchandises ou à la passation de commandes dans un pays donné.

Ce qui a également frappé les observateurs, c'est *l'utilisation correcte de l'aide*, notamment dans les domaines de l'infrastructure et des industries de base ; en développant « l'industrie des

machines pour faire des machines », l'Inde espère pouvoir se passer, vers 1980, de l'aide étrangère. Néanmoins, il faut reconnaître que le degré d'utilisation de l'aide liée à des projets industriels est moins élevé ; en effet, les délais de procédure sont trop longs (de six à dix-huit mois), les études préliminaires à la mise en œuvre prennent trop de temps et, surtout, l'Inde se caractérise par une certaine « lourdeur » de ses règles administratives.

Chronologiquement, l'Inde, membre du Commonwealth, a bénéficié, dès 1951, du « Plan de Colombo » auquel s'est adjoint, en 1952, l'assistance américaine au titre du Point IV — puis, après 1958, celle du « Club d'aide à l'Inde » qui synchronise les efforts de la B. I. R. D., des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, auxquels se sont joints peu à peu l'Allemagne de l'Ouest, le Japon, le Canada et la France (1).

Comme nous l'avons déjà souligné à propos de l'aide alimentaire, les Etats-Unis restent le bailleur de fonds de beaucoup le plus important et, en conséquence, l'avenir du développement économique de l'Inde est entre les mains de l'administration américaine. Faut-il rappeler que si, jusqu'à présent, au titre de la « Public Law 480 », les Indiens réglaient en roupies la valeur des fournitures de céréales (360 millions de dollars en 1966) — la contrepartie étant déposée au compte des U. S. A. à la Reserve Bank of India et faisant retour à l'Inde sous forme de prêts et dons — depuis la nouvelle loi (intitulée « Nourriture pour la paix ») adoptée par le Congrès américain, une partie au moins des dettes alimentaires doit être réglée en dollars et, d'ici à cinq ans, la totalité en monnaie convertible.

Au contraire, en ce qui concerne le « Club d'aide à l'Inde » (dont les crédits annuels représentent environ 1 milliard de dollars) (2), les Indiens essaient d'obtenir qu'une part grandissante des crédits ne soit plus affectée à des projets précis et que leur utilisation soit laissée à leur libre choix.

*
* *

(1) Celle-ci à partir de 1961 ; cf. *infra*, p. 64, l'Inde et la France.

(2) On prévoit 1,3 milliard de \$ en 1967-1968, dont 300 millions pour les seuls aliments.

L'Inde et la France (1).

« Je ne voudrais pas que vous perdiez ici le parfum de la culture française... telle est la raison pour laquelle je désire que l'individualité de Pondichéry soit respectée. » NEHRU (14 juin 1963).

Les relations entre nos deux pays remontent au xvii^e siècle, avec la création en 1673 du « comptoir » de Pondichéry par François Martin et — politiquement du moins — elles ont été toujours excellentes, même dans un passé récent ; c'est en 1954, en effet, que la France abandonna volontairement la dernière ville qu'elle occupait sur la côte de Coromandel et qui était précisément... *Pondichéry, où la présence culturelle française est restée très vivante* (2).

Sur le plan économique cependant, la délégation sénatoriale — au cours des entretiens qu'elle a eus avec les dirigeants de l'Union indienne — s'est entendu plusieurs fois répéter que l'aide apportée par la France était insuffisante.

Ayant longuement développé devant leurs interlocuteurs les raisons qui obligeaient notre pays à continuer d'aider l'Afrique francophone (3), les Sénateurs, membres de la mission, n'en sont que plus à l'aise pour appeler l'attention du Gouvernement sur la *nécessité d'une aide accrue à ce pays ami de la France*, qui — par sa démographie, sa puissance économique naissante et son rayonnement culturel — occupe une des premières places parmi les grandes nations du monde.

Cela dit, les relations économiques franco-indiennes se situent sur trois plans : celui des échanges commerciaux, de l'aide proprement dite et, enfin, de la coopération technique.

(1) Cf. la question orale avec débat de Mme Marie-Hélène Cardot, discutée devant le Sénat le 24 mai 1966 (*J. O., Débats Sénat*, p. 603 et suiv.).

(2) Dans ce domaine, on ne saurait mieux faire que de renvoyer à l'excellent rapport de la Commission des Affaires culturelles de l'Assemblée Nationale (n° 851, Assemblée Nationale), notamment p. 31 et suivantes. A titre de curiosité, notons que — dès 1740 — un missionnaire français, le père Pons, écrivait un ouvrage sur la philosophie indienne et dressait le premier catalogue des manuscrits sanscrits.

(3) Rappelons que l'aide financière de la France à l'ensemble des pays en voie de développement était, en 1965, de 1.319 millions de dollars, 757 au titre de l'aide publique, 562 au titre de l'aide privée.

1° LES ÉCHANGES COMMERCIAUX

La part prise par la France dans le commerce extérieur de l'Inde représente seulement 1,3 % des importations de celle-ci et 1,4 % de ses exportations (en millions de francs) :

ANNEES	EXPORTATIONS françaises vers l'Inde.	IMPORTATIONS françaises en provenance de l'Inde.
1961 (début du III ^e Plan).....	117	112,8
1962	171,2	120,8
1963	204,5	137,5
1964	264,9	154,2
1965	243	149
1966 (début du IV ^e Plan).....	204,2	126,6

Les principaux « postes » de nos exportations sont les machines-outils, les matériels aéronautique et électrique, les produits chimiques et sidérurgiques ; quant à nos importations, elles consistent essentiellement en cuirs et peaux, en pierres et gemmes, en jute et en coton.

Il est facile d'observer que ces échanges connaissent une certaine stagnation ; aussi, les autorités indiennes font-elles pression pour amener la France à abandonner ses quotas sur les textiles (protecteurs des intérêts de nos producteurs). Un premier pas dans ce sens a été réalisé par l'accord du 7 avril 1966 entérinant l'abandon du contingentement des textiles artisanaux (*handlooms*).

2° L'AIDE ÉCONOMIQUE

Dès 1961, la France s'est jointe au « Club d'aide à l'Inde » ; les crédits consentis (800 millions de francs à la fin de 1966, auxquels s'ajoute un crédit spécial de 100 millions pour l'équipement d'une centrale thermique près de Bombay) sont du type « crédits de fournisseurs », garantis par la COFACE ; leur durée de remboursement est de 10 ans, à un taux de 5,25 % ; enfin, les acomptes dont le paiement est exigé des acheteurs indiens dans les contrats sont purement symboliques.

Jusqu'en 1966, ces crédits n'étaient utilisables que pour le financement de ventes de biens d'équipement mais, en 1966, notre Gouvernement a accepté de consentir à l'Inde, sur un total de

150 millions de francs, une « ligne » de 50 millions réservée pour le financement de ventes de semi-produits et de pièces de rechange et de petits équipements.

Aujourd'hui, notre industrie est bien placée pour enlever trois affaires d'importance majeure : équipement d'une mine de cuivre et des installations de traitement du minerai (100 millions), réalisation d'une usine de production d'aciers spéciaux (70 millions), construction d'une raffinerie de pétrole (100 à 150 millions).

Il faut avouer que *notre aide à l'Inde a un caractère marginal* (2 % de l'aide du « Club »), aux modalités moins attrayantes que celles des autres pays. Aux 20 millions annuels de dollars qui ont été augmentés de 50 % en 1966 (et donc portés à 30 millions), il faut comparer les contributions allemande (80 à 100 millions de dollars), japonaise (60 millions de dollars) et italienne (30 millions de dollars).

Nous avons entendu reprocher à nos exportateurs d'utiliser des procédures trop compliquées entraînant des délais d'attente exagérés, mais il faut bien reconnaître qu'une certaine prudence financière s'impose en raison de la consolidation probable de la dette indienne.

3° LA COOPÉRATION TECHNIQUE

Notre action dans ce domaine a débuté en 1956 et elle a pris *trois formes* :

— la réception en France de stagiaires indiens : 429 de 1956 à 1964, 82 en 1965 et 1966, 50 % des bourses étant assorties d'un voyage aller, le retour étant toujours pris en charge par la France ; ces stages ont été consentis dans des secteurs jugés prioritaires : productivité, pétrole, électricité, chemins de fer, mines...

— la venue en Inde de missions d'experts : 50 d'entre eux sont venus de 1956 à 1964, 3 en 1965 et 9 en 1966. Des missions de longue durée ont fait l'objet d'un accord particulier : mission S. N. C. F. pour l'électrification des réseaux (1957-1966), mission pour la création d'un Institut indien du pétrole (1961), missions E. D. F. pour l'interconnexion des réseaux et l'amélioration de la navigabilité de certains fleuves (1963-1966) ;

-- l'invitation dans notre pays de personnalités indiennes.

Qu'il nous soit permis, encore une fois, de déplorer *le trop faible effort* que nous accomplissons en faveur de l'Inde sur le plan économique — encore que, nous le verrons à propos des « visites » que nous avons effectuées (1), les sociétés françaises aient commencé de reviser leur « optique » et de s'implanter dans ce pays. *Il serait regrettable que la France en soit absente* au moment même où les grandes puissances (U. S. A., U. R. S. S., Royaume-Uni, Allemagne...) font, dans ce sens, un effort particulier qu'il est de notre devoir d'imiter.

(1) Cf. particulièrement les pages 86, 87 et 99 de l'Annexe V.

CONCLUSION GENERALE

Démographie planifiée ou perte de l'indépendance ?

De tous temps de grandes famines ont ravagé le monde et, même en Europe, quelques-uns des pays considérés comme les plus « avancés » dans les domaines de la culture ou de la technique ont connu cette hantise. Michelet, à son époque, ne craignait pas d'écrire : « L'histoire de la nation française, avec son amoncellement de misères accumulées de siècle en siècle demeurera toujours incompréhensible tant que l'on n'aura pas écrit *un livre terrible — l'histoire de la faim* ».

En 1586, l'Angleterre a connu une des plus graves famines de son histoire ; ce même phénomène fut un des facteurs décisifs de la Révolution française et — sans insister sur la politique de « faim organisée » de l'Allemagne hitlérienne pendant la seconde guerre mondiale — on n'a pas encore oublié les pages bouleversantes que Carlo Lévy a consacrées à la faim du Mezzogiorno dans « Le Christ s'est arrêté à Eboli » !

Mais il faut bien reconnaître qu'à notre époque de progrès techniques incessants, de mise en valeur des sols, d'aide aux pays en voie de développement — la faim est devenue insupportable à ceux que préoccupe le sort des hommes. Or, elle demeure ; en Amérique même, à Porto-Rico et dans une petite partie du « vieux Sud » américain ; en Asie surtout, où elle fut, sans doute, l'alliée naturelle de Mao-Tsé-Toung dans sa lutte contre le Kuo-Min-Tang ; en Inde, encore aujourd'hui.

Dans l'étude objective qu'en a faite Josué de Castro, il a montré qu'en dehors des « famines occasionnelles » dues généralement en Europe à la succession de mauvaises récoltes et à l'accaparement des terres, les famines « permanentes » de l'Amérique du Sud et de l'Asie sont liées à des régimes de monoculture (coton, tabac, canne à sucre et riz), à la prépondérance trop

« Je sais que les hommes vivant entourés de l'abondance ne peuvent imaginer que leurs contemporains soient privés des choses les plus nécessaires. Ils ne pourront croire que la plupart des plantes soient souvent mangées telles quelles et sans aucune sorte de préparation culinaire... »

PARMENTIER (1781).

absolue de la population active agricole et, surtout, à une « explosion démographique » démesurée par rapport à la productivité des agents et des moyens de production qu'une « colonisation » prolongée sur deux siècles n'a pas permis d'accroître comme il l'aurait fallu.

Notre rapport, du moins nous l'espérons, aura eu le mérite de préciser la qualité plus ou moins grande des agents du développement économique de l'Inde et l'insuffisance des moyens (techniques ou financiers) mis à leur disposition, soit par la nation elle-même, soit par les pays soucieux de lui apporter leur aide.

Il nous faut maintenant montrer que, dans les prochaines années, *l'Inde va se trouver devant un choix décisif* : ou elle saura mettre un frein à sa démographie galopante et assurer ainsi, grâce à ses Plans quinquennaux, l'alimentation de son immense population — ou bien les denrées alimentaires dont elle aura de plus en plus besoin lui seront fournies en partie par l'étranger et, alors, sous une forme ou sous une autre, elle perdra cette indépendance qu'elle a si chèrement conquise.

En 1967, l'Inde est donc placée à une croisée des chemins dramatique : ou bien elle utilise l'instrument de planification qu'elle a forgé pour limiter les naissances et assurer demain à ses citoyens un niveau de vie convenable ; ou bien, débordée par l'événement, elle connaîtra une crise et des troubles où son unité pourrait éclater, menacée par certaines tendances de retour au passé et par le refus de quelques-uns de ses partis politiques d'accepter le « jeu » démocratique, soit qu'ils penchent en faveur d'un « nationalisme » exacerbé, soit qu'ils se prononcent pour un régime collectiviste — deux tendances contradictoires dans lesquelles l'Inde ne reconnaîtrait plus son vrai visage.

*
* *

Le recensement de 1961 estimait que la croissance démographique indienne était de l'ordre de 2,4 à 2,5 %. On pense maintenant qu'il avait sous-estimé le volume de la population d'alors et son taux de croissance, et certains observateurs osent avancer le

« La faim et l'amour
constituent le germe
de toute l'histoire
humaine... ».

LE BOUDDHA.

chiffre de 550 millions d'habitants (pour 1967) et un taux de croissance de 2,8 % (1) !

Le Gouvernement indien a arrêté une stratégie médicale qui prend même une appellation « choc », puisque les groupes cliniques d'intervention dans les villages sont dénommés « task force ». Dans le I^{er} Plan quinquennal, Nehru incluait un chapitre sur le « *family planning* », et il lui consacrait un million de dollars ; le II^e Plan, lui, portait ce crédit à 10 millions, ce qui permettait la mise sur pied d'une infrastructure médicale dans les centres urbains ; le III^e semblait clairement indiquer que le progrès économique de la nation était conditionné par la limitation des naissances et allouait à celle-ci 60 millions de dollars, prévoyant l'établissement de 8.200 centres, dont les trois quarts dans les zones rurales. Enfin, le IV^e Plan (1967-1971) entend consacrer 200 millions de dollars à une campagne qu'il veut déterminante : soit un « centre » pour 75.000 habitants dans les campagnes et pour 50.000 dans les villes. Ainsi 9 % des couples pourraient être « protégés » en 1971 et, pour la période 1966-1971, 3.500.000 opérations de stérilisation et l'insertion de 19 millions de « stérilets » (ou *loops*) seraient pratiquées.

En regard de ces ambitions, *les résultats apparaissent modestes* : 12.000 centres de « *family planning* » disséminés à travers toute l'Inde, 10.000 centres de distribution gratuite de contraceptifs simples, 3.044 unités de stérilisation, 1 million de stérilets intra-utérins, 1.200.000 opérations de stérilisation...

Si le taux de mortalité peut encore baisser (15 % au lieu de 16), il est vraisemblable qu'il ne descendra guère au-delà et, par ailleurs, le phénomène d'urbanisation est un facteur favorable à la diffusion des techniques de contraception, donc à une baisse du taux de la natalité.

Mais si l'hindouisme est, dans son ensemble, indifférent au problème moral que pose le « *family planning* » (2), si les leaders

(1) Mortalité : 16 ‰ ; natalité : 44 ‰ ; selon cette hypothèse, l'accroissement annuel de population serait, non pas de 12 millions, mais de 15 millions de personnes et l'Inde dépasserait le milliard d'habitants dès 1990.

Sur la base de 12 millions de naissances par an, on a pu calculer qu'il naissait en Inde 32.800 bébés par jour, 1.366 par heure et 22 par minute !...

(2) Par contre, il est hostile à l'avortement — atteinte au principe sacré de la vie — et un Comité prévu à l'effet de proposer des mesures dans ce sens travaille dans l'indifférence générale. Les entretiens de la délégation sénatoriale avec certaines personnalités indiennes ne l'ont d'ailleurs pas totalement persuadée que la démographie était pour elles le « problème n° 1 »...

Musulmans ne font pas obstacle à cette politique et si les Chrétiens s'abstiennent de la critiquer (du moins ouvertement), il n'en reste pas moins que, dans les campagnes, *la famille demeure l'indispensable cellule de base pour la production agricole, l'assurance contre la maladie ou la vieillesse* (1). Encore faut-il faire comprendre à cette cellule sociale que les chances de survie augmentant, les couples doivent changer leur comportement : sur la moyenne de 7 enfants d'un foyer indien, il y a vingt ans 4 seulement arrivaient à l'âge de 15 ans ; aujourd'hui, 6 enfants survivent.

L'exemple du Japon a montré d'ailleurs qu'une réforme de la législation (autorisant l'avortement thérapeutique), combinée avec un intense effort de publicité, permet d'obtenir une nette régression du taux de la natalité ramené, en 10 ans, de 30 % à 18 %...

*
* *

Face à la marée humaine de l'Inde, *la production des subsistances a stagné*, nous l'avons déjà indiqué, et les « disponibilités » en céréales ont été les suivantes : 85,5 millions de tonnes en 1960-1961 ; 86,6 en 1961-1962 ; 82,6 en 1962-1963 ; 86,3 en 1963-1964 ; 93 en 1964-1965 ; 84 en 1965-1966, alors que les stocks américains sont en baisse, que les moyens de paiement internationaux de l'Inde sont limités et que la politique d'aide des Etats-Unis est en léger recul par rapport aux années précédentes.

En octobre 1966, la récolte fut perdue sur des milliers d'acres (dans l'Uttar Pradesh, le Bihar, le Madhya Pradesh et le Gujérat) et le Ministre du ravitaillement de l'époque demanda à Washington la livraison de 2 millions de tonnes de blé en décembre et de 3 millions en juin 1967 ; le 22 décembre 1966, le Gouvernement américain répondait par une promesse de livraison de 900.000 tonnes de blé et de sorgho en février 1967...

Peut-être n'est-il pas inutile de souligner — sans s'en indigner — que l'Indien, mangeur de riz, accepte déjà difficilement le froment et moins encore le mil dont le grain est plus grossier.

(1) C'est pourquoi, d'ailleurs, aucune opération de stérilisation n'est faite sans l'accord écrit du conjoint et elle est déconseillée aux couples ayant moins de trois enfants.

Dans certains districts, notamment dans le Bihar, les plus pauvres commencent à manger des racines et des feuilles bouillies. Et nous ne parlons pas, pour l'avoir constaté nous-mêmes, du manque de médicaments, de la misère inimaginable des taudis (à Bombay et surtout à Calcutta), de l'enlèvement des meilleurs intentions dans la bureaucratie paperassière !...

Trop de touristes pressés ont publié des récits cruels de cette Inde de la misère et de la faim pour que nous les imitions ici (1) ; il n'en reste pas moins vrai que la dignité dont font preuve les populations indiennes ne doit pas nous faire oublier leur dénuement. *L'Inde semble tragiquement installée dans une économie de pénurie alimentaire aiguë* à laquelle elle refuse d'ailleurs de donner le nom de « famine » !

Elle pourrait cependant en sortir grâce à une plus forte productivité de sa terre, mieux « amendée », par l'utilisation de semences plus sélectionnées, par l'amélioration des moyens collectifs ou individuels d'irrigation (ces derniers surtout étant à développer), et, enfin, par une protection mieux assurée contre l'incursion des animaux déprédateurs (2).

Pour assurer l'alimentation de sa population vers les années 1970-1971, il faudrait que le taux moyen de croissance de la production céréalière (3 % environ par an actuellement) soit porté à 5,9 %, la production se situant alors aux alentours de 120 millions de tonnes.

Cet espoir est-il réaliste, compte tenu des résultats du passé ? Oui, si l'Inde qui dispose d'une énorme réserve de productivité et d'un potentiel humain sans équivalent dans le monde (la Chine mise à part) jette toutes ses forces dans la bataille en accélérant la mise en place du « Package Programme », en attribuant des fonds plus abondants au système coopératif, en faisant appel à la compétence et au dévouement des meilleurs des siens... Son indépendance économique — et donc, à plus long terme, son indépendance politique et son unité nationale — sont à ce prix.

Au cours des siècles, l'Inde a su résoudre ses problèmes et faire preuve d'une vitalité, d'un rayonnement, qui ont longtemps

(1) C'est le cas d'Hélène Tournaire, dans son livre intitulé : « Poivre vert ».

(2) « Le Monde » du 26 mai 1967 citait quelques exemples aberrants de cette mauvaise utilisation par les pays intéressés de leurs ressources naturelles et financières.

fait d'elle, pour ceux qui sont épris de vraies « valeurs » et non de cet « esprit de gain » nuisible à la société (1), un phare de l'humanité.

« Comment sera l'Inde de demain, je ne saurais le dire. Je veux naturellement que l'Inde progresse sur le plan matériel et que se bâtisse une société sans classe et sans caste. Or ce n'est pas seulement le progrès matériel qui me préoccupe, mais la qualité et la profondeur de notre peuple... »

« Aujourd'hui, le peuple de l'Inde, avec toutes ses charges et tous ses problèmes, vit aux frontières d'un monde nouveau qu'il aide à construire. Pour pouvoir franchir ces frontières, il doit avoir le courage, l'esprit d'entreprise et d'endurance et une grande capacité de travail, ainsi que la vision de l'avenir. »

Nous avons voulu achever notre rapport par ces paroles d'un des plus grands fils de l'Inde — un de ceux qui l'ont le mieux comprise et aimée — Jawaharlal NEHRU.

(1) Gandhi, cité par Romain Rolland dans son *Journal* (p. 359) : « J'irais plus profondément et j'essayerais de traiter les causes. C'est la société actuelle qui donne naissance à des criminels de ce genre. A mon avis, la cause-racine est la course au gain, à la compétition et à l'égalisation forcenée... »

Vinôba Bhave, un des grands *gourous* actuels de l'Inde, a été l'initiateur depuis 1951 du mouvement du « don de la terre » (le *bhoodan*) qui, en quelques années, avait réussi à recueillir 2 millions d'hectares de terres, redistribuées ensuite aux paysans les plus deshérités.

ANNEXES

	Pages.
I. — Carte politique de l'Inde.....	77
II. — Etats et Territoires de l'Union indienne.....	79
III. — Relief, précipitations pluvieuses et population.....	81
IV. — Industries, irrigation et agriculture.....	83
V. — Visites effectuées par la délégation sénatoriale.....	85
VI. — Les élections indiennes.....	103
VII. — Données chiffrées concernant l'économie indienne.....	105
VIII. — L'Inde à travers les chiffres.....	109
IX. — Les transports en Inde.....	111
X. — Note bibliographique.....	115
XI. — Index alphabétique.....	117

ANNEXE II

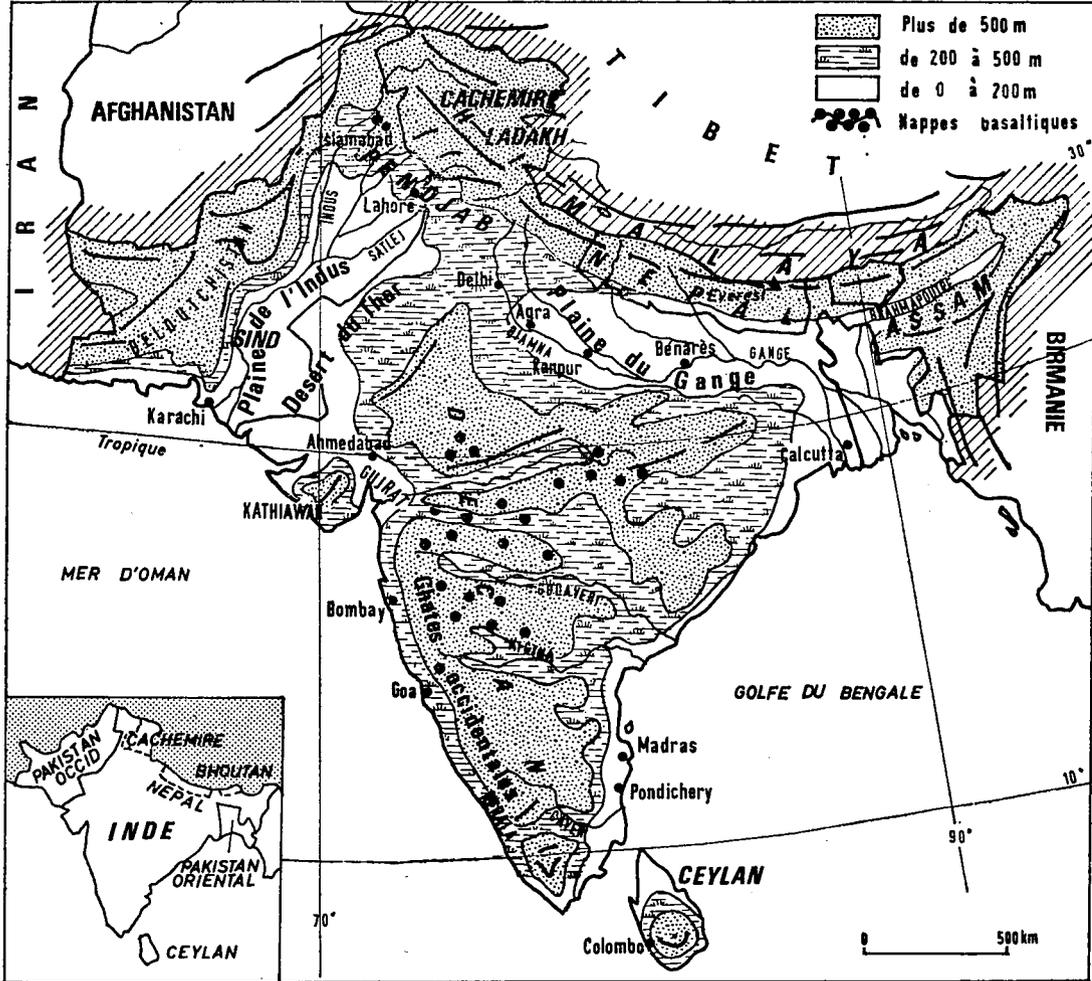
L'UNION INDIENNE

N O M	POPULATION (en milliers recensement de mars 1961).	SUPERFICIE approximative (en milliers de km ²).	CAPITALES et villes principales (1).	POPULATION (recensement de mars 1961).	L A N G U E S parlées.
Etats de l'Union.					
1. Andhra Pradesh.....	35.977	275	Hyderabad	1.252.000	Télgou.
2. Assam	11.860	221	Gauhati	100.000	Assamèse et Bengali.
3. Bihar	46.457	174	Patna	365.000	Hindi.
			Jamshedpur ...	332.000	
4. Maharashtra	39.504	496 (avec le Gujérat)	Bombay	4.553.000	Marathi.
5. Kérala	16.875	40	Trivandrum ..	240.000	Malayalam.
6. Madhya Pradesh.....	32.394	444	Bhopal	225.000	Hindi.
			Indore	395.000	
			Jabalpur	367.000	
7. Madras	33.650	130	Madras	1.725.000	Tamoul.
8. Maïssour (Mysore).....	23.547	192	Bangalore ...	908.000	Canarèse.
			Mysore	253.000	
9. Orissa	17.565	156	Cuttack	146.000	Oriya.
			Bhuvaneshwar.	(2)	
10 et 11. Punjab et Hariana.....	20.298	124	Chandigarh ...	100.000	Punjabi et Hindi.
			Amritsar	375.000	
12. Rajasthan	20.146	343	Jaipur	402.000	Hindi.
			Jodhpur	224.000	
			Udaïpur	111.000	
13. Uttar Pradesh.....	73.752	296	Lucknow	662.000	Hindi.
			Agra	509.000	
			Allahabad ...	431.000	
14. Bengale occidental.....	34.967	88	Calcutta	2.926.000	Bengali.
15. Gujérat	20.621	(2)	Ahmedabad ...	1.206.000	Gujérat.
			Baroda	295.000	
16. Jammu et Cachemire.....	3.583	242	Srinagar	285.000	Urdu et kashmiri.
17. Nagaland	500	11	Kohima	(2)	Différents dialectes.
Territoires de l'Union.					
1. Himachal Pradesh.....	1.350	28.000	Simla	(2)	
2. Manipur	650	22.000	Imphal	(2)	
3. Tripoura	1.140	10.000	Agartala	(2)	
4. Andaman et Nicobar.....	60	7.320	Port Blair	(2)	
5. Delhi (district fédéral).....	2.640	1.350	Delhi	2.344.000	Hindi.
6. Iles Laquedives, Minicoy et Aminidive	20	26	Kozhikode	(2)	
7. Goa	700	4.195	Goa	640.000	
			Diu	60.000	
			Damao	60.000	
8. Pondichéry	200	0,291	Pondichéry ...	(2)	Tamoul.

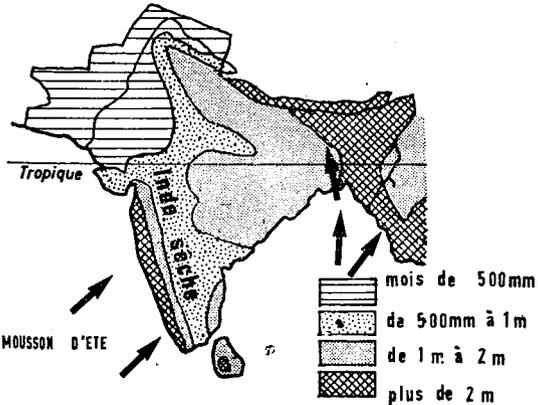
(1) Les capitales d'Etats sont en caractère gras.
(2) Renseignements non fournis.

ANNEXE III

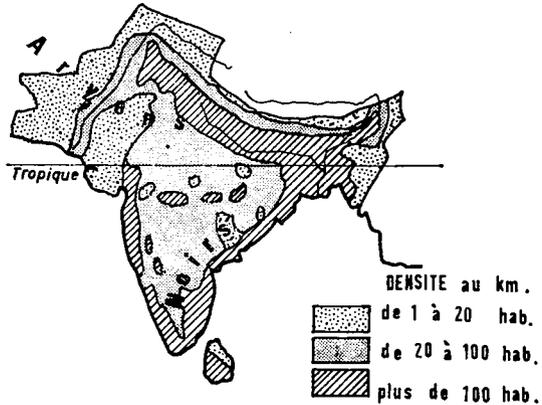
LE MONDE INDIEN



PRÉCIPITATIONS

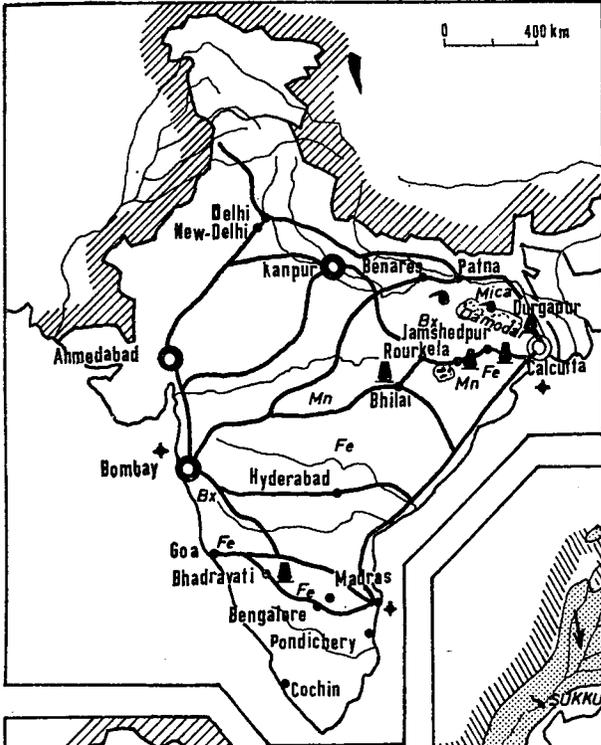


POPULATION



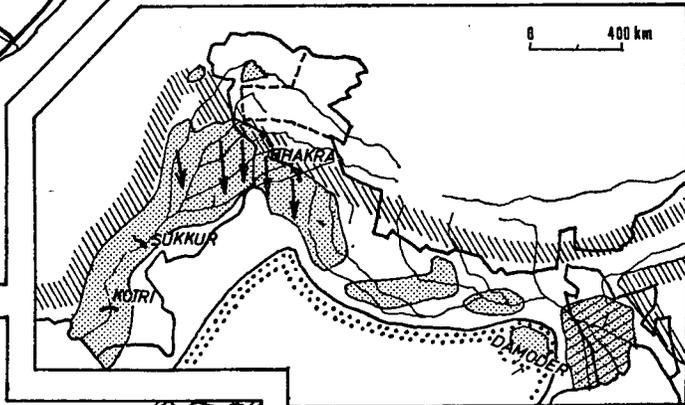
ANNEXE IV

INDUSTRIES ET COMMUNICATIONS DANS LA REPUBLIQUE INDIENNE

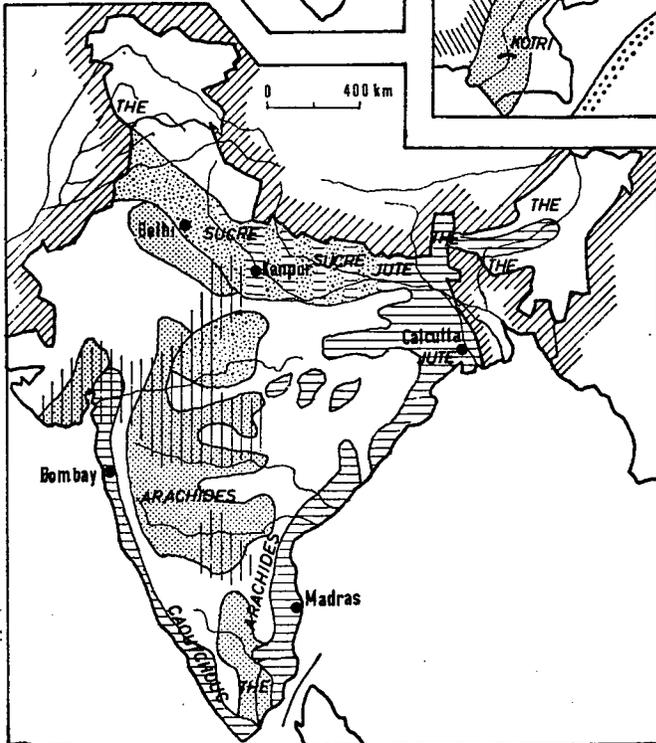


- Grands Centres Cotenniers
- ⊙ Industrie du Jute
- Principales voies ferrées

L'IRRIGATION DANS LA PLAINE INDO-GANGÉTIQUE



- ▨ Bordure montagneuse.
- ▨ Limites du socle du Décan.
- Axes de réaménagement des canaux.
- Irrigation sur plus de 40% de la surface cultivée.
- Zone deltaïque d'inondation.
- Barrages.



L'AGRICULTURE DANS LA REPUBLIQUE INDIENNE

- ▨ Région où le riz domine.
- ▨ Région où le blé domine.
- ▨ Région où les millets dominent.
- ▨ Coton.

ANNEXE V

VISITES EFFECTUEES PAR LA DELEGATION SENATORIALE

Nous n'avons pas voulu mêler à l'exposé des problèmes concernant les principaux secteurs de l'activité économique de l'Inde (objet essentiel de notre mission) et au « tableau introductif » qu'il nous fallait nécessairement brosser de ce pays, les « notes de voyage » prises au cours de nos déplacements, fussent-elles celles de visites techniques ou d'entretiens économiques ou politiques. C'eût été exposer le lecteur à ne pas comprendre la gravité de ces problèmes et l'importance capitale qu'il y a pour l'Inde à opérer, dès maintenant, un choix décisif si elle veut, demain, continuer à faire partie du concert des grandes nations.

Chaque fois que nous nous sommes entretenus avec des dirigeants indiens (que ce soit des hommes politiques, des chefs d'entreprises ou des hauts fonctionnaires), nous avons pu admirer la conscience qu'ils avaient des difficultés à résoudre, leur vue claire des moyens dont disposait la nation indienne et des longs cheminements qu'elle devrait connaître pour élever le niveau de vie d'une population dont, par ailleurs, le taux de natalité devrait décroître. *C'est ce sentiment qui nous fait espérer que l'Inde surmontera tous les obstacles à son développement* et, encore une fois, la délégation sénatoriale désire appeler l'attention du Gouvernement sur la nécessité qu'il y a pour la France d'aider un peuple et un pays qui ont toujours fait honneur à l'histoire du monde.

Ce bref compte rendu observera le déroulement chronologique de notre mission (1).

1° BOMBAY

Donnons, tout d'abord, quelques précisions chiffrées qui permettront de situer, géographiquement et économiquement, la circonscription du Consulat général de France à Bombay, formée par les trois Etats du Maharashtra, du Gujérat et du Madhya Pradesh.

— Population totale (au recensement de 1961)	93.188.000 habitants.
Dont :	
Maharashtra	39.504.000 »
Gujérat	20.621.000 »
Madhya Pradesh	32.394.000 »
Goa	640.000 »
— Principaux centres industriels : (recensement de 1961) :	
— Maharashtra :	
Bombay	4.553.146 habitants.
Poona	778.500 »
— Gujérat :	
Ahmedabad	1.206.000 »
Baroda	300.000 »
— Madhya Pradesh :	
Bhopal	223.000 »
Jabalpur	367.000 »

(1) Cf. pages 8 et suiv. : Voyage et programme de la mission du 18 janvier au 8 février 1967.

— *Principaux ports :*

- Bombay : importations annuelles : 13 millions de tonnes ; exportations annuelles : 6 millions de tonnes.
- Goa : port d'exportation minière (environ 6 millions de tonnes).
- Khandla : port entièrement nouveau, réalisé par des entreprises de travaux publics allemandes, et doté d'une zone franche à destination industrielle.

— *Ressources agricoles et alimentaires :*

Principales productions :

- céréales (essentiellement riz) ;
- oléagineux (avec une forte concentration dans le Gujérat) ;
- canne à sucre ;
- bois et bambous pour l'industrie du papier.

La population de la circonscription occupe en majeure partie des emplois agricoles.

Les pourcentages varient cependant d'Etat à Etat :

- population urbanisée du Maharashtra environ 25 %
- population urbanisée du Gujérat..... 15 %
- population urbanisée du Madhya Pradesh, moins de..... 5 %

— *Ressources minières :*

a) Le *Madhya Pradesh* est un des Etats les mieux pourvus en ressources minières, en particulier en charbon et minerai de fer ; le manganèse constitue une autre production appréciable (30 % de la production indienne). D'importants gisements de bauxite ont également été découverts et la région Korba-Bhilai devient un important centre d'industrie lourde grâce à la création d'une aciérie réalisée avec concours soviétique. Une usine de traitement de bauxite, par ailleurs, y serait réalisée avec les concours russe et hongrois.

b) Le *Maharashtra*, sensiblement moins riche, dispose cependant de ressources appréciables en charbon et en bauxite qui permettent d'envisager la création d'une industrie de l'aluminium ; des mines de manganèse sont également en exploitation et leur production très largement exportée, en particulier sur le Japon.

c) Le *Gujérat* a des ressources minières très limitées ; il semble cependant que le principal atout de cet Etat dans le domaine minier soit constitué par le pétrole dont l'exploitation est en plein développement : la raffinerie de Koyali, créée avec concours soviétique, aura une capacité de 3 millions de tonnes. Le Gujérat deviendra de ce fait le premier Etat pétrolier de l'Inde, devant l'Assam.

d) *Territoire de Goa* : malgré ses dimensions exiguës, le territoire de Goa est extrêmement riche en minéraux, essentiellement manganèse et minerais de fer. Les exportations totales de minerais de fer s'élèvent à environ 6 millions de tonnes et sont dirigées principalement sur le Japon.

Participation française au développement industriel de cette circonscription :

L'industrie française a découvert le marché indien assez tard ; dans les années qui ont suivi l'Indépendance, nos entreprises ont eu tendance à considérer la nouvelle République comme une « chasse gardée » de l'ancienne puissance coloniale et elles n'y sont intervenues qu'épisodiquement par des ventes de produits de consommation et de biens d'équipement, sans essayer de constituer une véritable infrastructure technico-industrielle.

Or, la circonscription du « poste » de Bombay représente un marché qui, par l'importance des populations concernées, est comparable à celui du Japon ; l'institution, depuis 1961, de crédits annuels accordés à l'Inde dans le cadre du « Club de Washington » a permis de relancer nos ventes dans des proportions appréciables.

Ces trois Etats ont notamment passés d'importantes commandes de gros matériel électrique et le plus gros contrat français conclu en Inde (Centre thermique de Nasik) est en cours d'exécution.

Les autres réalisations ou projets en cours sont les suivants : Société Musco (collaboration Mahindra et Mahindra et Ugine) : usine d'aciers spéciaux de 24.000 tonnes/an ; Société Tata Merlin et Gérin : fabrication d'équipements électriques (dont la délégation a visité l'usine aux environs de Bombay) ; Needle Roller Bearings (collaboration avec la Société Nadella) : roulements à aiguilles ; Franco Indian Pharmaceuticals (produits pharmaceutiques) ; Industrial Perfumes LTD (collaboration avec la Société Roure Bertrand) : huiles essentielles ; Estrella Batteries LTD (collaboration avec La Pile Leclanché) : fabrication de piles électriques ; Manecklal (collaboration avec la Société Rollin) : draps caoutchoutés ; Société Indo French Times Industries (collaboration avec la Société Sedim) : fabrication de montres ; Stup (India) et Freyssinet (India) : génie civil et application des procédés Freyssinet de béton précontraint ; Kirloskar (collaboration avec Alsthom) : construction de moteurs Diesel ; enfin, Atomic Energy Establishment : collaboration avec Sud-Aviation pour le développement de la recherche spatiale.

Cette participation française à l'activité industrielle et commerciale de la première région économique indienne implique la présence d'un nombre croissant de nos compatriotes. La communauté française de Bombay a, en effet, évolué en fonction des conditions de travail aux Indes et cette modification structurelle contribue, dans une mesure appréciable, à promouvoir l'influence française dans le secteur industriel où les ingénieurs détachés pendant une période de deux à trois ans constituent nos meilleurs représentants. Par ailleurs, l'action de coopération technique entreprise par le Ministère des Finances et des Affaires Economiques (par l'intermédiaire de l'A. S. T. E. F.) permet d'envoyer en France des ingénieurs et techniciens indiens ; l'impact de cet effort est particulièrement sensible à l'Atomic Energy Establishment dont environ 70 ingénieurs sont d'anciens stagiaires de l'A. S. T. E. F. Le « poste » de Bombay a fait agréer, au total, environ 300 candidatures dans les secteurs les plus divers (construction électrique, béton précontraint, sidérurgie, matériel de travaux publics, etc.).

En définitive, l'industrie française est loin d'être absente dans le développement de la plus importante région économique indienne et nos entreprises ont pris conscience de l'intérêt d'un marché jusqu'alors pratiquement abandonné à nos concurrents. Mais il faut reconnaître que l'implantation en Inde d'une société étrangère se heurte à des obstacles particulièrement nombreux qui tiennent non seulement à la pénurie locale en hommes et en capitaux, mais également aux exigences et aux lenteurs de procédures administratives extrêmement lourdes. Quoi qu'il en soit, c'est de cet effort de participation directe à la création d'industries locales que dépend désormais le maintien de nos activités dans un pays contraint à une relative autarcie.

*
* *

Le Centre atomique de Trombay.

Par autorisation spéciale, les Sénateurs le visitèrent — le jeudi 19 janvier dans l'après-midi — sous la conduite du Docteur Iya, Directeur du Service des Isotopes. Situé à une quarantaine de kilomètres de Bombay, le centre couvre une superficie de 1.500 hectares et occupe environ 9.000 personnes (8 % de femmes), ainsi réparties : 2.500 ingénieurs (et assimilés), 3.000 techniciens et 3.500 ouvriers et employés ; de plus, 150 élèves sont formés chaque année (50 dans chacune des disciplines suivantes : chimie, physique et électronique).

Un ingénieur débutant gagne 700 roupies par mois (1 R = 0,66 F) ; il atteint, en fin de carrière, un traitement de 3.000 roupies et, de plus, il peut occuper un logement construit par les soins du Gouvernement et dont le loyer mensuel n'est que de 100 roupies.

Trombay est un légitime sujet d'orgueil pour l'Inde, puisqu'il fait la preuve que les Indiens ont pu construire eux-mêmes leur propre réacteur, leurs usines et centrales atomiques ; ils disposent d'ailleurs aisément de la matière première dont ils ont besoin, puisque ce pays possède — avec le Brésil — les gisements d'uranium les plus riches du monde, uranium utilisé ensuite pour la fabrication de l'uranium « enrichi » ; ces gisements sont essentiellement situés dans la région de Jaduguda (Etat de Bihar).

Sans entrer dans le détail de la visite très technique du centre — et de l'usine de plutonium — détail dont l'utilité ne peut apparaître qu'à de rares initiés, donnons plutôt certaines précisions concernant la **puissance atomique de l'Inde** et des problèmes qu'elle lui pose.

Quelques dates, tout d'abord :

- 10 août 1948..... création de la *Commission de l'Energie atomique* (C. E. A.) ;
- 18 août 1950..... création de la « Compagnie indienne des Terres rares » (compagnie privée) ;
- 3 janvier 1954..... on décide de construire le Centre atomique de Trombay ;
- 15 mars 1955..... la Commission décide de construire le premier réacteur « Apsara » (grâce à l'uranium enrichi offert par la Grande-Bretagne)
- 28 avril 1956..... accord indo-canadien pour le deuxième réacteur « Cirus » ;
- 4 août 1956..... « Apsara » commence à fonctionner ;
- 20 janvier 1957.... « Apsara » et Trombay sont inaugurés par le Premier ministre Nehru ;
- 28 juillet 1958..... la décision est prise de construire une usine de plutonium ;
- 30 janvier 1959.... l'usine d'uranium produit son premier lingot d'uranium pur ;
- 10 juillet 1960..... « Cirus » commence également à fonctionner ;
- Mars 1961..... commencement de la construction de l'usine de plutonium ;
- 1^{er} février 1962.... le Centre de recherches sur le cancer et le « Tata Memorial Hospital » sont transférés au Département de l'Energie atomique pour coordonner les recherches intéressant le cancer et les autres maladies ;
- 16 février 1962.... constitution d'une *Commission nationale de la Recherche spatiale* ;
- 5 août 1962..... décision de construire la deuxième centrale nucléaire de *Rana Pratap Sagar* ;
- Décembre 1962.... *Kalpakam* choisi comme site d'une nouvelle centrale nucléaire (aide canadienne) ;
- 8 août 1963..... accord avec les U. S. A. concernant *Tarapur* ;
- Année 1964..... les premières « rockets » sont lancées de la base de Thumba.

Les progrès réalisés par les Indiens sont caractérisés essentiellement par l'aspect pacifique que l'Inde veut donner à une recherche qui connaît désormais sa pleine autonomie avec la création du troisième réacteur, surnommé « Zerlina ».

La Commission indienne à l'Energie atomique s'est incontestablement acquise une réputation de caractère international sous la direction du Docteur Bhabha, accidentellement décédé en janvier 1966, qui avait été le premier directeur de Trombay ; tant dans le domaine de la recherche pure que dans celui des applications industrielles de l'énergie atomique, l'Atomic Energy Establishment de Trombay (encore appelé « Bhabha Research Centre ») est considéré aujourd'hui comme un organisme parfaitement équipé en hommes et en matériel. Il convient de souligner à cette occasion que la France a reçu et formé près de 70 physiciens et ingénieurs indiens et que le Docteur Homi Sethna, actuel directeur de Trombay, est un ancien stagiaire du C. E. A., les deux organismes entretenant d'ailleurs des relations très amicales.

Les deux réacteurs de puissance construits avec l'aide des Américains et des Canadiens auront, sans aucun doute, donné aux Indiens une expérience pratique des problèmes posés par la production d'énergie nucléaire ; le troisième projet (celui de la centrale atomique de Kalpakkam), pour lequel notre concours avait été réclamé à une certaine époque, sera réalisé dans sa majeure partie par les ingénieurs indiens eux-mêmes. Il est à noter que, contrairement à l'E. D. F., l'Atomic Energy Commission a délibérément choisi l'uranium enrichi comme combustible pour ses réacteurs.

*
* *

L'Inde et la bombe.

En ce qui concerne une éventuelle application de la recherche nucléaire à des fins militaires, *la position officielle indienne est très nette* : le Gouvernement central a, jusqu'à présent, refusé l'autorisation d'orienter la recherche dans cette direction. Il se montre cependant soucieux de ne pas limiter ses possibilités en s'engageant prématurément par la signature du traité de « non-dissémination » des armes nucléaires.

En tout état de cause, le progrès des techniques et des connaissances indiennes donne certainement à cette attitude un caractère théorique et *la fabrication d'une arme nucléaire peu évoluée est certainement à la portée des savants indiens* ; sa réalisation suivrait sans doute à très bref délai la décision d'affecter à cet objet tous les crédits correspondants et de procéder aux expériences préliminaires.

Précisément, à la fin du mois d'avril 1967, le Ministre indien des Affaires étrangères, M. Chagla, a déclaré à Genève : « *Nous avons renoncé à constituer un arsenal atomique mais si — sous la pression d'événements indépendants de notre volonté — nous étions malgré tout amenés à faire une bombe atomique, je pense que cela serait possible dans un délai relativement court* ».

L'Inde, en effet, avant de signer le traité de non-dissémination des armes nucléaires, désire une garantie conjointe des U. S. A. et de l'U. R. S. S. sur sa défense en cas d'attaque nucléaire, car — après les élections générales qui ont renforcé les partis « nationalistes » — elle doit faire face à la pression intérieure de ceux qui veulent « la bombe indienne », uniquement pour des raisons de prestige.

Or, ni Washington ni Moscou ne semblent actuellement en mesure de donner cette garantie à un pays qui, jusqu'alors, a pourtant pleinement bénéficié de leur aide : l'aviation indienne est équipée de « Mig » construits sous licence russe et les Etats-Unis viennent récemment d'ouvrir à l'Inde un crédit de 132 millions de dollars remboursables en 40 ans, avec un intérêt de 1 % pour les 10 premières années et de 2,5 % ensuite. L'intérêt indien est donc que la bonne entente des deux « Grands » puisse garantir son indépendance, menacée à l'Ouest par le Pakistan et au Nord par la Chine.

Sur un autre plan, les Indiens voudraient construire *un satellite de communications* susceptible de permettre le développement de la télévision ; grâce à celle-ci l'enseignement agricole et la propagande en matière de « family planning » seraient aisément diffusés ; on parle aussi de mieux déterminer les causes de la mousson grâce à l'utilisation de fusées... On voit par là que *le progrès des recherches atomiques et spatiales peut présenter un aspect stimulant pour l'économie indienne*.

Reste le problème du coût : les partisans de la bombe estiment qu'elle coûterait un milliard de dollars par an, soit seulement 2 dollars par Indien, ce qui entraînerait une réduction du niveau de vie de l'ordre de 3 à 4 % (1).

(1) Cf. l'article d'André Fontaine : « Préserver l'avenir », paru dans *Le Monde* du 22 avril 1967.

Ses adversaires répliquent que cette somme de 1 milliard suppose un accroissement de 80 % des charges militaires, lesquelles représentent déjà 33 % du budget (1), et qu'un abaissement, même minime, du revenu des Indiens serait actuellement catastrophique. Par ailleurs, on ne voit pas comment quelques bombes du type Hiroshima pourraient avoir un effet « dissuasif » vis-à-vis de la Chine disposant bientôt d'armes thermo-nucléaires et de fusées balistiques.

« Sont-ce la folie ou la mort qui seront le sort de l'homme ou quelque chose de mieux, nul ne peut le dire. Mais il est certain que le chemin de la bombe atomique n'est pas celui de la paix ou de la liberté... » NEHRU, (éditorial du *National Herald*, le 2 juillet 1948).

Alors ?... Alors, l'Inde est confrontée là à un des problèmes les plus dramatiques de son histoire : — ou bien elle décide de fabriquer la bombe en suivant l'impulsion du fanatisme indou qui s'est réveillé avec la montée de certains partis et il lui faut alors consentir à une diminution du niveau de vie de ses classes laborieuses déjà exangues ; — ou bien, fidèle à sa doctrine du neutralisme, elle renonce à l'arme nucléaire, mais elle risque de voir le Pakistan ne pas rester inactif, un Pakistan dont l'attitude belliqueuse est encouragée par la Chine qui conteste, au Nord-Est, les frontières de l'Inde comme le grand pays musulman conteste celle du Nord-Ouest (Cachemire).

*
* *

Ces questions n'étaient donc pas à proprement parler du ressort de la Commission des Affaires économiques, mais — après avoir visité ce centre de Trombay et nous être entretenu avec ses dirigeants — nous ne pouvions cependant pas les passer sous silence.

Techniquement, l'Inde peut demain avoir « sa » bombe ; *économiquement*, cela risque de mettre en péril ses institutions démocratiques par la diminution du niveau de vie que son coût entraînera ; *politiquement*, enfin, sa position morale dans le monde n'en sortira pas renforcée. La décision ultime dépend donc moins d'elle que de Washington et de Moscou et de leur volonté de paix en Asie ; les récents événements ne permettent donc pas d'être très optimiste à cet égard et la gravité du problème demeure, puisqu'en formant son nouveau gouvernement, en mars 1967, Mme Indira Gandhi a conservé pour elle le portefeuille des Affaires atomiques...

*
* *

A Bombay, la délégation sénatoriale a également visité, le 20 janvier 1967, l'usine Tata-Merlin Gérin (qui fabrique du matériel électrique) et dont la direction est assurée conjointement par un Directeur général indien (M. Vazifdar) et un Directeur technique (M. Brunbuisson).

Au cours de cette visite, nous avons pu noter les renseignements suivants :

- superficie de l'usine et des ateliers (moulage du polyester, peinture, laboratoires) : 7 hectares ;
- prix d'achat du terrain (situé à environ 40 kilomètres de Bombay) : 5 roupies le yard carré (0,86 mètre carré) ;
- nombre de « techniciens » : 200 (dont 3 Français) ;
- nombre d'employés administratifs : 70 ; en outre, 12 policiers surveillent l'usine et ses abords ;
- participation financière de la Société Merlin-Gérin : 12,5 % ;

(1) Cf. page 53, note 1.

— le personnel est, à raison de 10 % seulement, issu des écoles techniques de Bombay ; les ouvriers sont surtout recrutés sur tests et, pour améliorer leur situation, ils suivent des cours du soir dans une proportion de 30 à 40 % ;

— origine des matières premières (acier, cuivre...) : Jamshedpur, Bihlaï. Les déchets sont de l'ordre de 10 % ;

— le syndicalisme est actif dans cette entreprise : il est « stratifié » selon trois catégories : ouvriers, cadres techniques, maîtrise.

*
* *

II. — JAIPUR

La capitale du Rajasthan (Etat qui fut créé en 1949, mais dont « l'intégration » définitive ne fut opérée qu'en février 1956) est, sur le plan touristique, *une des plus belles villes de l'Inde* et la visite de ses palais laisse au voyageur la sensation d'avoir connu l'Inde telle qu'il pouvait l'imaginer avant son départ. Paraphrasant un mot célèbre, Max Lerner ne déclarait-il pas : « J'ai vu Jaïpur et maintenant je puis mourir... ». Sir Hugh Casson, grand architecte britannique, la mettait sur le même plan que Pékin et Venise.

Construite en 1728 par Sawaï Jaï Singh II, la « cité rose » fut édifïée de façon très moderne pour l'époque, son damier composé de 9 « cases » étant entrecoupé de rues fort larges et la muraille qui l'entourait percée de 8 portes monumentales. Actuellement d'une superficie de 23 kilomètres carrés, elle compte plus de 400.000 habitants.

Palais des maharajahs, Palais des Vents (Hawa Mahal), Observatoire (Jantar Mantar), Musée, forteresse d'Amber (aux environs immédiats) ... « Là, tout n'est qu'ordre et beauté, luxe, calme et volupté ».

Donnons quelques précisions chiffrées sur l'Etat du Rajasthan (en notant que celles qui nous ont été communiquées se réfèrent généralement à l'année 1964) :

Population : 20,2 millions d'habitants (langues parlées : hindi, punjabi, rajasthani) répartis entre 32.500 villes et villages.

Superficie : 342.272 kilomètres carrés ; superficie cultivée : 14 millions d'hectares ; surface irriguée : 1.445.000 hectares.

Production de céréales : 5.441.000 tonnes (rendement moyen : 4 quintaux de blé à l'hectare).

Emploi d'engrais : 78.500 tonnes (dont 60.000 d'engrais azotés).

Coopératives créées : 902 supplémentaires, en 1963/1964, avec 83.117 membres.

Production d'électricité :

Total de la production : en 1950, 57,3 millions kWh ; en 1964, 587,7 millions de kWh.

Total de la consommation : en 1964, 381,4 millions de kWh.

Nombre de localités électrifiées : en 1950, 42 ; en 1964, 434.

Routes et communications :

Constructions nouvelles et aménagements routiers : 1.100 km.

Véhicules à moteur : 40.602.

Bureaux de postes : 2.654 (1958/1959).

Bureaux télégraphiques : 390 (1958/1959).

Education nationale :

Enfants scolarisés : en 1954/1955, 646.000 ; en 1962/1963, 1.897.000.
Maîtres et professeurs : en 1954/1955, 28.000 ; en 1962/1963, 67.000.

Industrie :

Nombre d'ouvriers : 58.000 dans les petites industries et 35.000 dans les grandes (1962/1963).

Nombre d'usines : 1.238 (1963/1964).

Production de sucre (1962/1963) : 18.000 tonnes.

Production de ciment (1962/1963) : 947.000 tonnes.

Production de balles de coton (1962/1963) : 3.377.000.

*

* *

III. — DELHI

Le séjour dans la capitale de l'Union indienne — qui constitue un « district fédéral » — devait être l'occasion, pour la délégation sénatoriale, d'une série d'entretiens — tant avec nos représentants qu'avec les autorités fédérales (1) — dont les enseignements essentiels sont consignés dans ce rapport. Mais les Sénateurs visitèrent également une usine de textiles et un « bloc » de développement communautaire.

La visite de « Swatantra Bharat Mills (27 janvier).

Cette Société, dont la direction est assurée conjointement par MM. Bahrat Ram et Lala Charat Ram, occupe depuis 1948 une place prééminente dans le domaine du textile. *Quelques chiffres* en donneront une idée : 41.032 « broches » (en '65) et 25.680 (en '48) ; 672 métiers automatiques Toyoda ; 86 métiers automatiques Draper.

Consommation journalière de 200 balles de coton de 182 kilogrammes (venu de Punjab).

Production journalière de « filés » : 28.000 kilogrammes ; production journalière de tissus : 95.500 mètres ; production journalière de serviettes : 12.000 mètres.

Valeur annuelle des exportations : 1 milliard d'anciens francs.

Part du salaire dans le prix du produit : 22 % ; part des matières premières : 55 %.

5.500 ouvriers y sont employés, ainsi que 100 techniciens de maîtrise et 250 employés administratifs.

M. K.-R. Viswanath, qui reçut la délégation à déjeuner, devait lui faire visiter l'usine, tout en lui fournissant le maximum d'explications sur le rôle et le fonctionnement de ses différents « départements » (manufacturing, engineering, research et development).

En général, les ouvriers du textile sont mieux payés que les autres (manœuvre : 91 RS par mois ; technicien de maîtrise : 340 RS au maximum) et ils bénéficient de primes annuelles et de la possibilité d'être logés dans des maisons construites par la Société (2.000 ouvriers logés — sur les 5.500 — ne paient que 16 RS de loyer par mois) ; ils ont à leur disposition des écoles (1.000 élèves), un centre de formation professionnelle, un dispensaire (l'employé malade conserve son plein traitement pendant 60 jours) et un centre culturel très actif.

En dehors du repos hebdomadaire, le travailleur a droit à 19 jours de vacances ; lorsqu'il quitte définitivement l'usine, il reçoit un « pécule » constitué à raison d'un prélèvement de 8 % sur les salaires et d'une cotisation patronale de 8 % également.

(1) Cf. p. 9 et 10, le programme de la mission.

En outre, un certain nombre de « committees » existent à l'intérieur de la Société, dont — obligatoirement — un « comité d'entreprise » paritaire qui se réunit une fois par mois.

Enfin, un comité du « family planning » accorde une prime à ceux qui acceptent de se soumettre à l'opération de la vasectomie (15 à 25 RS et congé avec traitement pendant l'hospitalisation).

*
* *

A Delhi, la délégation s'est également entretenue, le samedi 28 janvier dans la matinée, avec M. Bahrat Ram qui était encore, en 1965, président du Patronat indien, et qui a répondu à plusieurs questions :

— un secteur artisanal fort important continue d'exister en Inde, quelquefois même en « sous-traitance » de la grande industrie ; c'est une des « données » de la vie économique de ce pays et elle est d'autant plus importante que le sous-emploi permanent incite les responsables gouvernementaux à ne rien négliger pour éviter le chômage ;

— les sociétés à caractère familial pratiquent leur autofinancement et elles ont leurs actions cotées en bourse ;

— en Inde, les brevets d'invention sont également protégés ;

— lorsqu'une firme fait banqueroute, l'Etat — soucieux de maintenir le maximum d'emplois — la renfloue, mais sans la « nationaliser » ; la firme continue donc d'appartenir au secteur privé ;

— l'industrie textile, dont les origines sont assez anciennes, a besoin d'être modernisée, ce qui n'exclut pas une utilisation abondante de la main-d'œuvre ; par ailleurs, elle connaît des difficultés en ce qui concerne l'approvisionnement en coton (longues fibres) ;

— le secteur privé représente 85 % de l'activité industrielle ; le secteur public 15 %. M. Bahrat Ram nous a aimablement communiqué le tableau de l'importance relative des deux secteurs, entre les années 1950 et 1965 (en millions de dollars) :

	1950 — 1951			1965 — 1966		
	Secteurs.		Total.	Secteurs.		Total.
	Public.	Privé.		Public.	Privé.	
Métaux et produits de base ...	»	189	189	668	932	1.600
Matériel de transport	14	91	105	85	799	884
Machines	»	78	78	121	761	882
Equipement électrique	»	33	33	146	403	549
Produits chimiques	3	146	149	301	812	1.113
Mines et carburants	»	201	201	222	397	619
Minéraux non métalliques	6	134	140	222	722	944
Caoutchouc, étain	»	163	163	»	569	569
Papier et bois	»	62	62	9	290	299
Textiles	»	1.575	1.575	»	2.884	2.884
Produits alimentaires	»	550	550	»	1.788	1.788
Total	23	3.222	3.245	1.774	10.357	12.131

Le samedi 28 janvier, la délégation sénatoriale se rendait à une cinquantaine de kilomètres de Delhi, à Bahadurgarh, pour y visiter un « bloc » de développement communautaire.

C'était d'ailleurs pour elle une occasion de prendre contact avec une institution classique de l'Inde : le « *panchayat* » — sorte de conseil municipal élu par la population adulte du village et dont les décisions doivent être prises à la majorité (alors que, dans le « *panchayat* » traditionnel d'autrefois, elles devaient l'être à l'unanimité).

Au sein du « conseil » qui reçut les sénateurs, cohabitaient les « officiers », représentants du Ministère de l'Agriculture, et les personnes élues ; les sénateurs furent emmenés dans un village où leur furent montrés les terres (champs de canne à sucre, de blé mexicain...), les puits (l'un à système ancien avec « godets » et traction animale, l'autre fonctionnant avec un moteur de tracteur), les bâtiments d'une ferme et une petite sucrerie artisanale...

Le « bloc » (dans lequel était compris ce village) comportait quarante-huit bourgades, d'une population totale d'environ 100.000 habitants et d'une superficie de 60.000 acres. A propos des puits, il fut affirmé que la construction du premier revenait à 2.000 Rs environ, alors que le second n'en avait coûté que 1.000 mais ne permettait de « tirer » qu'une eau plus mélangée (il faut compter 6.000 Rs pour un puits alimenté par un moteur Diesel).

Les dirigeants [parmi lesquels on notait la présence d'un « volontaire de la paix » américain (1)] insistèrent sur l'amélioration très nette apportée aux cultures par l'irrigation (expérience opérée sur dix-huit hectares de champs de canne à sucre d'origine indienne) qui permet d'opérer jusqu'à trois récoltes par an.

Au cours de la conversation, de nouvelles précisions furent apportées sur l'expérience du « développement communautaire » :

— généralement, le « block development officer » est assisté de fonctionnaires spécialisés dans les domaines de l'élevage, de l'hydraulique, des coopératives (et quelquefois de la pêche) ;

— il existe environ 200.000 « panchayats » dans toute l'Inde, soit un « conseil » élu pour deux ou trois villages de mille à mille cinq cents habitants ;

— au-dessus du « bloc » existe le « district » (ou secteur) ; on estime actuellement que, peu à peu, le « quadrillage » du « Package programme » devra recouvrir tout le pays. Or l'expérience — si elle a permis une certaine augmentation de la production agricole (les surfaces cultivées ont augmenté de 20 % en quinze ans), est loin d'être concluante ; d'une part, en effet, l'infrastructure technique n'est pas totalement utilisée et, d'autre part, ce sont les élus des panchayats qui décident de la stratégie à suivre, les fonctionnaires étant surtout des exécutants ;

— 4.800 « blocs » (sur 5.200 existants) ont des dispensaires et s'efforcent de faire connaître les méthodes de « family planning » dans ce milieu rural assez réticent ;

— la surface moyenne des propriétés est de trente acres dans les régions sèches et dix acres dans les contrées humides ;

— il existe une centaine de « centres » formant les moniteurs de villages (les V. L. W.) qui y accomplissent des études de deux à trois ans, étant — au départ — du niveau de notre « première ». Certains poursuivent des études à l'Université, d'autres (du niveau de la licence) dans vingt-quatre centres de « blocs » pour devenir « officiers ». Pendant leur formation, ces techniciens perçoivent une rémunération de 75 Rs par mois ; cette formation est constitutionnellement du ressort des Etats, mais elle est harmonisée au niveau fédéral.

(1) Ils sont actuellement 1.200 dans toute l'Inde et constituent un remarquable facteur d'évolution économique.

IV. — CHANDIGARH

Pour se rendre dans la nouvelle capitale des Etats du Punjab et de l'Haryana, le *lundi 30 janvier 1967*, la délégation a dû parcourir 250 kilomètres en automobile à partir de Delhi. Elle visita également, le lendemain (31 janvier), les barrages de Bhakra et de Nangal sur lesquels nous donnerons quelques précisions.

Accueillie à l' « Oberoi Hotel » par les représentants officiels du Tourisme, la délégation participa ensuite à un déjeuner offert par la Chief Commissioner de Chandigarh, déjeuner auquel prenait part le Président du Conseil législatif du Punjab.

Au cours de la *visite de la ville*, les sénateurs furent successivement reçus au Parlement, au Palais de Justice et au Secrétariat général du Gouvernement (1). Dans ce dernier immeuble, ils eurent un entretien avec les hauts fonctionnaires des gouvernements du Punjab et de l'Haryana.

A la question de savoir « *pourquoi Chandigarh avait-elle été choisie comme capitale ?* » on répondit qu'en 1947, le Punjab était encore rattaché à Lahore, ville appartenant désormais au Pakistan ; le choix fut opéré par le Gouvernement fédéral et celui de l'Etat, en plein accord avec le célèbre architecte Le Corbusier — et cette ville moderne, aux lignes très belles, où les masses de béton brut alternent avec des plans d'eau, est considérée par les Indiens comme « un pont entre l'Inde et la France » (ce furent les paroles du Secrétaire général du Parlement en remettant la clé de celui-ci à M. le Président Bertaud en témoignage de sympathie).

Commencée en 1951, Chandigarh, dont la superficie totale est de 9.000 acres (3.600 hectares) est divisée en 30 *quartiers rectangulaires*, réunis par un réseau de voies de communication à grand trafic, et comportant des centres commerciaux, des écoles, des hôpitaux, des piscines et des terrains de sport ; les constructions s'efforcent de n'être point « tournées » vers le trafic routier et, au fur et à mesure de l'extension de la ville, les plantations d'arbres sont développées, certains « secteurs » étant même devenus de véritables parcs.

Depuis 1952 jusqu'à la fin du II^e Plan (1961), 230 millions de roupies furent investis dans la création de Chandigarh et 85 millions encore durant le III^e Plan. La population actuelle, qui est d'environ 100.000 personnes, dispose de 20.000 appartements dont plus de la moitié ont été vendus à des particuliers, le reste servant de logement aux employés du Gouvernement local (c'est d'ailleurs une remarque générale que la délégation a pu faire en Inde : presque tous les fonctionnaires sont logés).

Cette « symphonie de pierres » — comme la désignaient très souvent nos hôtes (et elle est parfois fort réussie) — est un modèle pour les architectes actuels lorsqu'ils sont appelés à construire de nouvelles cités. C'est ainsi que, dans l'Etat de Madras sera posée, en février 1968, la première pierre d'*Auroville* (2) dont la construction et les aménagements seront dus, pour une très large part, à des architectes et à des techniciens français auxquels des Indiens, et peut-être même des Soviétiques, apporteront leur concours.

*
* *

(1) Ce qui correspondrait chez nous à l'Hôtel Matignon.

(2) Ainsi nommée parce qu'elle doit être le centre d'une véritable communauté industrielle, commerciale et agricole où, suivant la pensée du philosophe hindou *Aurobindo*, le temps disponible sera consacré à l'étude et à la méditation.

Brèves notations sur le Punjab et l'Haryana.

La superficie de ces deux Etats (formés par division du premier d'entre eux, le 17 septembre 1966, mais ayant conservé la même capitale) est de 124.000 kilomètres carrés, leur population de 20.298.000 âmes. La ville la plus importante est *Amritsar* (1), capitale religieuse des Sikhs (375.000 habitants). Le Punjab est essentiellement un Etat agricole (blé, légumes, fruits, riz, maïs, pommes de terre ...) comme son voisin l'Haryana, dont 30 % des terres sont irriguées (on veut atteindre le pourcentage de 50 % dans les prochaines années), mais pas encore assez amendés (7 à 8 kg d'engrais par acre seulement). Ces deux Etats sont exportateurs de céréales (du riz surtout), mais si le premier n'est guère industrialisé, le second a commencé de l'être (usines d'engrais, d'insecticides; création d'une zone industrielle aux abords de Delhi), puisque le pourcentage de sa population active dans l'industrie est déjà de 17,3 %.

Bhakra-Nangal.

L'ensemble de l'aménagement de la vallée de la Sutlej fut visité par les sénateurs le 31 janvier; le fleuve, qui a creusé dans cette région une gorge profonde à travers les monts Shivalik, est arrêté à Bhakra par un barrage haut de 225 mètres qui fut longtemps le plus haut du monde (2) et qui a donné naissance à un lac de retenue de 170 kilomètres carrés (le Gobindsagar). Décidé dès 1947, les travaux — qui nécessitèrent l'évacuation de 300.000 personnes — continuèrent jusqu'en 1963, car — à 13 km en aval — une digue de détournement des eaux a été également construite à Nangal; deux centrales électriques sont placées le long du canal Nangal-Hydel et 4.800 km de canaux de distribution des eaux d'irrigation ont été creusés, éveillant ainsi à la vie agricole une immense région, à la fois dans le Punjab et le Rajasthan.

Caractéristiques essentielles.

1. Barrage de Bhakra. — Hauteur: 225,5 mètres; longueur au sommet: 518 mètres; largeur à la base: 402 mètres; cubage du ciment utilisé: 812.000 mètres cubes; cubage de l'acier utilisé: 100.000 mètres cubes; groupement électrique gauche: 5 turbines de 90.000 kW; groupement électrique droite: 5 turbines de 120.000 kW.

Coût du barrage lui-même: 600 millions de roupies; des groupes hydro-électriques: 210 millions de roupies.

2. — Digue de Nangal-Dam. — Hauteur: 29 mètres; longueur: 305 mètres.

3. — Tunnel Nangal-Hydel. — Longueur: 65 kilomètres; capacité: 354 mètres cubes par seconde.

4. — Centrales électriques (Ganguwal et Kotla). — Chacune d'elles a une puissance installée de 77.000 kW.

On estime que 6 millions d'acres (2 millions d'hectares) ont été ainsi irrigués et que l'accroissement de valeur de la production est de l'ordre de 1 milliard de roupies:

— sucre de canne.....	1.500.000 tonnes.
— oléagineux	36.000 tonnes.
— céréales	850.000 tonnes.
— villes électrifiées.....	128
— villages	7.358

*

* *

(1) Son « temple d'or » est un lieu sacré qui fut fondé par trois grands « gourous » sikhs; il renferme le « Granth », le « livre » religieux par excellence des Sikhs.

(2) Il a été dépassé, depuis, par les barrages de Dixence (Suisse): 278 m; Vaiont (Italie): 261 m; Mauvoisint (Suisse): 237 m — et il a la même hauteur que celui d'Oroville (U. S. A.) et 4,25 m de plus que le Boulderdam aux Etats-Unis.

V. — CALCUTTA

Dans cette ville, qui fut, jusqu'en 1931, la capitale des Indes britanniques, la délégation sénatoriale séjourna les 2 et 3 février, et c'est de là qu'elle put gagner Jamshedpur, la ville de l'acier, pour une visite très complète des installations de la « Tata Steel and Iron Company ».

Calcutta est aujourd'hui, avec ses 5 millions d'habitants, la plus grande ville de l'Inde — son second port (et le deuxième également du Commonwealth) — la capitale du Bengale occidental, enfin ; c'est aussi le premier centre mondial de l'industrie du jute.

Donnons tout d'abord, comme nous l'avons fait à propos de Bombay, une série d'indications statistiques sur la circonscription du Consulat général de France à Calcutta, formée par les quatre Etats du West Bengal, de l'Assam, du Bihar et de l'Orissa.

1. — Superficie et population des Etats de la circonscription :

	SUPERFICIE	POPULATION
West Bengal (1)	87.617 km ²	35.250.000 habitants.
Assam	220.389 km ²	12.210.000 habitants.
Bihar	174.038 km ²	46.450.000 habitants.
Orissa	155.825 km ²	17.550.000 habitants.

2. — Principales villes et centres industriels (1961) :

Calcutta (sans les faubourgs)	2.926.000 habitants.
Howrah	514.000 habitants.
Patna	364.000 habitants.
Jamshedpur	332.000 habitants.
Dhanbad	200.000 habitants.
Ranchi	140.000 habitants.
Cuttack	146.000 habitants.
Shillong	102.000 habitants.
Gauhati	100.000 habitants.

Port de Calcutta (trafic 1964-1965). — Importations : 6 millions de tonnes ; exportations : 5 millions de tonnes.

3. — Ressources naturelles (1964-1965) :

	RESERVES (Millions de tonnes.)	PRODUCTION (Milliers de tonnes.)
Charbon	121.000	64.400
Minerai de fer	22.000	15.100
	(dont 7.200 exploitables).	
Manganèse	112	1.420

Des gisements de pétrole d'importance moyenne sont situés dans le Nord de l'Assam et la production de ces puits a atteint 1.700.000 tonnes en 1965.

4. — Electricité :

Les puissances installées à la fin du 3^e Plan étaient de :

West-Bengal	2.003 M.W.
Bihar	654 M.W.
Orissa	470 M.W.
Assam	301 M.W.

(1) Il ne faut jamais oublier que cet Etat eut à faire face, au lendemain de la « partition » de 1947, à l'afflux de 4,5 millions de réfugiés ; actuellement, sur 35 millions d'habitants du West-Bengal, 7 millions sont de religion musulmane.

Une grande centrale thermique dont la puissance sera de 1.000 M.W. (la plus grande d'Asie) est en cours d'installation à Santaldih (West-Bengal); la première phase comprendra 4 unités de 120 M.W. chacune.

Les autres grandes centrales sont :

	PUISSANCE actuelle (M.W.)	EXTENSION (M.W.)
Durgapur (West-Bengal).....	210	225
Durgapur (D. V. C.).....	150	140
Bandel (West-Bengal).....	300	—
Patratu (Bihar).....	50	400
Nahorkativa (Assam) (gaz naturel).....	70	50
Talcher (Orissa).....	250	—

5. — *Transports :*

— Un réseau routier dense et de bonne qualité existe dans le West-Bengal et la zone industrielle du Bihar. Il est très peu développé en Assam et en Orissa;

— Les liaisons ferroviaires entre Calcutta et les centres industriels du Bihar et du West-Bengal sont satisfaisantes et les chemins de fer indiens ont entrepris depuis 1956 de grands travaux d'électrification en courant alternatif 25 KV sur la ligne Calcutta—New-Delhi;

— La S. N. C. F. a apporté son assistance technique pour la réalisation des travaux d'électrification et plusieurs circuits de signalisation ont été fournis et installés par un groupe de firmes françaises (Saxby, Jeumont, Mors, Astèr);

— Du fait de la topographie particulière du West-Bengal, situé dans le delta du Gange et donc sillonné de nombreux cours d'eau, les transports aériens revêtent une importance économique déterminante;

— Calcutta est le second port de l'Inde après avoir été le premier jusqu'en 1962. Il assure la totalité des exportations de thé, de jute, de mica, de charbon et de fonte. Il reçoit des produits alimentaires, matières premières et produits manufacturés. Mais, situé sur la rivière Hooghly, à 200 kilomètres de la mer, ce port nécessite des travaux d'entretien et de dragage constants et coûteux.

6. — *Capacité de production des aciéries indiennes.*

	1960-1961 (Millions de tonnes.)	1965-1966 (Millions de tonnes.)
Secteur privé :		
— Tata Iron and Steel Co.....	2	2
— Indian Iron and Steel Co. (Martin Burn).....	1	1
Secteur public :		
— Aciérie de Rourkela.....	1	1
— Aciérie de Durgapur.....	1	1

La quatrième grande aciérie du secteur public doit être construite à Bokaro, avec l'assistance de l'U. R. S. S.

De nouveaux développements sont prévus grâce à la création d'usines de production d'aciers spéciaux et d'aciers inoxydables; la plus importante réalisation dans ce domaine est l'aciérie, d'une capacité de 60.000 tonnes, qui est en cours d'installation à Durgapur par un consortium de constructeurs japonais.

7. — *Industrie chimique.*

Les usines d'engrais accompagnent en général soit les mines de charbon, soit les aciéries, soit les raffineries de pétrole; du fait de la présence de ces trois types d'activités dans l'Est indien, les usines d'engrais les plus importantes s'y trouvent implantées.

On peut citer notamment l'usine de Sindri (Bihar), d'une capacité de 117.000 tonnes d'engrais azotés, et celle de Rourkela (Orissa) : 120.000 tonnes. D'autres usines sont en cours de construction comme celles de Namrup (Assam) : 45.000 tonnes, et de Durgapur (West-Bengal) : 135.000 tonnes.

8. — *Industrie textile.*

Ce bref panorama ne serait pas complet si l'on ne mentionnait pas l'industrie qui s'est implanté la première dans le Bengale de l'Ouest et qui a contribué pour beaucoup à la formation de sa richesse : celle du jute.

Il existe dans la région de Calcutta une centaine d'usines de traitement et de transformation de jute, équipées de 1.300.000 broches et de 65.000 métiers à tisser. Elles emploient au total plus de 200.000 ouvriers et la production de toile de jute est passée de 836.000 tonnes en 1950 à 1.390.000 tonnes en 1965. La même année, les exportations se sont élevées au chiffre record de 1 million de tonnes, pour une valeur de 184 milliards d'anciens francs.

9. — *Participation française au développement industriel.*

La présence française dans l'Est de l'Inde a toujours été assez discrète. Cependant si elle est loin d'approcher en importance celle des Etats-Unis, de l'U. R. S. S., du Japon et d'autres pays européens, il n'en demeure pas moins que plusieurs firmes françaises commencent à s'intéresser à cette région.

a) *Sociétés d'engineering :*

- Sofremines India (filiale de Sofremines) : études du développement de mines de charbon, métalliques ou autres ;
- Krebs India (filiale de Krebs-Paris) : engineering chimique ;
- Thapar-Intrafor : engineering minier ;
- Seri-Renault engineering.

b) *Accords de collaboration :*

- Alsthom avec Chittaranjan Locomotive Works (fabrication de locomotives électriques) ;
- Wean-Damiron avec Kalinga Otto : pour le traitement des tôles, tubes, barres ;
- Tractel-Tirfor-India : fabrication de matériel de levage ;
- Rexor India avec Rexor-France : fabrication de fils métalliques ;
- Lebon Industrie avec General Cables Limited : installation d'une câblerie.

Les handicaps que doivent surmonter les industriels français pour s'implanter en Inde sont certainement plus importants que ceux que rencontrent leurs concurrents : langue, dépaysement, absence d'accords de protection des investissements. Cependant, en dépit des difficultés que connaît ce pays, il n'en demeure pas moins un marché potentiel énorme pour la France.

*
* *

Située à 250 km de Calcutta, **Jamshedpur** est à portée immédiate des riches gisements de fer et de charbon de l'Etat du Bihar. Le « groupe Tata » de Jamshedpur comporte : la « Tata Iron and Steel Cy », née en août 1907, la « Tata Engineering and Locomotive Cy » (Telco), créée en 1945, et l'« Indian Tube Cy » (1953). Accueillis au Guest House de la Compagnie, les Sénateurs purent, tout d'abord, recueillir un certain nombre de *précisions chiffrées* :

— dans les aciéries travaillent 26.000 ouvriers, soit un personnel total de 38.000 employés si l'on ajoute les techniciens, les « administratifs » et les services sociaux ;

— la fabrication des locomotives emploie 14.000 ouvriers; ce matériel est uniquement destiné aux chemins de fer indiens; en 1953, la « Telco » atteignait son « rythme de croisière » avec 50 locomotives par an. Un accord entre la Telco et la Société Daimler, en 1954, portait sur la production de 3.000 véhicules commerciaux, passée à 18.000 en 1965 et à 24.000 en 1967-1968.

— production d'acier : 3.000 tonnes en 1911, 1 million de tonnes en 1956, 2 millions de tonnes en 1964-1965;

— production de minerai de fer : 3,4 millions de tonnes en 1965 (existence de réserves pour 100 ans);

— cuivre utilisé : 1964, 55.710 tonnes; 1965 : 33.375 tonnes; 1966 (4^e mois) : 20.870 tonnes.

— l'usine a une superficie de 400 acres (170 hectares) et la cité ouvrière de 800 acres;

— l'ensemble de la population de Jamshedpur (cité Tata et faubourgs) comprend 335.000 habitants (cette population a progressé de 50 % au cours des 10 dernières années) (1); 47 % des habitants de Jamshedpur sont concernés par l'industrie métallurgique.

— les salaires : (— apprenti (16 à 21 ans) : de 70 à 90 Rs. par mois;
(indications — ouvrier : de 200 à 700 Rs. par mois;
reçues). — contremaître : 600 à 1.500 Rs. par mois.

— logements « sociaux » : l'ouvrier paie de 18 à 25 Rs. par mois; le contremaître de 35 à 45 Rs. par mois; l'ingénieur de 50 à 70 Rs. par mois (eau gratuite, électricité en supplément);

— nombre d'écoles : 267; de collèges : 6; d'écoliers : 72.260.

— hôpital de la cité : les soins y sont gratuits; propagande en faveur du « family planning » (dans les 6 derniers mois de 1966, 10 % des hommes se sont faits stériliser et 700 « loops » ont été posés). Le coût global des services sociaux de Jamshedpur est de 225 millions de Rs.

A cet égard — comme sur bien d'autres plans, d'ailleurs — cette ville apparaît comme une « cité modèle », dont on peut critiquer peut-être « l'inspiration », mais dont les réalisations sont indéniables.

*
* *

VI. — MADRAS

Quatrième ville de l'Inde (avec 1.833.000 habitants), Madras, capitale de l'Etat du même nom (peuplé essentiellement de Dravidiens dont la tendance politique est d'ailleurs autonomiste : le D.M.K. — Dravida Munnetra Kazhagam) a conservé de nombreux vestiges de sa splendeur passée. C'est une ville agréable (sa superficie est de 130 kilomètres carrés) et qui est d'autant plus appréciée des touristes qu'en dehors de ses propres monuments (temples de Mylapore, Fort Saint-Georges, cathédrale Old San Thomé...), elle est située à proximité de deux ensembles architecturaux uniques dans l'histoire de l'art hindou : *Kanchipuram*, ancienne capitale de la dynastie des Pallavas, et *Mahabalipuram*.

*
* *

(1) Taux de natalité (1964-1965) : 22,1 ‰; de mortalité : 3,7 ‰.

Le port de Madras.

Il fut visité le lundi 6 février, dans la matinée, par la délégation sénatoriale — accompagnée du Consul général de France et de l'Attaché commercial.

Des maquettes représentant le port en 1876, 1900, 1920 et 1945 furent tout d'abord présentées aux Sénateurs. Agrandi de nouveau en 1964 (il comporte maintenant 18 cales), Madras est surtout un port charbonnier, mais on prévoit son extension en vue de la pêche, du transport du mazout, du minerai de fer et des engrais. Cette extension coûterait 280 millions de francs. La difficulté essentielle réside dans le manque de « tirant d'eau », car — à la différence de Pondichéry — les bateaux doivent rester ici à 2 ou 3 kilomètres au large. Cet agrandissement serait opéré avec la collaboration française de la « Société des Dragages ».

Les Sénateurs visitèrent les ateliers mécaniques (dont la finition devait avoir lieu en mai 1967), l'emplacement de la future jetée (utilisation de la technique du béton précontraint), une grande partie des cales...

Ils eurent enfin un entretien avec le *Président du « Madras Port Trust »*, qui leur précisa que :

- le trafic général du port a été de 5,8 millions de tonnes en 1966 ;
- les importations (environ 3,8 millions de tonnes) sont essentiellement constituées par des engrais, des machines et des produits alimentaires (en rade, nous avons vu un « céréalier » américain apportant 65.000 tonnes de blé) ;
- les exportations (environ 2 millions de tonnes) sont composées de charbon, textiles, tabac, peaux et mica ;
- graines alimentaires importées (1964-1965) : riz et paddy, 28.293 tonnes ; blé, 696.411 tonnes ; divers : 25.713 tonnes ;
- le trafic charbonnier est passé de 457.871 tonnes (en 1962-1963) à 531.056 tonnes (en 1963-1964) ;
- celui des passagers a atteint, en 1964-1965, 94.181 unités (30.071 embarquements et 64.110 débarquements) ;
- celui des bateaux, enfin, qui était de 1.289 unités en 1963-1964, est passé à 1.343 unités, en 1964-1965 ;
- le port, organisme autonome, est administré par un Conseil de 20 membres comprenant le Directeur (nommé par le Gouvernement fédéral), 2 représentants du Ministère des Transports, 11 membres de la Chambre de Commerce... ;
- le nombre des employés du « Madras Port Trust » est de 10.000, celui des dockers de 2.250.

ANNEXE VI

LES ÉLECTIONS INDIENNES

PARTIS	1952		1957			1962		
	Nombre de voix obtenues.	Pourcentage des voix obtenues.	Nombre de voix obtenues.	Pourcentage des voix obtenues.	Nombre de sièges.	Nombre de voix obtenues.	Pourcentage des voix obtenues.	Nombre de sièges.
Congrès	47.665.875	45	57.579.593	47,78	371	51.512.243	45,02	356
Socialiste Praja	17.373.337	16,4	12.542.666	10,41	19	7.829.997	6,84	12
Communiste	5.299.095	5	10.754.075	8,92	27	11.399.268	9,96	29
Jan Sangh	3.246.288	3,1	7.149.824	5,93	4	7.363.772	6,44	14
Socialiste			2.500.000	2	7	2.812.795	2,49	6
Swatantra						7.784.495	6,80	22
Hindu Mahasabha ..	1.003.034	0,95	1.043.094	0,87	2	502.115	0,44	1
Rama Rajya Parishad	2.151.603	2,03	428.183	0,35		629.823	0,55	2
Républicain	2.501.964	2,35	2.430.324	2,02	7	1.059.886	0,92	3
Jharkhand			899.835	0,75	7	499.950	0,43	3
Ligue musulmane ..			396.140	0,33	1	419.761	0,37	2
Dravida Munetra Kาจagam			744.128	0,62	2	2.315.610	2,01	7
Akhali Dal						829.129	0,72	3
Forward Bloc	911.096	0,85	1.006.351	0,83	3	431.007	0,38	2
Autres	25.792.203	24,32	23.039.702	19,12	44	19.035.696	16,63	27
Total	105.944.495	100	120.513.915	100	493	114.425.547	100	489

Les élections de février 1967.

Etats.	CHAMBRE DU PEUPLE (LOK SABHA)										ASSEMBLÉES LEGISLATIVES DES ÉTATS											
	Sièges.	Congrès.	Swatantra.	Jan Sangh.	D. M. K.	C. P. I.	C. P. I. M.	S. S. P.	P. S. P.	Indép ^{ns} .	Divers.	Sièges.	Congrès.	Swatantra.	Jan Sangh.	D. M. K.	C. P. I.	C. P. I. M.	S. S. P.	P. S. P.	Indép ^{ns} .	Divers.
Andhra Pradesh	41	35	3			1				2		287	165	29	3		10	9	1		68	2
Assam	14	9							2			126	73	2		7		4	5		24	9
Bihar	53	34		1		5		7	1			318	128	4	26		24	4	67	18	46	1
Gujérat	24	11	10						3			168	92	64	1					3	7	
Haryana	9	7		1					1			81	48	3	12						16	2
Jammu-Kashmir	6	2							3	1		75	50		3						2	5
Kerala	19	1				3	9	3	1	2		133	9			19	52	19			15	19
Madhya Pradesh	37	24	1	10					1	2		296	167	7	78		1	10	9	24		
Madras	39	3	6		25		4		1			234	49	20		138	2	11	2	4	7	
Maharashtra	45	37				2		2	1	2		270	202				10	1	4	8	16	34
Mysore	27	18	5					1	2	1		216	126	16	4		2	6	20	40	2	
Nagaland	1									1		46										
Orissa	20	6	8					1	4	1		140	30	49			7	1	2	21	29	
Punjab	13	9		1						3		104	48		9		5	3	1		9	29
Rajasthan	23	10	8	3						2		184	89	49	22		1		8		15	
Uttar Pradesh	85	47	1	12		5	1	8	2	8	1	425	198	12	97		14	1	44	11	37	9
West Bengal	40	14				5	5	1	1	12	2	280	127	1	1		16	43	7	7	65	13

Composition de l'actuel gouvernement.

Premier ministre : Mme Indira GANDHI.

Vice-premier ministre et ministre des finances : M. MO-
RADJI DESAI.

Intérieur : M. YESHWANTRAO CHAVAN.

Défense nationale : M. SWARAN SINGH.

Agriculture et ravitaillement : M. JAGJIVAN RAM.

Affaires étrangères : M. MOHAMMED ALI CURRIM
CHAGLA.

*Planification, pétroles, produits chimiques et affaires
sociales* : M. ASOKE MEHTA.

Sans portefeuille : M. SATYA-NARAIN SINHA.

Développement industriel : M. FAKRUDDIN ALI AHED.

Commerce : M. DINESH SINGH.

Chemins de fer : M. C.M. POONACHA.

Education nationale : M. TRIGUNA SEN.

Justice : M. GOVINDA MENON.

Tourisme et aviation civile : M. D.R. KARAN SINGH.

Transports et marine marchande : M. D.R. RAO.

Information et radiodiffusion : M. K. SHAH.

Travail et reconstruction : M. KAISUKHLAL AL HATHI.

Affaires parlementaires et communications : M. D.R.
RAMSUBAGH SINGH.

Acier, mines et métallurgie : M. CHENNA REDDY.

Ministre sans portefeuille : M. SATYA NARAIN SINHA.

*Le gouvernement compte en outre quatorze ministres
d'Etat et quinze ministres adjoints.*

ANNEXE VII

VII. — DONNÉES CHIFFRÉES CONCERNANT L'ÉCONOMIE INDIENNE

	1950-1951	1960-1961	1964-1965	1965-1966	1970-1971 (objectifs).
<i>Production agricole.</i>					
Céréales et légumineuses (en millions de tonnes)	54,9	82	89	72,3	120
Oléagineux (en millions de tonnes)	5,1	7	8,3	6,1	10,7
Sucre (mélasse) (en millions de tonnes) ..	6,9	11,2	12,3	12,1	13,5
Coton (millions de balles)	2,6	5,3	5,4	4,7	8,6
Jute (millions de balles)	3,5	4,1	6	4,5	9
Thé (milliers de tonnes)	273	321	n. c.	376	n. c.
<i>Facteurs de la production agricole.</i>					
Engrais (milliers de tonnes de P ₂ O ₅)	7	70	149	150	1.000
Engrais (milliers de tonnes de N.)	56	210	555	600	2.000
Electricité (millions de kWh)	203	832	1.400	1.730	n. c.
Puits abyssiniens (unités)	3.500	17.700	28.900	32.400	n. c.
Villages électrifiés	3.687	24.209	>	52.300	110.000
Pompes électriques	—	160.000	400.000	480.000	1.180.000
<i>Energie et minerais.</i>					
Energie électrique (puissance installée) (millions de kW)	2,3	5,6	8,6	10,2	20
Electricité produite (millions de kWh)	6.575	24.209	29.280	36.400	80.000
Charbon (millions de tonnes)	32,8	55,7	64,4	70	108
Minerai de fer (millions de tonnes)	3	11	15,1	23	54
Extraction du pétrole (millions de tonnes) ..	—	1	>	5	9,5
<i>Production des industries métallurgiques.</i>					
Acier fini (millions de tonnes)	1,04	2,3	4,43	4,6	8,8
Fonte (disponible à la vente) (millions de tonnes)	0,36	1,1	1	1,2	3
Cuivre (métal vierge) (milliers de tonnes) ..	7,1	8,9	9,4	9,8	37,5
Aluminium (métal vierge) (milliers de tonnes) ..	4	18,3	54,1	65	330

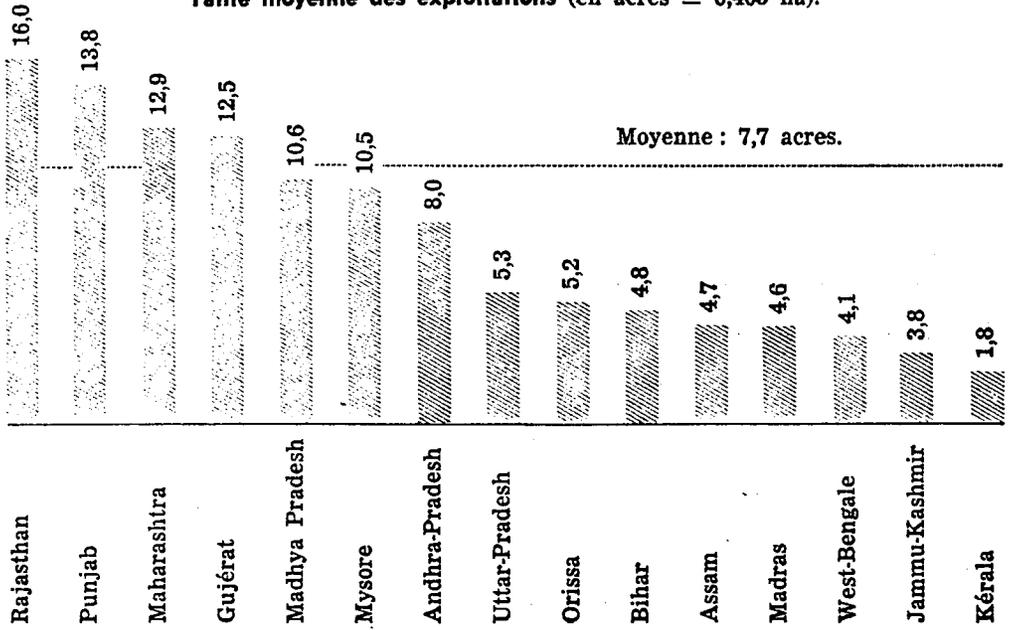
	1950-1951	1960-1961	1964-1965	1965-1966	1970-1971 (objectifs).
<i>Production des industries mécaniques et électriques.</i>					
Machines-outils (en millions de roupies) ..	3	70	200	230	1.050
Moteurs Diesel (en millions d'unités)	5,5	43,2	74,1	85	200
Tracteurs agricoles (en milliers d'unités) ..	—	—	3,2	5,6	35
Nombre de locomotives construites	7	272	266	276	417
<i>Autres industries.</i>					
Machines à coudre (en milliers d'unités) ..	33	303	330	450	900
Bicyclettes (en milliers d'unités)	99	1.071	1.442	1.700	3.500
Automobiles (en milliers d'unités)	16,5	55,0	70,8	68,5	170,0
Cotonnades industrielles (en millions de mètres)	3.401	4.649	4.676	4.434	5.482
Sucre (en milliers de tonnes)	1.134	3.029	3.260	3.550	4.500
Ciment (en millions de tonnes)	2,73	7,97	9,79	10,8	20
Papier journal (en milliers de tonnes)	»	23,3	29,2	30	150
<i>Transports.</i>					
Chemins de fer :					
— passagers-kilomètres (en milliards) ..	66,5	77,7	93,5	96	119
— marchandises transportées (en millions de tonnes)	93	156	194	205	308
Routes goudronnées (en milliers de kilomètres)	156	235	275	284	334
Flotte commerciale (en milliers de tonneaux)	390	860	1.400	1.540	3.000
Parc de véhicules commerciaux (en milliers d'unités)	116,3	224	303	320	525
Trafic portuaire (en millions de tonnes) ..	19,3	38,8	48,4	50,2	82,5
<i>Communications.</i>					
Bureaux de postes (en milliers)	36	77	97	98	110
Nombre de téléphones (en milliers)	168	463	766	873	1.523

Le revenu national à prix 1960-1961 (en millions de roupies ; 1 R = 0,66 F).

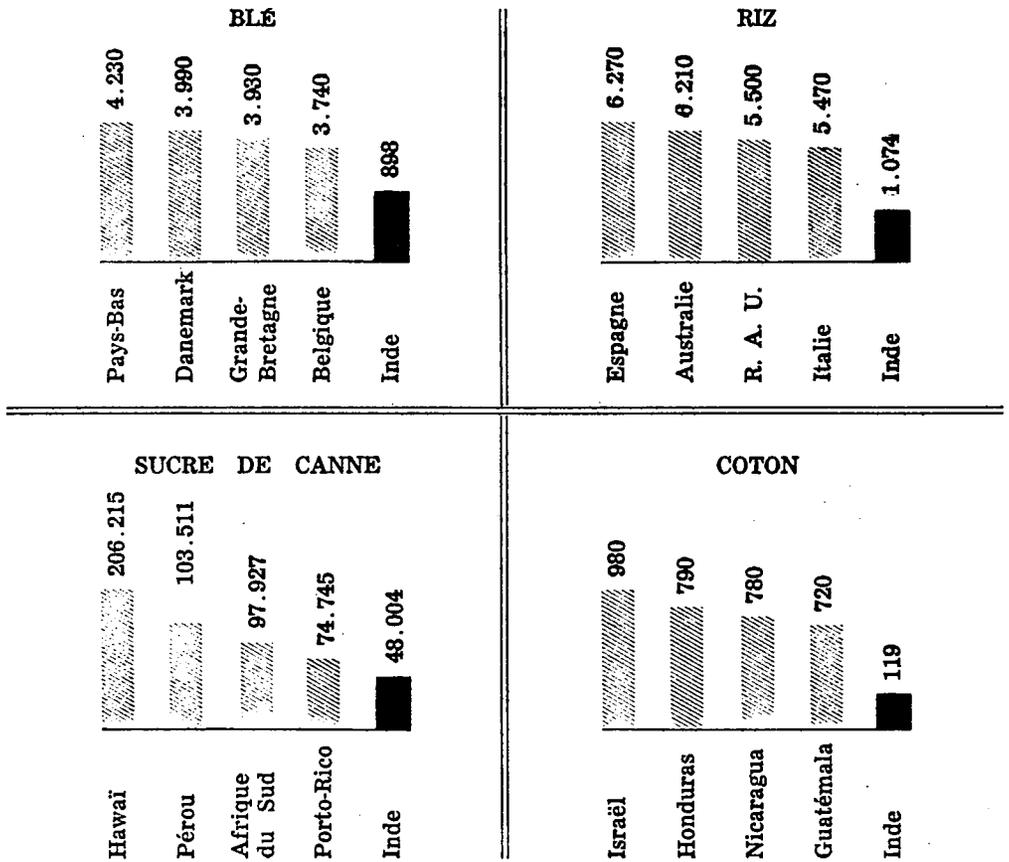
S E C T E U R	1950-1951	1960-1961	1961-1962	1962-1963	1963-1964	1964-1965	1965-1966
Agriculture	»	68.900	69.000	67.600	69.700	74.700	63.900
Mines, industries.....	»	26.000	27.200	28.300	30.100	31.900	33.400
Commerce, transports, communications.....	»	23.400	24.200	25.100	26.400	28.900	29.100
Autres services.....	»	23.600	25.200	27.200	29.300	32.000	34.100
Produit intérieur net aux coûts des facteurs..	»	141.900	145.600	148.200	155.500	167.400	160.500
Produit national net.....	98.500	141.400	144.900	147.400	154.600	166.300	159.300
Taux de croissance.....	»	»	2,5 %	1,7 %	4,9 %	7,6 %	4,2 %
Revenu par tête (en roupies).....	275	326	326	323	331	348	325

L'INDE AGRICOLE

Taille moyenne des exploitations (en acres = 0,405 ha).



Rendements en Inde et quelques autres pays (en kilogrammes par hectare).



ANNEXE VIII

L'INDE A TRAVERS LES CHIFFRES

Au cours de ses entretiens et des visites qu'elle a effectuées, la délégation a pu recueillir les indications supplémentaires suivantes :

Prix de vente à la propriété :

- blé : 1 roupie le kg (1 R = 0,66 F) ;
- coton : 120 roupies pour 40 kg (en moyenne).

En usine, une « balle » de 360 kg coûte 120 roupies (à Dehli).

Quantités produites à l'hectare (moyennes) :

1. — Terres non irriguées : blé, 5 à 7 quintaux ; coton, 4 à 6 quintaux ; riz, 6 à 7 quintaux ; sucre de canne, 400 quintaux.
2. — Terres irriguées : blé, 15 à 25 quintaux ; coton, 14 quintaux.

Salaires d'un ouvrier agricole :

En moyenne de 1,5 à 3 roupies par jour (et souvent pendant 9 mois seulement) ; conducteur de tracteur : 4 à 5 roupies.

On estime que l'augmentation du revenu annuel d'une famille rurale est de 3 % par an (mais elle augmente quelquefois aussi le nombre de ses membres). (1)

Salaires mensuels des moniteurs agricoles : durant le stage, 75 roupies ; début de carrière, 100 roupies ; fin de carrière, 200 à 250 roupies.

Prix d'animaux de travail :

Vache, 230 Rs. ; (vache laitière : 380 Rs.) ; chameau, 610 à 690 Rs. ; éléphant, 3.050 Rs.

Quelques salaires :

- Médecin des hôpitaux : 1.100 roupies par mois (en moyenne).
- Ouvrier hautement qualifié : 250 roupies par mois.
- Ouvrier spécialisé : 150 à 200 roupies par mois.
- Manœuvre d'usine : 120 à 150 roupies par mois ;
- Chauffeur de taxi (plus les pourboires) (1) : 150 à 200 roupies par mois.
- Domestique homme (ni logé, ni nourri) : 150 roupies par mois.
- (A Bahrat Mills — usine de textile — les salaires s'étagent entre 91 et 340 roupies par mois.)
- Employé des chemins de fer : 110 à 120 roupies par mois.

(1) Le conducteur de « pousse » demande généralement 1 roupie pour parcourir 800 mètres.

Chômage :

Officiellement : 12 millions de chômeurs en 1966 ; ce nombre est à multiplier par 5 ou 6, si l'on y ajoute le nombre de sous-emplois réels (le IV^e Plan indien prévoit la création de 20 millions d'emplois d'ici à 1970, alors qu'il faudrait en créer 36 millions).

Prix à la consommation :

- Riz (le litre) : 1,75 roupie.
- Sucre (le kg) : 1,50 roupie.
- Thé (la livre) : 2 à 5 roupies.
- Huile (le gallon = 4,2 litres) : 20 à 26 roupies.
- Poisson ordinaire (le kg) : 1 roupie.
- Lait (très rare) (le litre) : 1 roupie.
- Mouton (le kg) : 3 à 6 roupies.

Logement :

Au marché « libre », un appartement « moyen » coûte 150 roupies par mois, mais beaucoup de fonctionnaires sont logés et les grandes firmes industrielles construisent des logements sociaux, dont le loyer est nettement moins élevé (à Bahrat Mills : 16 roupies mensuellement ; à Jamshedpur, le loyer est indexé sur le salaire : un ouvrier paie de 18 à 25 Rs, par mois).

Enseignement :

- supérieur : en 1947, 200.000 étudiants ; en 1965 : 1,5 million et 61 Universités (mais on compte un important « déchet » aux examens : 50 % environ) ;
- secondaire : en 1947, 3 millions d'élèves ; en 1965 : 22 millions et 75.000 établissements ;
- primaire : en 1965, 34,3 millions d'écoliers ;
- 50.000 cours pour adultes et 8 millions d'inscrits.

ANNEXE IX

LES TRANSPORTS EN INDE

I. — Les chemins de fer.

Une des plus puissantes, sinon la plus solide, des administrations indiennes et qui a hérité des traditions du « Civil Service » de la domination britannique.

Le réseau ferré a une longueur de 57.000 kilomètres. Entièrement nationalisé, son actif représente une valeur de 30 milliards de roupies (1). Les chemins de fer emploient près de 1.300.000 personnes et disposent du matériel suivant :

- 12.000 locomotives ;
- 31.000 voitures pour passagers ;
- 34.000 wagons de marchandise ;
- 10.000 trains desservent 6.800 stations,

ils transportent 5.000.000 de passagers et 500.000 tonnes de frêt journallement. En 1965-1966, le nombre de passagers/kilomètres a été de 96 milliards et les tonnes/kilomètres de 205 millions. Le revenu annuel des chemins de fer indiens est de 65 milliards de roupies et il contribue, d'ailleurs, aux investissements dans le secteur public.

Addition au stock de matériel roulant.

Durant les années 1950-1951 et 1955-1956 (I^{er} Plan) :

- 496 locomotives ;
- 4.351 voitures pour passagers ;
- 41.192 wagons de marchandise.

Durant les années 1956-1957 et 1960-1961 (II^e Plan) :

- 2.192 locomotives ;
- 7.515 voitures pour passagers ;
- 97.994 wagons de marchandise.

Durant les années 1961-1962 et 1963-1964 (III^e Plan) :

- 1.065 locomotives ;
- 4.740 voitures pour passagers ;
- 76.741 wagons de marchandise.

Il convient également de noter qu'environ 1.500 kilomètres de voie sont électrifiés ; la mise en œuvre de ce programme a été en partie réalisée grâce à la S. N. C. F. qui a dépêché en Inde des experts. Il existe environ 500 locomotives Diesel.

Les chemins de fer en Inde fonctionnent bien et leur « ratio » de ponctualité est de 85 %.

(1) 1 roupie = 0,66 F (depuis la dévaluation).

II. — Transports routiers.

	1950-1951	1960-1961	1965-1966	1970-1971 (objectifs).
Routes goudronnées.....	156.000	235.000	284.000	334.000
Parc de véhicules commerciaux.....	116.300	224.000	320.000	525.000

Les routes indiennes sont de qualités bonne et moyenne et leur entretien correct, mais au moment des pluies de mousson les routes non empierrées sont inutilisables et la plupart des villages isolés.

III. — Les voies navigables.

Leur longueur est de 8.000 kilomètres dont 2.500 d'entre eux peuvent être utilisés par des bateaux à moteur. Il n'a pas été possible de connaître avec précision le tonnage transporté.

IV. — La flotte commerciale.

	1950-1951	1960-1961	1965-1966	1970-1971 (objectifs).
En milliers de tonnes (G. R. T.).....	390.000	860.000	1.540.000	3.000.000

En plus de la « Shipping Corporation of India » qui est une entreprise nationalisée, il existe trente compagnies indiennes pour le trafic côtier et en haute mer, mais six seulement de ces compagnies sont importantes.

On notera l'existence du chantier naval « Hindustan Shipyard » dont la capacité de production est de 4 bateaux par an (tonnage de 5.000 à 15.000 tonnes).

Un nouveau chantier naval est actuellement installé à Cochin et sa capacité de production sera de l'ordre de 80.000 GRT par an ; ces deux chantiers appartiennent au Gouvernement central de l'Union.

V. — Les ports.

L'Inde a sept ports qui sont, par ordre d'importance, les suivants : *Bombay* (18,3 millions de tonnes), *Calcutta* (10,9 millions de tonnes), *Marmagoa* (6,0 millions de tonnes), *Madras* (5,8 millions de tonnes), *Vizakapatnam* (3,5 millions de tonnes), *Cochin* (3,4 millions de tonnes) et *Kandla* (1,7 million de tonnes).

	1950-1951	1960-1961	1965-1966	1970-1971 (prévisions)
Le trafic portuaire total a donc évolué ainsi (en millions de tonnes).....	19,3	38,8	50,2	82,5

9.312 navires ont chargé ou déchargé 46.200.000 tonnes de fret en 1963-1964.

Des travaux sont déjà entrepris pour le développement de trois autres grands ports : *Haldia*, *Mangalore*, *Tuticorin*. On notera également l'existence de 225 ports d'importance mineure.

VI. — Aviation.

1. Lignes intérieures desservies par l'Indian Airlines Corporation (I. A. C.).

Toutes les trois minutes un avion I. A. C. décolle ou atterrit dans l'un des 70 aéroports qui existent dans le pays.

Durant l'année 1965, l'I. A. C. a transporté 1.250.000 voyageurs ; la longueur du réseau est de 36.000 kilomètres.

La flotte aérienne comporte : 8 Caravelles, 12 Viscounts, 3 Skymasters, 10 Fokker Friendship, 33 Dakotas.

2. Lignes internationales : par Air-India.

Longueur du réseau : 49.321 kilomètres ;

Nombre de passagers transportés par an : 1.191.000.

La flotte d'Air-India se compose de 9 Boeing 707 et elle dessert 22 pays.

VII. — Tourisme.

Le nombre de touristes étrangers en Inde, en 1964, a été de 156.000 (dont un quart de Nord-Américains, un tiers d'Européens, dont 6.150 Français). *L'infrastructure touristique est fort insuffisante, sauf dans les villes importantes où le nombre d'hôtels considérés de bon « standing » ne dépasse cependant pas le chiffre de 186 ; même les centres touristiques et culturels les plus importants manquent d'aménagement.*

Le projet du IV^e Plan (1966-1971) prévoit un engagement de 250 millions de roupies pour le développement du tourisme et un programme détaillé des aménagements est actuellement à l'étude.

ANNEXE X

NOTE BIBLIOGRAPHIQUE

Il est bien évident qu'en rédigeant ce « rapport d'information », la délégation sénatoriale n'a pu qu'esquisser à *grands traits* la physionomie géographique, économique, politique et culturelle de l'Inde ; ce faisant, elle a bien involontairement déformé la réalité indienne, négligé presque à chaque page d'apporter des précisions qui eussent considérablement alourdi un texte dont le but essentiel était de faire connaître au Parlement les problèmes qui se posent à l'Inde moderne dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture et de la planification.

On ne s'étonnera donc pas que cette note essaie de remédier à des insuffisances — notamment dans les domaines politique et social — en faisant référence à des ouvrages, à des études ou à des articles que nous avons été amenés à lire ou à consulter pour la rédaction de ce rapport.

1. Ouvrages (*).

- Madeleine Biardeau : « Inde », collection Petite Planète, 1958.
- Michel Cépède et Hugues Gounelle : « La Faim », collection Que sais-je ?, P. U. F., 1967.
- Ananda Coomaraswamy : « Pour comprendre l'Art Hindou », éditions Brossard, 1926.
- Arnaud Desjardins : « L'Hindouisme et nous », éditions La Palatine, 1964.
- René Dumont et Bernard Rosier : « Nous allons à la famine », éditions du Seuil, 1967.
- Max-Pol Fouchet : « L'Art amoureux des Indes », collection Idées-Art, Gallimard, 1957.
- Louis Frédéric : « Dieux et Brahmanes », Le Livre de Paris, 1961.
- Yves Lacoste : « Les Pays sous-développés », collection Que sais-je ?, P. U. F., 1962.
- Masson-Oursel : « La Philosophie en Orient » dans « L'Histoire de la philosophie » d'Emile Bréhier, Félix Alcan, 1938.
- Pierre Meile : « Histoire de l'Inde », collection Que sais-je ?, P. U. F., 1952.
- Tibor Mende : « L'Inde devant l'orage », éditions du Seuil, 1950.
- Béatrice Pitney Lamb : « L'Inde, un monde en transition », collection Marabout-Université, 1966.
- Marie-Simone Renou : « Economie de l'Inde », collection Que sais-je ?, P. U. F., 1952.
- Romain Rolland : « Inde » (*Journal*, 1915-1943), éditions Albin-Michel, 1960.
- Théodore Van Baaren : « Les Religions d'Asie », collection Marabout-Université, 1962.

(*) A notre sens, « La Mousson » reste un maître-livre pour la compréhension des Indes encore sous la domination britannique. « Le Riz et la Mousson », de Kamala Markandaya (Robert Lafont, 1956), complète heureusement le chef-d'œuvre de Louis Bromfield par le récit de la vie d'une paysanne du Sud. Quant à l'essai d'Arthur Koestler : « Le Lotus et le Robot » (Calman-Lévy, 1961), c'est surtout une brillante « variation » sur la tentation que constitue l'Orient pour la pensée occidentale.

2. Articles et études.

Article India, dans le tome XII de l'*Encyclopedia Britannica* (édition de 1961).

Dans les « Notes et études documentaires » de la *Documentation française* :

N° 2918 du 31 août 1962 : La planification de l'économie indienne ;

N° 3048 du 20 décembre 1963 : L'agriculture indienne ;

N° 3370 du 6 mars 1967 : L'économie indienne.

Documentation française :

Problèmes économiques :

— 10 mars 1966 : Le III^e Plan quinquennal ;

— 5 janvier 1967 : Les perspectives du IV^e Plan en Inde ;

— 2 février 1967 : La nouvelle crise alimentaire en Inde ;

— 30 mars 1967 : L'aide soviétique pour le IV^e Plan de l'Inde ;

— Articles et documents : 16 juin 1967 : L'Inde, pays surpeuplé.

Divers :

V. Graff : L'Inde, Bilan politique et économique en 1960 (*Perspectives*, 9, juillet 1960).

Gilbert Etienne : Où va l'agriculture indienne ? (*L'Information* du 2 décembre 1966.)

Panorama du commerce extérieur : l'Union indienne (B. N. P., 4 janvier 1967) ;

Revue « *Perspectives* » des 25 février, 4 et 11 mars 1967.

Reportages :

Jean Allary : « Inde 1959 » (*Le Figaro* du 13 au 17 avril 1959).

Max Olivier-Lacamp : « L'Inde, au XV de l'Indépendance » (*Le Figaro* du 9 au 11 février 1962).

Gérard Marin : « Meurt-on de faim en Inde ? » (*Le Figaro* du 5 au 7 avril 1966).

Jacques Helle : « L'Inde sans mythes » (*Témoignage chrétien* des 20 et 27 avril, 4, 11 et 25 mai 1967).

ANNEXE XI

INDEX ALPHABETIQUE

- Agriculture : 35 et suiv. ; 42 et suiv. ; 54 et suiv.
- Aide extérieure : 61 et suiv.
— américaine : 41, 63, 72.
— française : 64 et suiv., 86 et 87, 99.
- Akbar : 23, 24.
- Analphabétisme : 44, 46.
- Artisanat : 38, 47, 49, 93.
- Aryens : 17, 18, 20, 24, 33.
- Ashoka : 24.
- Atome (puissance atomique de l'Inde) : 87 et suiv.
— l'Inde et la bombe : 89.
- Aviation : 40, 113.
- Bibliographie : 115.
- Bombay : 85 et suiv.
- Bouddha : 21, 24.
- Brahmanisme : 20, 22.
- Britanniques (l'Inde et les) : 25, 27, 35, 45, 48.
- Calcutta : 97 et suiv.
- Capitalisme d'Etat : 48.
- Cartes schématisées : 77, 81, 83.
- Castes (système des) : 18, 24, 47.
— sous-castes : 19.
- Chambre du Peuple : 31.
- Chandigarh : 95 et suiv.
- Chemins de fer : 37, 39, 111.
- Chômage : 50.
- Cinéma : 39.
- Commerce extérieur : 40.
- Communiste (parti) : 30.
- Congrès (Parti du) : 26, 29, 30, 33.
- Conseil des Etats : 29, 31.
- Dekan (Décan) : 14.
- Delhi : 92 et suiv.
- Développement communautaire : 57, 94.
- Dieux hindous : 20.
- Dravidiens : 17, 33.
- Elevage : 36, 43.
- Endettement : 44, 46, 57.
- Engrais : 43, 55.
- Family planning* : 71 et 72.
- Famine : 41, 69.
- Femme (condition de la) : 18.
- Flotte commerciale : 39, 86.
- France (L'Inde et la) : 25, 64 et suiv.
- Gandhi : 23, 26, 27.
- Gange : 14.
- Géographie de l'Inde : 14 et suiv.
- Hindouisme : 20, 24, 29, 31.
- Himalaya : 14.
- Hindi* (et autres langues) : 17.
- Histoire de l'Inde : 24 et suiv., 33.
- Inde britannique : 25 et suiv.
- Indus (civilisation de l') : 17, 20, 24.
- Industrie : 37 et suiv., 48 et suiv., 58 et suiv., 99.
- Intouchables : 18, 29.
- Irrigation : 35, 42, 55, 96.
- Islam — invasion musulmane : 24.
- Jaïpur : 91 et suiv.
- Jaïnisme : 22.
- Jamshedpur : 99 et 100.
- Jan Sang (parti) : 31.
- Joint family* : 18.
- Lamaïsme : 22.

- Langues : 17.
Madras : 100 et 101.
Mines : 37, 86.
Mission d'information (objet) : 5, 32.
 (autres missions parlementaires) : 6, note 1.
 (programme du voyage) : 8 et suiv., 85 et suiv.
Moghol (Empire) : 24, 25.
Mousson : 15.
Nehru : 27.
Nirvâna : 21.
Non-violence : 21, 27.
Package programme : 57, 94.
Panchayat : 94.
Parlement indien : 31 et suiv.
Parsis : 23, note 1, 49.
Partis : 30.
Partition (Inde/Parkistan) : 16, 26, 27, 38.
Paysannerie : 17, 47.
Peuplement : 17.
Planification : 51 et suiv.
Plans quinquennaux : 52.
Politique (vie) : 29 et suiv.
- Population : 16 (et note 1), 19, 70.
Ports : 39, 112.
Président de l'Union : 29.
Prix de gros : 55.
Production agricole : 54, 56, 72.
Production industrielle : 59.
Régime foncier : 45 et suiv.
Réincarnation : 21.
Religions : 20 et suiv.
Routes : 39, 112.
Secteur privé (importance du) : 53, 93.
Sikhisme : 22, 96, note 1.
Socialiste (parti) : 30.
Swatantra (parti) : 30.
Tantrisme : 22.
Tourisme : 113.
Transports : 39, 40, 111 et suiv.
Vache (Caractère sacré de la) : 23, 43.
Védas : 20, 23.
Village (sociologie) : 17, 45, 47, 55.
Vinôba Bhave : 23, 74, note 1.
Yoga : 21, note 1.